



*Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont...*

*à chacun de faire son opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.*

\*\_\*\*

## Revue hebdomadaire du vendredi

### Planification des Thèmes & Sujets

- 1 – Lois & Décrets
- 2 – Nécrologies & Mémoires
- 3 – Décorations & Commémorations
- 4 – Autorités, Etats-Majors
- 5 – Chroniques & Libres propos
- 6 – Opex & Zones de conflits
- 7 – Défense de par le Monde
- 8 – Nos Forces Armées

- a) – Armée de Terre
- b) – Marine Nationale
- c) – Armée de l'Air
- d) - Gendarmerie Nationale
- e) - Service de Santé
- 9 – France : Armements & Industries
- 10 – Le Monde : Modernisations & Equipements
- 11 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)
- 12 – Livres & Publications

## 1 – Lois & Décrets

JORF n°0070 du 23 mars 2013

MINISTERE DE LA DEFENSE

17 Arrêté du 8 mars 2013 fixant le nombre de places offertes en 2013 au concours de recrutement dans le corps des vétérinaires des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205753&dateTexte=&categorieLien=id>

18 Arrêté du 8 mars 2013 fixant le nombre de places offertes en 2013 aux concours d'admission dans la section pharmacie de l'école du service de santé des armées de Lyon-Bron et aux concours de recrutement dans le corps des pharmaciens des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205756&dateTexte=&categorieLien=id>



19 Arrêté du 8 mars 2013 fixant le nombre de places offertes en 2013 aux concours d'admission dans la section médecine de l'Ecole du service de santé des armées de Lyon-Bron et aux concours de recrutement dans le corps des médecins des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205760&dateTexte=&categorieLien=id>

20 Arrêté du 8 mars 2013 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de places offertes au concours sur titres pour le recrutement dans le corps des cadres de santé des militaires infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205764&dateTexte=&categorieLien=id>

21 Arrêté du 8 mars 2013 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de places offertes aux concours externes d'admission en première année à l'Ecole navale

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205767&dateTexte=&categorieLien=id>

22 Arrêté du 8 mars 2013 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de places offertes aux concours d'admission sur titres en deuxième et troisième année de l'Ecole navale

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205770&dateTexte=&categorieLien=id>

23 Arrêté du 8 mars 2013 fixant le nombre de postes ouverts en 2013 aux recrutements par concours dans le corps des ingénieurs militaires d'infrastructure de la défense

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205773&dateTexte=&categorieLien=id>

24 Arrêté du 8 mars 2013 fixant le nombre de places offertes en 2013 pour l'admission en formation initiale en vue du recrutement dans le corps des officiers des armes de l'armée de terre

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027205776&dateTexte=&categorieLien=id>

**JORF n°0072 du 26 mars 2013**

**MINISTERE DE LA DEFENSE**

27 Arrêté du 12 mars 2013 fixant la liste des diplômés ouvrant droit à concourir sur titres pour le recrutement au grade de commissaire de 2e classe dans le corps des commissaires des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027219507&dateTexte=&categorieLien=id>

28 Arrêté du 15 mars 2013 fixant la composition de la commission chargée de donner un avis au ministre de la défense sur les ingénieurs des études et techniques de travaux maritimes de la réserve opérationnelle à inscrire au tableau d'avancement

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027219517&dateTexte=&categorieLien=id>

77 Arrêté du 13 mars 2013 portant attribution du brevet technique

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027219712&dateTexte=&categorieLien=id>

**JORF n°0073 du 27 mars 2013**

MINISTERE DE LA DEFENSE

43 Arrêté du 18 mars 2013 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de places offertes pour le recrutement dans le corps des commissaires des armées

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027222052&dateTexte=&categorieLien=id>

91 Décret du 25 mars 2013 portant nomination dans la réserve opérationnelle

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027222456&dateTexte=&categorieLien=id>

92 Décret du 25 mars 2013 portant nomination et promotion dans la réserve opérationnelle

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027222458&dateTexte=&categorieLien=id>

93 Décret du 25 mars 2013 portant nomination d'un haut fonctionnaire correspondant de défense et de sécurité au ministère de la défense - M. le général de corps aérien NOGUIER (Antoine)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027222460&dateTexte=&categorieLien=id>

MINISTERE DE L'INTERIEUR

87 Arrêté du 19 mars 2013 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction militaire

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027222444&dateTexte=&categorieLien=id>

26 Arrêté du 19 mars 2013 portant création de la médaille commémorative française avec agrafe « Jordanie »

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027243289&dateTexte=&categorieLien=id>

## 2 – Nécrologies & Mémoires

# La mémoire de la France libre et de la Résistance

Ainsi va le monde ! mardi 19 mars 2013 à 22:45

Ils s'éloignent inexorablement de nous. Ils, ce sont les derniers cadres de la Résistance et de la France libre qui disparaissent les uns après les autres. Ceux qui restent sont nonagénaires. Du Conseil national de la Résistance (CNR) seul est encore vivant son secrétaire général adjoint, Robert Chambeiron (98 ans), membre du cabinet du ministre de l'air, Pierre Cot, en 1936. Aux côtés de Jean Moulin. Le secrétaire de ce dernier, alors délégué général du général de Gaulle en France, Daniel Cordier est l'un des vingt trois Compagnons de la Libération encore en vie (sur 1038). Après guerre, avec Stéphane Hessel, disparu le 27 février dernier, ils rédigèrent le Livre blanc du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action). Il y a un an, la DGSE avait convié les deux hommes à une cérémonie, aux Invalides, marquant le 70ème anniversaire de la création des services secrets de la France libre. Aujourd'hui, des associations d'anciens combattants ont fermé leurs portes, faute de membres. Après le départ de ces hommes et de ces femmes, il y a désormais le respect et le nécessaire maintien d'une politique de la juste mémoire.

## L'extraordinaire épopée de la 1er armée française

Un nouveau site pour le souvenir [www.rhin-et-danube.fr](http://www.rhin-et-danube.fr)



Des 58 000 tués et blessés de la Première Armée Française, sur un effectif de 400 000 hommes, qui se sont sacrifiés en 1944/1945, sous les ordres du Général de LATTRE de TASSIGNY, pour que la France retrouve sa liberté et sa place dans le monde.

Sous l'égide du Groupement Départemental de la Gironde, présidé par le Colonel Maurice Marchetti, ce site a été créé par des derniers survivants de RHIN et DANUBE de la Gironde :

Général (2s) René Auvin, Président de la Section du Bassin d'Arcachon de RHIN et DANUBE, Colonel René MASSONNAT (H) et notre expert en informatique Noël COURTAIGNE pour la mise en page.

De nombreux témoignages d'anciens combattants rendent très concrète cette période de notre histoire, et aident à imaginer l'état d'esprit d'un « Rhin et Danube » au combat.

Les biographies des grands personnages de l'époque, la présentation des forces en présence et des grands événements qui ont marqué la 2<sup>de</sup> guerre mondiale, permettent de replacer ces récits dans leur contexte.

Le Ministère de la Défense a placé ce travail à demeure sur le site du SIRPA TERRE (Relations Publiques de l'Armée de Terre) : <http://www.defense.gouv.fr/terre> et sur EDUCADEF (pour les professeurs et leurs élèves) - <http://www.defense.gouv.fr/educadef>

La ville de [COLMAR](http://www.colmar.fr/extraordinaire-epopee-de-la-1ere-armee-francaise.html), haut-lieu de Rhin et Danube, l'a placé dans la partie historique de son site : <http://www.colmar.fr/extraordinaire-epopee-de-la-1ere-armee-francaise.html>

## L'histoire militaire française fait recette

Zone Militaire, 25 mars 2013 – 17:07

A l'occasion du Salon mondial du tourisme, qui vient de fermer ses portes, le ministre délégué aux Anciens combattants, Kader Arif, a présenté les chiffres de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) concernant la fréquentation des 16 principaux sites mémoriels, lesquels représentent à eux seuls plus de 50% de du nombre global de visiteurs.

Ainsi, ces derniers ont compté 4,25 millions de visiteurs en 2012, soit une hausse de 750.000 par rapport au précédent pointage, effectué deux ans plus tôt. Le [Musée de l'Armée](#) reste le site le plus visité, avec 1,4 millions de curieux et une hausse de 200.000 entrées supplémentaires. Vient ensuite [le Mémorial de Caen](#), avec 400.000 visiteurs.

En outre, 4 sites ont compté plus de 90.000 visites. Il s'agit du [musée du Débarquement de Utah Beach](#) (117 081 visiteurs), du musée de la Grande Guerre à Meaux (116 000), du fort de Douaumont (94 225) et de la citadelle souterraine de Verdun (92 803).

En 2012, deux nouveaux sites ont été ouverts au public : [le camp des Milles](#) à Aix-en-Provence et [le mémorial de la Shoah à Drancy](#). Pour cette année, deux autres établissements devraient être inaugurés, l'un à Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), l'autre, qui s'intéresse particulièrement à la guerre de 1870, à Gravelotte (Moselle).

Via la DMPA, le ministère de la Défense est le second acteur culturel de l'Etat, avec 7 hauts lieux de la mémoire nationale (prison de Montluc, ancien camp de concentration du Struthof, le Mont-Valérien et les mémoriaux des guerres d'Indochine, d'Algérie, etc), de 3 musées sous tutelle, dont celui de l'Air et de l'Espace, de musées d'armes (dont celui de la Légion étrangère, qui va bientôt rouvrir ses portes), les nécropoles et les cimetières militaires, et, sans oublier, les ouvrages fortifiés.

Chaque année, ces sites sont visités par plus de 6 millions de personnes, pour un chiffre d'affaires global de 50 millions d'euros. Et ils permettent d'assurer 1.050 emplois.

### **3 – Décorations & Commémorations**

# Instauration du 27 mai comme Journée nationale de la Résistance

Opexnews, JEUDI 28 MARS 2013

## Adoption par le Sénat de la proposition de loi



Monsieur Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens combattants, a participé ce jour à l'examen en séance publique du Sénat de la proposition de loi relative à l'instauration du **27 mai**, jour anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance, comme Journée nationale de la Résistance à laquelle il a apporté le plein soutien du gouvernement. La date est hautement symbolique : il s'agit de la première

réunion, en 1943 et sous la présidence de Jean Moulin, des principaux mouvements de résistance et des partis politiques hostiles à la collaboration, créant ainsi le Conseil National de la Résistance (CNR).

Kader Arif se félicite de l'adoption par les sénateurs, par 346 voix contre 2, de cette proposition portée par le sénateur Jean-Jacques Mirassou.

À l'occasion des débats, présidés par Jean-Pierre Bel et Jean-Pierre Raffarin, l'ensemble des orateurs, de tous horizons politiques, a salué une proposition qui permet de mettre à l'honneur les valeurs de solidarité, de justice, de fraternité, de démocratie et de courage, qui sont celles de la Résistance. La mémoire de celles et ceux qui portèrent au plus haut ces valeurs, le payant souvent de leur vie, sera ainsi rappelée aux Français.

L'année 2013 sera l'occasion de rendre hommage à ces hommes et ces femmes qui résistèrent à l'occupant et à ses alliés, luttant contre leur idéologie barbare. Nous leur devons la liberté dont nous jouissons aujourd'hui. Dans quelques semaines, le 70<sup>e</sup> anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance permettra une reconnaissance nationale pour ces héros de la République et sera également le point de départ d'un cycle commémoratif de grande ampleur qui aboutira le 8 mai 2015.

Ce vote unanime est un premier pas important en faveur de la commémoration d'un moment clé de l'histoire de France. Cette unanimité et l'effort particulier auquel cette proposition de loi invite en direction de la jeunesse témoignent de la vigueur d'une mémoire nationale partagée, qui est aussi la garante de la cohésion, de la solidarité et de la fraternité entre Français.

Cette commémoration s'ajoute à d'autres journées consacrées au souvenir de la Seconde Guerre mondiale : la Journée Nationale de la Déportation (le dernier dimanche d'avril), la Journée nationale commémorative de l'appel du 18 juin, ou encore la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie et la fin de la guerre en Europe (8 mai). Il appartient désormais à l'Assemblée Nationale de voter cette loi.

## 4 – Autorités, Etats-Majors

# Préparons la couronne pour la défense européenne ?



Arnaud Danjean pointe là où ça fait mal lors de la Conférence annuelle de l'Agence européenne de défense (Crédit : EDA)

(BRUXELLES2) C'est le seul intervenant à avoir été applaudi, spontanément, avant la fin de son intervention, durant la conférence annuelle de l'Agence européenne de défense jeudi (21 mars) au Albert Hall à Etterbeek (Bruxelles).

Arnaud Danjean, le président de la sous-commission défense (UMP/PPE) du Parlement européen, n'a pas mâché ses mots. Dans un an, on risque « *d'assister au cortège funèbre de l'Agence européenne de défense* » pointant l'absence « *de volonté politique forte sur le long terme en matière de défense* ».

### **Nous avons besoin de leaders politiques !**

Reprenant le titre de la conférence, "European Defence Matters", l'eurodéputé s'est demandé si c'était vraiment le cas pour les leaders européens pointant l'absence de vision politique : « *on peut avoir les meilleurs capacités ou les meilleurs paroles, mais à quoi ça sert ? (...) Nous avons besoin de leaders politiques et d'engagements volontaires.* » Et d'ajouter : « *Je ne sais pas aujourd'hui dans les capitales quelle est la réelle volonté d'avoir une politique de défense (...)* »

### **Que tous les ministres commencent à assister aux réunions !**

Lorsque la modératrice de la conférence lui a demandé le vœu qu'il formulerait pour améliorer l'Europe de la défense, l'eurodéputé a répondu qu'il souhaiterait « *que tous les ministres de la défense assistent aux réunions pour commencer* » !

### **La France seule au Mali ?**

Le député a profité de son intervention pour dénoncer le manque d'implication européenne dans l'intervention au Mali. « *Nous avons une stratégie européenne de sécurité (qui décrit parmi les principales menaces) le terrorisme* ». *Une stratégie pour le Sahel a « été décidée ».* « *Mais qui est allé (au Mali) pour combattre le terrorisme ?* » s'est-il interrogé. « *Nous sommes 27 dans l'Union mais un seul au Mali* ».

## **Le livre noir de la Défense nationale**

Le Point - Publié le 21/03/2013 - Par NICOLAS BAVEREZ



Le bilan économique, social et européen calamiteux de la première année du quinquennat de [François Hollande](#), élu sur la promesse illusoire que la crise était derrière nous, contraste avec la réussite militaire de l'intervention au Mali, qui force le respect de nos alliés américain et européens. Comme en [Côte d'Ivoire](#) et en [Libye](#), et contrairement aux scénarios établis, la France est entrée en premier sur un théâtre d'opérations et a fait la décision, même si elle bénéficie de l'appui des États-Unis en matière de logistique et de renseignement ainsi que du renfort d'une force africaine de 6 000

hommes.

Or, dans le même temps, Jean-Louis Carrière, président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, lance un cri d'alerte en faisant sienne la formule prononcée par Danton en 1792 : "La patrie est en danger parce que sa défense l'est." Et ce à juste titre, car les conseils de défense des 19 et 26 mars menacent de se transformer en Sedan budgétaire pour la défense de la France.

Le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale lancé l'été dernier est mort-né, victime collatérale de la guerre du Mali comme de la guerre civile syrienne. Il a en effet été construit autour de quatre principes qui se sont tous révélés faux. Le premier postulait que les menaces interétatiques et la guerre étaient en voie de disparition et que la France ne serait plus confrontée qu'à des risques hybrides et asymétriques, alors même que les ambitions de puissance, les conflits territoriaux et la prolifération des armes de destruction massive s'emballent sur fond de hausse des dépenses d'armement de plus de 50 % en une décennie. Le deuxième, ignorant la mondialisation et le basculement du monde vers l'Asie, pariait sur un champ d'action restreint à l'Europe et à l'Afrique. Le troisième entendait recentrer en conséquence la défense autour de la dissuasion et de la protection du territoire en ne conservant qu'une capacité réduite de gestion de crise au sein de forces internationales et en abandonnant la projection sur un théâtre d'opérations de haute intensité. Le quatrième, financier, ramenait le budget de la défense de 1,55 % à 1,1 % du PIB, mutualisant au sein de l'Europe moins les missions, les forces et les industries que les coupes budgétaires - et ce au moment précis où le retrait des États-Unis de notre continent exacerbe le vide de sécurité et où le dérapage des révolutions du monde arabo-musulman doublé de l'arrivée de l'Iran au seuil nucléaire enflamme l'arc de crise qui court du Maroc à l'Afghanistan.

Deux trajectoires financières ont été élaborées sur ces bases. La première, conforme aux orientations initiales du livre blanc, prévoit une diminution des crédits budgétaires de 30 à 27 milliards d'euros et une enveloppe de l'ordre de 345 milliards d'ici à 2025 qui ramène le budget de la défense autour de 1,1 % du PIB en dépit d'une improbable clause de retour à meilleure fortune à partir de 2020. La seconde, moins extrême, stabilise les crédits à 29 milliards d'euros et table sur 360 milliards sur dix ans avec un objectif de 1,3 % du PIB. Les conséquences pour les capacités militaires et l'industrie de défense sont destructrices dans le premier cas, très lourdes dans le second.

La dissuasion nucléaire serait préservée dans ses deux composantes maritime et aérienne. Mais le premier scénario réduirait la défense de la France à la force de frappe et à Vigipirate, en ramenant l'armée de terre à 50 000 hommes, en réduisant des deux tiers le parc des avions de combat et en imposant la mise sous cocon du porte-avions "Charles-de-Gaulle" et du groupe aéronaval, ce qui signifie leur extinction, faute d'entraînement. Le second scénario révisé à la baisse l'ensemble des fonctions stratégiques et limite le format des forces de combat à 80 000

hommes, ce qui rend douteuse à terme la préservation d'une capacité à ouvrir un théâtre d'opérations avec les moyens de renseignement, de projection et de frappe dans la profondeur qu'elle implique.

L'industrie française de défense représente un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros, compte 165 000 emplois directs, génère plus de 5 milliards d'euros d'exportations et constitue un pôle d'excellence technologique dont de nombreuses innovations trouvent des applications civiles. En réduisant les commandes de l'Etat de 9 à 4,5 ou 6,5 milliards d'euros selon les scénarios, la nouvelle loi de programmation entraînerait la suppression de 15 000 à 50 000 emplois directs. Dans la première hypothèse, la filière de l'armement terrestre devrait être abandonnée au bénéfice de l'Allemagne, dont l'industrie est en forte croissance avec 80 000 emplois et plus de 10 milliards d'euros d'exportations en 2012.

En bref, dans un monde dangereux où les surprises stratégiques se multiplient, la défense est en passe de devenir la variable d'ajustement d'un État social en faillite et la France s'apprête à dire adieu aux armes en renonçant à la guerre. Dans le premier cas, elle se rapprocherait de la Suède, dont le chef d'état-major, le général Göranson, a montré qu'elle ne pourrait se défendre plus d'une semaine en cas d'attaque. Dans le second cas, un choix s'imposerait à terme entre la protection du territoire et la capacité à faire la guerre, qui donnerait inévitablement la priorité à la défense de la population. Avec pour conséquence une remise en question du statut international de la France, notamment de sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'Onu.

S'il est tout à fait vrai que la souveraineté de la France se trouve aujourd'hui menacée tant par l'explosion de sa dette publique, qui la met dans la main des marchés financiers, que par la multiplication des risques et des surprises stratégiques, la solution ne passe pas par la désintégration de son système de défense, qui n'a rien d'inévitable.

Quel est l'état du monde ? Instable, volatil et dangereux, mêlant la persistance des ambitions de puissance, l'onde de choc des révolutions du monde arabo-musulman, le défi du terrorisme, les risques technologiques et la montée en puissance de la cyberguerre, tous éléments qui font que la guerre reste une réalité du XXI<sup>e</sup> siècle tout en militant pour une réactivité et une flexibilité maximales.

Que veut faire la France ? Conserver son autonomie stratégique de décision et d'action, pouvoir faire face à la diversité des menaces, tirer tout le parti du pôle d'excellence opérationnel et industriel que représente la défense.

Comment concilier autonomie stratégique et reconquête de l'indépendance financière ? D'abord en stabilisant à 30 milliards d'euros les crédits budgétaires - soit 1,5 % du PIB -, augmentés des recettes exceptionnelles qui devraient être tirées de la privatisation des entreprises publiques du secteur de la défense. Au reste, ce montant demeure inférieur tant à la norme de 2 % du PIB considérée comme un plancher par l'Otan qu'aux budgets de défense britannique (41 milliards d'euros) et allemand (34 milliards d'euros). Il doit surtout être comparé aux 1 120 milliards de dépense publique française, et notamment aux 600 milliards de dépenses sociales - soit 33 % du PIB - qui doivent être prioritaires dans les indispensables coupes. Par ailleurs, l'effort de mutualisation des moyens doit être multiplié au sein de l'Europe comme au sein des forces entre nucléaire et conventionnel. Dans le même temps, il est possible de répondre à la diversification des risques par une spécialisation accrue des missions, des forces et des matériels.

Ces principes permettraient de garantir l'autonomie stratégique de la France en mettant à niveau ses capacités d'anticipation et de renseignement à travers les investissements dans l'espace et les drones. Dans le même temps serait poursuivie la construction d'une cyberdéfense dont la multiplication des attaques, notamment venant de Chine et de Russie, sur les réseaux publics et les entreprises montre le caractère vital. Il est à l'inverse possible de geler le budget de la dissuasion, dont toutes les composantes et les outils ont été modernisés tout en réfléchissant à la prolongation de la durée de vie des équipements dans le nucléaire militaire comme dans le nucléaire civil. Une capacité limitée mais effective de faire la guerre serait maintenue autour de 15 000 hommes projetables, des forces spéciales et de la frappe en profondeur, tandis qu'un contingent équivalent pourrait être mobilisé pour des opérations de gestion de crise. La filière industrielle de l'armement, son expertise et son capital humain seraient sauvegardés, tout en étant réorientés vers l'exportation et la conclusion d'alliances européennes.

La stratégie et la politique de défense obéissent par essence au temps long. François Hollande bénéficie, notamment pour l'opération du Mali, des arbitrages et des investissements de ses prédécesseurs, qui ont su préserver l'autonomie d'analyse, de décision et d'action de la France. Il peut sacrifier cet héritage sur l'autel d'un modèle social insoutenable. Après avoir fait basculer l'économie du déclin relatif au déclin absolu, il porterait alors la responsabilité d'un déclassement stratégique et diplomatique de la France qui sera irréversible pour ses successeurs.

## Bercy et le ministère de la Défense en négociations

Le Point.fr - Publié le 22/03/2013 à 15:30 6 Par [JEAN GUISNEL](#)

**Rien n'a filtré du conseil de défense budgétaire qui s'est tenu vendredi matin à l'Élysée. Trois autres doivent se tenir durant les prochaines semaines.**



Jérôme Cahuzac (photo d'illustration) © KENZO TRIBOUILLARD / AFP

[Un bref conseil de défense s'est réuni durant une heure vendredi matin à l'Élysée](#), mais ces délibérations étant secrètes, aucun compte rendu n'en a été fait. Il sera suivi dans les prochaines semaines par quatre autres réunions

du même type. La préparation de la première réunion a été compliquée par le remplacement du ministre du Budget, [Jérôme Cahuzac](#). Le 18 mars en fin de journée, il avait reçu son collègue et ami [Jean-Yves Le Drian](#), ministre de la Défense. C'était un rendez-vous important, le premier - qui restera finalement le seul - de la longue série qui devait permettre à Cahuzac de discuter avec chacun des membres du gouvernement des contraintes imposées par Matignon pour le budget de 2014.

Ce jour-là, le ministre était accompagné de sa directrice de cabinet Amélie Verdier. Avec Jean-Yves Le Drian se trouvaient son directeur de cabinet Cédric Lewandowski, son conseiller financier Paul Serre et l'indispensable conseiller d'État Jean-Claude Mallet. Et pour cause : chez Jean-Yves Le Drian, c'est Mallet qui chiffre les diverses hypothèses du Livre blanc avec des officiers désignés par les états-majors. Tâche quasi impossible, dès lors que le chef des armées [François](#)

[Hollande](#) n'a pas indiqué de cadre budgétaire... Quand Le Drian et ses trois acolytes sont entrés dans le bureau de Cahuzac, l'ambiance a immédiatement été assez chaude...

### **177 milliards d'euros de 2014 à 2019**

Assez vif au départ, le ton est redescendu lorsque les deux ministres se sont accordés sur un point : François Hollande ne leur a pas confié la même feuille de route. Pour Le Drian, le mandat est simple. Il estime avoir à concevoir un modèle d'armée dans l'épure budgétaire actuelle. Celle-ci doit être précisée : s'agit-il des 31,4 milliards d'euros (hors pensions) du budget 2013, ou de ce dernier amputé des ressources exceptionnelles représentées par des ventes d'actifs immobiliers de fréquences radio ?

Pour Le Drian, la barre est à 177 milliards d'euros pour les six années de 2014 à 2019, plus les ressources exceptionnelles (ventes d'actifs), plus l'inflation. Cette hypothèse dite "Y" ou "de survie" serait acceptée par les militaires, mais impliquera néanmoins des suppressions d'emploi et des renoncements à certains matériels. Mais pas de renoncer aux missions actuelles. Cette option s'imprime dans la durée. Elle est peu ou prou stabilisée à environ 1,5 % de la richesse nationale française. La défense estime qu'elle permet de maintenir les ambitions françaises et de donner au chef des armées des outils efficaces.

### **Des langages différents**

À Bercy, on ne parle pas le même langage. Jérôme Cahuzac, à tout le moins tel que l'avaient compris certains de ses interlocuteurs, estimait que les seuls impératifs à régler étaient immédiats. Un milliard d'euros en moins pour participer à la politique d'austérité et deux milliards supplémentaires de réduction en 2015.

On considère à Bercy - qui a largement fait connaître son point de vue ces derniers jours - que les militaires sont trop nombreux, trop payés, que les forces opérationnelles ne sont pas efficacement soutenues par les échelons centraux et que la rigueur s'applique à tous.

### **Cadre budgétaire précisé ?**

François Hollande a-t-il donné ce matin des réponses précises, en tranchant entre les différentes options ? Il est trop tôt pour le dire. À cette réunion, le secrétaire général de la Défense nationale Francis Delon est arrivé avec la mouture complète - à défaut d'être définitive - du Livre blanc, et Jean-Yves Le Drian avait précisé ses chiffrages.

Mais un indice ne trompe pas : devant l'Assemblée nationale, le 20 mars, le ministre de la Défense a fait savoir que la discussion sur la loi de programmation militaire, attendue à l'été, était repoussée à l'automne. Car ce n'est qu'avec un cadre budgétaire précisé que les choses vont pouvoir avancer.

## **L'armée de terre craint d'être le dindon de la farce des réductions budgétaires**

Le Point.fr - Publié le 22/03/2013 à 11:21 - Modifié le 22/03/2013 à 19:10 ? Par [JEAN GUISNEL](#)

**En coulisses, sans apparaître publiquement, une lutte féroce oppose les armées sur leurs budgets respectifs. Arguments de l'armée de terre.**



Les effectifs de l'armée de terre pourraient être les premières victimes des réductions budgétaires. © ERIC CABANIS / AFP

L'ancien chef d'état-major de l'armée, le général d'armée [Elrick Irastorza](#), monte au créneau pour faire connaître les arguments de ses troupes dans le débat budgétaire.

C'était il y a quelques mois, le 10 septembre 2012. Le nouveau ministre de la Défense et ci-devant président du conseil régional de Bretagne, [Jean-Yves Le Drian](#), prononce à Brest un discours devant les participants à la 10e université de la défense et leur explique, citant Richelieu : "On ne peut sans puissance sur mer ni profiter de la paix ni gagner une guerre." Et de préciser : "Il importe que nous ayons un outil de défense qui soit, en particulier dans le domaine maritime, à la fois un outil de présence, un outil de cohérence et un outil de force. Désormais, sans l'enjeu maritime, on est en dehors des grands enjeux." Lorsqu'il descend de l'estrade, il est accueilli par le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Bertrand Ract-Madoux, qui lui fait le coup du bourre-pif en pleine paix en lui lançant un vigoureux "excellent discours, Monsieur le Ministre de la Marine". Groupes !

### **Bouc émissaire ou dindon de la farce ?**

Alors que le clairon sonne pour la préservation, à son niveau actuel, du budget des forces armées françaises de 2014 à 2019, qui sera discuté vendredi à l'Élysée par un conseil de défense réuni autour de [François Hollande](#), l'armée de terre a le sentiment - sans doute pas complètement infondé - que c'est elle qui va payer la note la plus salée, aussi bien pour les effectifs que pour les matériels. C'est elle qui est visée depuis quelques semaines par des critiques sur son encadrement jugé trop important, sur ses effectifs prétendument trop copieux, sur ses matériels militaires soi-disant trop sophistiqués, sur les bénéfices injustifiés qu'elle pourrait tirer de l'opportune guerre au Mali, etc. Or, curieusement, elle ne proteste pas et attend sans broncher le couteau sacrificiel qui en ferait, au choix, le bouc émissaire ou le dindon de la farce. Nos demandes d'éléments précis, notamment sur ses taux d'encadrement (officiers et sous-officiers), sont restées lettre morte et le principe de mutisme est appliqué strictement. Par la voix officielle, s'entend. Car les arguments entendus en privé dans la bouche des commandeurs de l'armée de terre viennent d'être publiés... discrètement ! Ils émanent de l'ancien chef d'état-major, le général d'armée Elrick Irastorza, prédécesseur de Bertrand Ract-Madoux et auteur d'un article vigoureux dans la dernière livraison de la revue des anciens élèves de l'École militaire interarmes, [L'Épaulette](#) (sur abonnement).

### **Réductions dans l'arme de terre : 38 fois Florange !**

Le général Irastorza rappelle quelques faits d'évidence, notamment que les effectifs de l'armée de terre sont inférieurs à 100 000 hommes, qu'elle est encadrée par 12 % d'officiers (dont 20 % sous contrat) et 32 % de sous-officiers (dont 70 % sous contrat). S'y ajoutent les 56 % d'hommes et de femmes du rang, soit 56 % des effectifs, tous sous contrat. Les faits sont là : l'armée de terre ne compte que 29 % de fonctionnaires, tous les autres étant des contractuels restant sous les drapeaux pour une durée moyenne de six années. L'ascenseur social demeure une réalité : 70 % des sous-officiers sont entrés dans l'armée de terre comme troupier et 50 % des officiers sont d'anciens sous-officiers. Si les futures réductions d'effectifs dans les armées (des chiffres de 30 000 à 50 000 suppressions d'emplois sont évoqués pour les 5 prochaines années, en sus des 54 000 du précédent quinquennat) devaient épargner les fonctionnaires militaires de carrière, il

faudrait "taper" prioritairement sur les contractuels en réduisant le recrutement, ou en ne renouvelant pas les contrats. Mais Elrick Irastorza conteste et argumente : "La réduction des recrutements initiaux ne produit qu'un faible retour financier au prix d'effets déstructurant durables : 45 % de nos soldats sont à l'indice plancher de la fonction publique (295). Pour faire de grosses sommes, il faut donc supprimer beaucoup d'effectifs, soit par échenillage des régiments, ce qui en amoindrit la capacité opérationnelle, soit en supprimant purement et simplement." L'auteur insiste sur les chiffres : les 24 450 emplois perdus par la réforme Sarkozy, c'est "38 sites industriels type Florange rayés de la carte. Vous conviendrez qu'on en parle moins".

## Armée suisse ?

Certains chiffres avancés par l'ancien chef d'état-major sont assez ébouriffants. Par exemple, quand il compare l'armée de terre suisse, qui ne garde que ses montagnes, et sa voisine française, qui intervient en permanence sur la planète : "L'armée suisse a 21 bataillons d'infanterie, nous 20 (NDLR : le bataillon est le terme international pour l'unité que les Français appellent un régiment) ; 224 chars de bataille, nous 254 ; 1 281 véhicules de combat de la classe [VBCI](#) (véhicule blindé de combat d'infanterie, NDLR), nous bientôt 630 ; 224 canons de 155 mm, nous 128." Le général admet que la puissance de feu d'un soldat français d'aujourd'hui est sans commune mesure avec ce qu'elle était voici quelques décennies, et aussi que les matériels modernes coûtent cher. "Maîtriser la dérive des coûts unitaires puis préserver les équipements en service restent une obsession du commandement." Et de chiffrer les prix des matériels les plus récents de l'armée de terre en les comparant à ceux d'une voiture de moyenne gamme à 15 000 euros. Il en faut une et demie pour payer le nouvel équipement individuel Félin du fantassin, 200 pour payer un VBCI, 1 700 pour un hélicoptère Tigre et... 6 700 pour un Rafale. Tant pour l'achat de matériels neufs que pour le MCO (maintien en condition opérationnelle, NDLR) de ceux déjà en service, l'armée de terre reçoit 19 % du budget d'équipement annuel des armées, tandis qu'elle fournit 85 % des effectifs engagés dans les opérations extérieures.

Autant d'arguments qui, on l'aura compris, sont adressés à François Hollande. L'armée de terre estime qu'elle a déjà beaucoup donné aux réductions d'effectifs, aux restructurations et au retard dans les équipements modernes, bien que ce soit elle qui aille au sol en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Mali ou ailleurs. Aux autres de payer leurs parts !

## Les réservistes appelés à passer au bénévolat

Le Point.fr - Publié le 26/03/2013 à 09:31 - Modifié le 26/03/2013 à 14:44 - Par [JEAN GUISEL](#)

**La situation financière de la défense tourne à la débâcle. Les réservistes opérationnels seront invités à servir bénévolement. Comme les scouts ?**



Des réservistes dans la gendarmerie à Fos-sur-Mer. © Patriock Valasseris / AFP

La réserve opérationnelle, qui associe depuis la débâcle de 1870 des citoyens temporairement armés et les armées d'active, est mal partie... En 2011, l'actuelle réserve opérationnelle comptait 57 187 réservistes opérationnels (dont 27 411 dans la gendarmerie) pour une activité moyenne de 22,9 jours par an. Selon un document que nous avons pu lire, un passage partiel de cette réserve au bénévolat est à l'étude.

Jusqu'à présent, cette organisation est intégrée au tissu militaro-social français qui accepte fort bien que des civils occupent durant quelques semaines ou quelques mois par an des fonctions militaires. Ces officiers ou sous-officiers de réserve suivent des formations permanentes et leurs grades et promotions évoluent comme ceux des militaires d'active, à ceci près qu'ils n'occupent aucun poste d'officier général. En 2011, les armées françaises avaient dépensé 75,7 millions d'euros pour les réservistes opérationnels, hors gendarmerie.

Lorsqu'ils servent temporairement sous les drapeaux (minimum cinq jours par an, maximum soixante jours, en principe), ces réservistes sont payés, ou "soldés" comme disent les militaires, au même niveau qu'un militaire d'active. Un capitaine de réserve recevra donc durant sa période d'activité la même solde que ses camarades fonctionnaires. Eh bien, aussi incroyable que cela puisse paraître, cette solde des réservistes est remise en cause. Et la défense se prépare à demander aux réservistes de servir à titre bénévole.

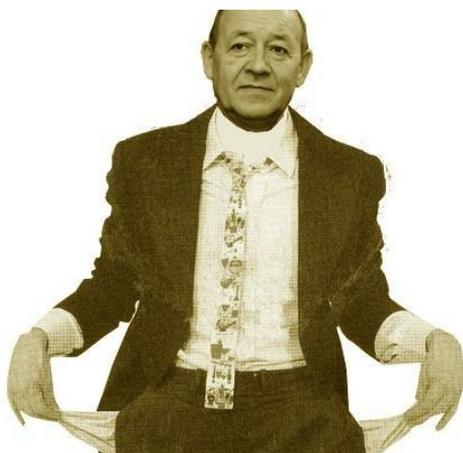
### Désintéressement

Dans un courrier adressé le 3 mars 2013 au directeur des ressources humaines du ministère de la Défense, le secrétaire général du Conseil supérieur de la réserve militaire, le contre-amiral Antoine de Roquefeuil, écrit ceci : "Face aux réductions successives des budgets consacrés à l'emploi des réservistes opérationnels, des membres du Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM) souhaiteraient que les employeurs militaires aient l'accord pour qu'une partie des activités des réservistes opérationnels soient faites (sic) à titre bénévole, à condition que le réserviste ait donné son accord." Cette gratuité du service, poursuit l'amiral, "démontre la volonté d'engagement et de désintéressement de nombreux réservistes opérationnels et peut répondre ponctuellement à des besoins de certaines forces armées". L'amiral brouillé avec l'orthographe demande in fine à son correspondant "quels (sic) seraient les évolutions législatives à envisager pour qu'une telle possibilité soit offerte".

Notamment pour faire face à la baisse de ses effectifs professionnels, l'armée de terre avait prévu de faire passer ses effectifs de réserve de 16 000 à 22 000 en 2015. Il n'est pas certain que de telles évolutions du statut des réservistes soient très incitatives. On attend avec intérêt de connaître la position du président du CSRM, qui n'est autre que le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

## Qui veut être réserviste pour des clopinettes ?

Armée Média, 26 mars 2013 | Publié par: Michel Munier



Photomontage Michel Munier - Plus d'sous !

**Selon Jean Guisnel, journaliste et spécialiste des questions de défense au journal « Le point », la réserve opérationnelle pourrait être susceptible de passer partiellement au bénévolat.**

La réserve opérationnelle qui compte plus de 57000 réservistes (dont environ 27000 dans la gendarmerie), est composée d'officiers et de sous-officiers qui renforcent temporairement

leurs camarades de l'active.

Ces « militaires à temps partiel », issus d'horizons différents (anciens militaires, civils sans passé militaires) ont signé un contrat d'Engagement à Servir dans la Réserve (ESR) et effectuent des périodes militaires pouvant aller de 5 à 210 jours sous les drapeaux (en moyenne 21 jours). Ils sont considérés pendant ces périodes de la même façon que les militaires d'active en terme de soldes, de permissions, de protection sociale etc ...

Selon Le Point, dans un courrier adressé le 3 mars 2013 au directeur des ressources humaines du ministère de la Défense, le secrétaire général du Conseil supérieur de la réserve militaire, le contre-amiral Antoine de Roquefeuil, écrit ceci : « Face aux réductions successives des budgets consacrés à l'emploi des réservistes opérationnels, des membres du Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM) souhaiteraient que les employeurs militaires aient l'accord pour qu'une partie des activités des réservistes opérationnels soient faits (sic) à titre bénévole, à condition que le réserviste ait donné son accord. » Cette gratuité du service, poursuit l'amiral, « démontre la volonté d'engagement et de désintéressement de nombreux réservistes opérationnels et peut répondre ponctuellement à des besoins de certaines forces armées ».

## En cas de guerre, l'armée de terre n'aura bientôt plus qu'une seule division !

**15.000 hommes, c'est le futur "contrat opérationnel" pour les missions de "coercition".**

Sous les batailles de chiffonniers autour des chiffres des futurs budgets de la défense, se cache une réalité : en cas de guerre sérieuse, l'armée de terre n'aura bientôt plus que l'équivalent d'une seule division à aligner ! Soit 15.000 hommes. Eh oui... on en est là.

Expliquons-nous : les Livres blancs définissent un "*contrat opérationnel*" qui lie les armées et le pouvoir politique. Le texte de 1994 prévoyait que l'armée de terre devait pouvoir fournir une force de 50.000 hommes pouvant agir dans le cadre d'une coalition. Le document suivant, en 2008, a ramené ce chiffre à 30.000 et le prochain, qui devrait être connu en avril, se situera autour de 15.000. Soit l'équivalent de ce que l'on appelait jusqu'en 1999, une "division". Certes, une grosse division bien musclée, mais une seule division quand même...

A cette unité pouvant intervenir dans le cadre de mission de "*coercition*" - le terme poli pour dire aujourd'hui guerre de haute intensité, s'ajouteraient des forces pouvant opérer sur le territoire national et des éléments plus légers et moins nombreux, susceptibles d'opérations style Mali.

Ce chiffre de 15.000 a été explicitement présenté par le général Ract Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre, au cours des travaux de la commission du Livre blanc : il est une conséquence directe de l'application du scénario Y - défendu par le ministère de la défense, contre les coupes encore plus sévères voulues par Bercy.

Au sein des armées, les réalistes font observer que le contrat opérationnel de 2008 ("*capacité de projeter en six mois et pour une durée d'un an une force terrestre pouvant atteindre 30.000 hommes*") relevait déjà de la pure et simple fiction...

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 26 Mars 2013 à 09:58

## L'armée face au spectre de l'austérité



Le porte-avions Charles-de-Gaulle. Le plus extrême scénario de réduction des coûts impliquerait la suppression de 50.000 hommes, soit l'équivalent du personnel de la Marine. Crédits photo : Arnaud Beinat/MAXPPP

Le ministère de la Défense met en garde contre le risque de déclasser en cas de coupes budgétaires.

Entre la souveraineté financière et la souveraineté sécuritaire, [François Hollande](#) devra trancher. Le chef de l'État, qui vient d'engager les forces françaises pour

chasser les djihadistes du [Mali](#), se forgeant au passage un statut international, doit préciser ses intentions concernant l'avenir de ces mêmes armées. L'arbitrage, qu'il pourrait rendre dès aujourd'hui à l'issue d'un conseil de défense, risque d'être très douloureux.

Deux scénarios s'affrontent aux portes de l'Élysée. Le premier, celui de Bercy, baptisé l'hypothèse «z», a pour priorité le désendettement de la France. Il part du principe que le budget actuel des armées - 31,4 milliards d'euros par an - dans un contexte de crise économique, de rigueur budgétaire et de croissance en berne, ne peut pas être maintenu. Le ministre de la Défense, Jean Yves Le Drian, a toujours dit que son ministère participerait comme les autres aux efforts.

Mais le scénario de réduction drastique des coûts qu'aimerait imposer Bercy à l'Élysée impliquerait pour la France une triple rupture: stratégique, politique et industrielle. Il suscite Rue Saint-Dominique «d'énormes inquiétudes». L'effort budgétaire serait si important que les armées françaises n'auraient d'autre choix, affirme-t-on dans l'entourage de [Jean Yves Le Drian](#), «que de renoncer à la dissuasion nucléaire, de rompre avec la protection du territoire, c'est-à-dire supprimer de facto l'armée de terre et se placer sous la coupe des États-Unis et de l'Otan, ou de supprimer leur force de projection en ne gardant qu'un résidu de forces spéciales». La dissuasion ayant été sanctuarisée par François Hollande pendant la campagne électorale, l'application de ce scénario se limiterait en théorie aux deux autres solutions. Pour les armées françaises, qui ont déjà consenti d'énormes efforts au cours des dernières années et qui ont dû se séparer de 54 000 hommes à l'issue du [précédent livre blanc](#), l'hypothèse «z» serait tout simplement catastrophique.

Elle reviendrait à réduire une nouvelle fois les effectifs de 50.000 hommes - soit, à gros traits, l'équivalent de la Marine. Elle aurait pour la France, qui en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU a des responsabilités sur la scène internationale, des conséquences dramatiques. Or, depuis le livre blanc de la défense de 2008 - document qui définit l'environnement stratégique au cours des prochaines années -, les menaces qui pèsent contre la France et l'Europe n'ont pas diminué. Elles se sont au contraire rapprochées, avec la crise au Sahel et les révolutions arabes. Tout cela dans un contexte de désengagement stratégique des États-Unis, qui se tournent vers l'Asie et le Pacifique. Le précédent livre blanc avait insisté sur le risque de «surprises stratégiques». La crise financière, les «printemps» qui ont éclorés dans le Moyen-Orient et la guerre en Syrie ont montré ces dernières années à quel point la notion était pertinente.

Certes, il n'est pas impossible que ces fuites concernant les projets de Bercy soient en partie exagérées. Ou sciemment diffusées dans le public pour mieux faire passer la pilule du second

scénario, l'hypothèse «y», celle du ministère de la Défense, qui, tout en étant moins catastrophique, demeure très grave pour les armées françaises. Son ambition est avant tout de limiter les dégâts. Mais elle pourrait entraîner la perte de 30.000 emplois dans les armées, le gel de nombreux programmes d'équipements. Et rendre impossible à moyen terme une intervention militaire comme l'[opération «Serval» au Mali](#).

## Analyses stratégiques

Avec 31,4 milliards d'euros, la France consacre aujourd'hui 1,52 % de son PIB à la défense. C'est moins que la [norme Otan](#), qui a fixé à 2 % l'effort minimal que devraient consacrer les pays membres à leur défense. C'est beaucoup moins que les pays émergents, qui consacrent une part de plus en plus importante à leur réarmement. Mais c'est sans doute davantage que ce qu'elle pourra fournir demain. Or, le chiffre de 1,5 % est considéré comme un seuil critique, en deçà duquel la France sera contrainte de réviser ses options stratégiques.

Les capacités opérationnelles de la France, préviennent les responsables militaires, sont déjà au point de rupture. Le risque est aujourd'hui de diminuer les ambitions internationales du pays, de réduire encore sa puissance et d'aggraver sa désindustrialisation. Le nouveau livre blanc doit être présenté fin avril et sera suivi d'une loi de programmation militaire censée interpréter ses choix en termes budgétaires. Mais, depuis le début, il a davantage été contraint par la rigueur budgétaire que par les analyses stratégiques et les menaces contre la France. Pour trancher ce choix cornélien, il faudra peut-être à François Hollande plusieurs conseils de défense. Dans les armées, on regrette que la défense ne soit pas considérée comme une priorité nationale.

## (Mauvaise) humeur. "Nous devons vendre le porte-avions" mais qui en voudra?

Ligne de Défense, 27.03.2013

Le député PS morbihanais Gwendal Rouillard était sur Europe1 (en compagnie du CEMAT), ce matin. Il y a sonné le tocsin, comme l'ont déjà fait tous les cheu-légers de Jean-Yves Le Drian (PS: il va falloir commencer à varier les éléments de langage qui commencent à sentir la rengaine vieillotte!).

L' élu breton a conclu sur un "Nous devons vendre le porte-avions" outré!

Je me demande bien qui en voudrait, du porte-avions. A moins de le brader aux Fidjiens ou de l'offrir à la force navale malienne..., je vois mal comment nous pourrions faire de bonnes affaires avec un PA nucléaire honteusement mis au rencard, après quelques années de bons services.

Par ailleurs, G. Rouillard ne se donne même pas la peine de dire le nom de ce navire. C'est comme "le Général", il n'y en a qu'un (enfin, à une époque), sauf que dans le cas du jour, ça ne dénote pas la grandeur mais la misère que connaissent nos armées depuis déjà quelques (longs) temps. Une misère que viennent, enfin, de découvrir certains parlementaires (on dirait ces résistants zélés de la dernière heure qui se cousaient six galons sur la manche!).

## L'avenir sombre de l'armée de l'Air

Zone Militaire, 26 mars 2013 – 14:30

Quel que soit le scénario envisagé pour la prochaine Loi de programmation militaire (LPM), l'effort de défense de la France représentera, à terme, [moins de 1,5% du PIB](#), c'est à dire la limite défendue par les parlementaires, tous bords politiques confondus, à l'exception des écologistes.

Ainsi, l'option Z, souhaitée par Bercy, impliquerait une baisse des dépenses militaires de 30 milliards d'euros d'ici 2020. Soit une annuité budgétaire de moins en six ans. Et cela reviendrait à casser l'outil de défense tel qu'on le connaît actuellement. Pour être clair, une opération comme celle menée au Mali ne pourrait être plus menée par les forces françaises. Il suppose également la suppression de 50.000 postes, si ce n'est plus, et celle de 30.000 emplois dans l'industrie.

Quant à l'autre scénario, appelé Y, est certes moins brutal mais il n'en sera pas moins douloureux. Il prévoit une réduction du budget de la défense de 15 milliards d'euros d'ici 2020 pour arriver à un effort de défense équivalent à 1,20% du PIB. Et il suppose des reports de programmes, voire la diminution de commandes. D'où le vœu de Jean-Louis Carrere, le président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense au Sénat, qu'il y ait une troisième option pour la prochaine LPM...

En attendant, beaucoup s'inquiètent, à juste titre, de l'avenir de l'armée de Terre. [Mais si l'on en croit La Tribune](#), l'idée envisagée de réduire le nombre d'avions commandés à 225 exemplaires est préoccupante pour celui de l'armée de l'Air, et cela d'autant plus que dans le lot, des appareils sont destinés à la Marine nationale...

Initialement, 320 Rafale devaient être commandés. Puis, au fil du temps et des économies demandées, cette cible a été réduite à 294 puis à 286 (228 pour l'armée de l'air et 58 pour la marine). Si la mesure évoquée par La Tribune se confirme, il faudra faire avec 61 avions en moins, soit l'équivalent de 3 escadrons, afin d'économiser un peu plus de 6 milliards d'euros. Pour le moment, 180 appareils ont été commandés, 132 pour l'armée de l'Air (69 monoplace et 63 biplace) et 48 pour la Marine nationale.

Contractuellement, l'Etat s'est engagé à acquérir 11 Rafale par an afin de maintenir la ligne d'assemblage de Dassault Aviation. Cette contrainte n'est pas du goût des industriels de l'armement terrestre étant donné que ces derniers estiment qu'elle siphonne des crédits qui pourraient servir à moderniser les équipements de l'armée de Terre. Et un contrat à l'exportation qui serait signé dans un proche avenir permettrait pas d'alléger cette contrainte, du moins pas avant 2017 d'après Laurent Collet-Billon, le délégué général pour l'armement (DGA).

Pour rappel, le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (LBDSN) de 2008 avait recommandé le maintien d'une "composante aérienne de combat (...) modernisée" disposant "d'un parc homogène de 300 avions polyvalents de type Rafale et Mirage 2000D, dont 270 en ligne." Or, cet objectif n'a pas été tenu.

Si la réduction du nombre de Rafale est effectivement adoptée, il restera à voir comment elle sera supportée. La Marine nationale pourrait ainsi renoncer à transformer la Flottille 17F sur cet appareil. Quoi qu'il en soit, elle supposera une réduction de format de l'aviation de combat française.

A l'horizon 2020, l'armée de l'Air devait donc, en principe, mettre en œuvre deux types d'avions de combat : le Rafale et le Mirage 2000D, le premier étant appelé à remplacer les Mirage F1 CR et CT et les Mirage 2000C, B et -5.

Mais la modernisation à mi-vie des 77 Mirage 2000D se fait attendre. D'un coût relativement faible (10 millions d'euros par appareils), cette dernière a fait les frais des arbitrages budgétaires au cours de ces dernières années. Et l'on voit mal comment il pourrait en aller autrement à l'avenir, dans un contexte encore plus contraint.

“Le Mirage 2000D sera retiré du service à partir de 2018 s’il n’est pas rénové. La flotte de combat s’écroulera aux alentours de 150 avions en ligne en comptant les Rafale air et marine. A titre de comparaison, l’Arabie Saoudite comptera près de 280 avions de combat modernes et polyvalents de type Typhoon et F15-S à la même période”, avait mis en garde les sénateurs Xavier Pintat et Daniel Reiner, dans un rapport publié en novembre 2010.

Le député (UMP) François Cornut-Gentille, auteur [d’un rapport sur la Défense](#) pour le compte de la commission des Finances et publié l’automne dernier, a estimé que “ces attermolements font peser une forte incertitude quant à la réalisation définitive de ce programme, au risque de placer l’armée de l’Air devant de graves difficultés opérationnelles.”

Par ailleurs, si la question des drones MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance) a fait l’objet de beaucoup de commentaires pour déplorer le fait que la France a raté le train en marche dans ce domaine, un autre problème se posera bientôt à l’armée de l’Air, à savoir le remplacement des avions destinés à la formation de ses pilotes.

Un projet appelé “Advanced European Jet Pilot Training System” (AEJPT) a été lancé en février 2009 par l’Agence européenne de défense (AED). Mais, comme l’a souligné François Cornut-Gentille, “la capacité” de cette dernière à mener à terme ce programme dans des délais suffisamment courts pour être en phase avec les besoins opérationnels des différentes armées de l’Air concernées est sujette à interrogation.”

Du coup, en mars 2012, le ministère de la Défense envisageait d’adopter, en 2016, une “solution nationale” avec la “mise en place à Cognac d’un avion moderne au coût d’exploitation maîtrisé disposant d’une capacité de simulation embarquée.”

Sauf qu’il n’y a pas la moindre “solution nationale” en vue actuellement... Et qu’il faudra éventuellement se tourner vers le M-346 d’Alenia Aermacchi ou le Hawk de Bae Systems. “Il ne faut pas sous-estimer l’impact d’un tel programme, notamment à l’export. En exportant un avion d’entraînement, la France exporte un mode opérationnel et technologique susceptible de faciliter la vente de ses avions de chasse”, estime pourtant M. Cornut-Gentille.

A cela s’ajoute le retard pris dans la rénovation des radars de l’armée de l’Air, la phase 2 de la 4e étape du système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) n’ayant pas été inscrite dans la Loi de finances pour 2013.

Enfin, et avant même les débats sur les coupes budgétaires annoncées pour la prochaine LPM, l’actuel CEMAA, le général Denis Mercier, avait soulevé, en octobre dernier, un [problème majeur](#) : la baisse du volume d’heures d’entraînement des pilotes, qu’ils soient de chasse ou de transport. Et cela n’est pas conséquence sur le maintien des compétences mais aussi et surtout sur la sécurité des vols.

Cependant, seule éclaircie dans les années qui viennent : l’arrivée de l’A400M Atlas, lequel remplacera les C-160 Transall à bout de souffle. Encore que, il n’est pas certain que les 50 exemplaires commandés soient au rendez-vous...

## Budget défense. À la recherche d'une troisième voie

Le Télégramme, 23 mars 2013 – par [Richard Labévière](#)



**À quelle sauce la Défense va-t-elle être mangée ?** Le chef de l'État n'a pas tranché, hier, s'accordant un délai supplémentaire pour décider quels domaines seront concernés par le tour de vis qui se prépare.

Pas de fumée noire ni blanche pour le [budget](#) des armées, à l'issue du Conseil de [défense](#), hier matin. Le président de la République n'a pas encore voulu trancher entre l'option « Z » de Bercy et l'option « Y » dite de la « survie ». Alors que le ministre de la [Défense](#), Jean-Yves Le Drian, se résout à disposer d'une masse budgétaire de 32 milliards d'euros en

2020 (l'enveloppe actuelle est de 31,4 milliards), Bercy calcule une enveloppe annuelle inférieure à 29 milliards d'euros, ce qui verrait le [budget](#) de la [défense](#) amputé de 20 milliards d'euros, entre 2014 et 2020.

### **100.000 emplois en jeu**

Ce scénario catastrophe entraînerait une perte de 50.000 emplois dans les armées et de 50.000 autres dans l'industrie de [défense](#) (Le Télégramme du 21 mars). L'Élysée se donne un délai supplémentaire pour examiner trois courriers complémentaires aux travaux de la Commission du Livre blanc sur la [défense](#) et la sécurité : celui des industriels de la [défense](#) ; celui cosigné par deux anciens chefs d'état-major des armées - le général Henri Bentégeat et l'amiral Jacques Lanxade - ; enfin, celui d'Hubert Védrine qui conseille l'option pragmatique d'une troisième voie.

### **Loi de programmation à la rentrée**

Partagée par plusieurs experts de poids, tant au ministère de la [défense](#) qu'à l'Élysée, celle-ci préconise de nouvelles économies dans deux directions : la composante aérienne de la dissuasion nucléaire et la masse salariale des armées. Un prochain conseil de [défense](#) aura lieu le 10 avril prochain, à la veille du rendu définitif du Livre blanc. Sur cette base, la prochaine Loi de programmation militaire sera mise en chantier au parlement lors de la rentrée prochaine de septembre.

## **L'armée cherche 3,5 milliards d'euros**

Les Echos, Par [Alain Ruello](#) | 22/03 | 18:08

**Ces recettes exceptionnelles s'ajouteraient aux 177 milliards d'euros de crédits budgétaires que demande la Défense pour la prochaine loi de programmation militaire.**



AFP - Pour faire passer la pilule d'une loi de programmation militaire 2014-2019 qui s'annonce très dure, la Défense cherche 3,5 milliards de recettes exceptionnelles, en complément des 177 milliards de crédits réclamés à Bercy, selon nos informations.

L'histoire se répète puisque le gouvernement Fillon avait intégré une bonne dose de recettes

extra-budgétaires dans la LPM de 2008. Issues de cessions immobilières et de fréquences hertziennes, elles ont fini par être encaissées, mais avec retard, obligeant à quelques acrobaties budgétaires.

Les 3,5 milliards visés aujourd'hui correspondent à ce qui manque pour financer un modèle d'armée qui permettrait de sauver les meubles. A ce stade, la Défense veut 30,2 milliards de crédits en 2014 ce qui, en application du gel en valeur absolu imposé jusque-là, aboutirait à un total de 177 milliards d'euros sur la LPM.

[Bercy pousse une enveloppe beaucoup moins généreuse](#) , mais n'a rien contre des recettes exceptionnelles. Parmi les pistes à l'étude figure le produit de la cession prévue de 3 % d'[EADS](#). De tout cela, [François Hollande](#) a discuté vendredi lors d'un conseil de défense, en même temps que des grandes lignes du livre blanc de la Défense attendu pour avril. La LPM, elle, ne sera votée qu'à l'automne, a annoncé Jean-Yves Le Drian.

## Patricia Adam (PS) : "Bercy veut tuer le ministère de la défense"

LE MONDE | 25.03.2013 à 12h36 • Mis à jour le 25.03.2013 à 12h59 - Propos recueillis par Nathalie Guibert



Patricia Adam, présidente socialiste de la commission de la [défense](#) de l'Assemblée nationale, estime qu'"on ne peut plus descendre" davantage le budget de la défense.

**Vous demandez au président de préserver le budget de la défense, comment le convaincre ?**

[Patricia Adam](#) Nous n'avons jamais été dans une période aussi importante, au regard des options stratégiques du pays à l'horizon des vingt prochaines années. Le retour à l'équilibre des comptes publics est aujourd'hui l'enjeu principal pour le président de la République. [Respecter](#) un déficit de 3 % du PIB comme le veut l'[Europe](#) est un enjeu stratégique. Mais il faut [trouver](#) un bon équilibre : [mesurer](#), s'il doit y [avoir](#) des efforts sur la défense, les conséquences que cela peut [avoir](#) sur nos capacités à [intervenir](#) comme nous le souhaitons (seuls sur une durée courte et "en premier" comme on l'a fait au [Mali](#), ou uniquement avec d'autres alliés), sur l'entraînement de nos forces, et sur notre [industrie](#).

Le scénario de Bercy vise à [tuer](#) le ministère de la défense. Dès 2015, si on le suit, il ne lui restera que la sécurité nationale (la gendarmerie), les forces spéciales et la dissuasion. Toutes les forces conventionnelles auront disparu.

Ce n'est pas en tuant le budget de la défense que l'on équilibrera les comptes. Sur ce point, une communion d'[idées](#) avec l'opposition règne à la commission de la défense, car l'enjeu est la sauvegarde des intérêts nationaux.

Les députés socialistes ont adressé à [François Hollande](#) une lettre pour lui [rappeler](#) que le budget de la défense baisse depuis cinquante ans et que si un ministère a fait des efforts de rationalisation, c'est bien celui-là. Le budget représentait 4,3 % du PIB en 1966, 2,97 % en 1981, 1,6 % en 2002, 1,56 % en 2012. On ne peut plus [descendre](#).

## **La défense a devant elle une "bosse budgétaire" – des commandes qui ne sont pas financées – de 45 milliards d'euros, et il manque 4 milliards sur la loi de programmation 2009-2014. Comment faire ?**

Le delta par rapport à la trajectoire financière est impossible à combler, même avec une croissance économique retrouvée importante, à laquelle nous ne pensons pas. Autour de nous, les menaces ne sont pas en diminution, le monde se militarise, et les Etats-Unis n'ont plus la même posture vis-à-vis de l'Europe. Nous demandons au moins le maintien en l'état du budget à 31 milliards d'euros pendant deux à trois ans en volume, en escomptant un rebond de croissance en 2016. La défense peut encaisser deux-trois ans d'apnée, mais pas plus.

### **Quelles solutions concrètes proposer ?**

Nous pouvons encore repousser quelques programmes d'équipement. Les états-majors ont des solutions d'attente et ont fait des propositions d'économies intéressantes. Mais il nous faut des recettes exceptionnelles : elles peuvent venir de la vente des participations de l'Etat dans les groupes industriels de défense, c'est une proposition que nous faisons.

### **Faut-il sortir la défense de la règle des 3 % ?**

La France est le seul pays en Europe avec le Royaume-Uni à continuer à faire un effort de défense. Même si l'on met de côté la dissuasion, cet effort est aussi l'assurance-vie des autres Européens. Nos engagements internationaux, les opérations que nous menons doivent être considérés dans la sécurité collective. La question de l'agrégat retenu pour le calcul du déficit devient essentielle. La question peut être débattue. Nous n'avons pas le choix. C'est un débat entre les pays qui ont la volonté de faire et les autres.

### **Quel rôle va jouer l'expérience du Mali dans les arbitrages ?**

Le président a pris au Mali une décision rapide, en connaissance et en responsabilité. Il a parfaitement conscience de la qualité de son armée, de la formation de ses hommes et de ses capacités, mais aussi de ses manques. Il a aussi conscience de l'importance de la voix de la France au plan international, au conseil de sécurité de l'ONU, vis-à-vis des Américains qui nous apportent leur aide, et face aux Européens.

On ne peut pas vouloir des avancées de l'Europe en matière de défense en baissant la garde. Si nous le faisons, nous envoyons un signal complètement négatif. Compte tenu du point auquel nous sommes arrivés, la seule question à se poser est : que veut-on faire de notre outil de défense ?

## **Exclusif : grosse fâcherie pour la dernière du livre Blanc**

Mieux vaut tard que jamais. La bonhomie des séances de la commission du livre Blanc a volé en éclats avec la dernière séance, qui avait lieu aujourd'hui, pour théoriquement valider l'exercice. La réunion a duré une demi-heure de plus que prévu, jusqu'à 13 heures. Les présents ont d'abord appris qu'il ne pourront pas lire la dernière version (V3) du document qu'ils découvriront avec le vulgus pecus. Pas de quoi se mettre de bonne humeur, après des mois de travail. L'un des poids lourds de la commission a d'ailleurs menacé de

démissionner

Le **CEMAA** serait sorti de sa réserve pour évoquer les dizaines de pilotes qui ne pourront plus voler.

Les parlementaires présents, présidents de commission en tête, ont tous dit leur mauvaise humeur du tour pris par l'exercice et leurs craintes pour les capacités de l'armée française. Le président de la commission du Sénat a même, chose exceptionnelle, expressément demandé à ce que les réserves des parlementaires soient consignées au procès-verbal. Le député UMP **Christophe Guilloteau** a comparé la V2 à un mauvais travail de master 2 en défense. Ambiance, ambiance.

En 2008, deux parlementaires socialistes -dont l'actuelle présidente de la commission de la défense de l'assemblée- avaient préféré claquer la porte de la commission du livre Blanc avec fracas.

Publié par mamouth leader à [3/25/2013 05:19:00 PM](#)

## L'armée mérite un budget à la hauteur de l'ambition stratégique de la France

LE MONDE | 25.03.2013 à 14h47 • Mis à jour le 25.03.2013 à 17h04

Par Camille Grand (Directeur de la Fondation pour la recherche stratégique)

Alors que le conflit au [Mali](#) rappelle à la fois la permanence des risques à proximité de l'[Europe](#) et l'excellence des [armées](#) françaises qui ont démontré leur professionnalisme, les arbitrages budgétaires en cours vont définir l'ambition stratégique de notre pays.

Après deux décennies de réduction des formats des armées et de restructurations, la [défense](#) ne représente plus que 1,5 % du PIB et 10 % du budget de l'Etat, niveau sans précédent historique.

Même si le redressement des [finances](#) publiques est un objectif stratégique, la pertinence de nouvelles réductions affectant la défense se pose en termes crus. Si le scénario le plus sombre est retenu, la réduction durable de notre budget de la défense de plus de 10 % (le passage de 32 milliards d'euros à 28, suivi par un gel de ces [crédits](#) pour une période indéterminée) aurait des effets allant bien au-delà d'une baisse de 10 % de nos ambitions.

Une telle décision mènerait la France sur un chemin déjà emprunté par la grande majorité de nos partenaires européens : la perte progressive de toute pertinence stratégique et la découverte à l'occasion de prochaines opérations que nous ne sommes plus en mesure de [remplir](#) tout ou partie des missions assignées par le [pouvoir politique](#), les ruptures capacitaires dont plusieurs sont déjà bien identifiées ou programmées (transport stratégique, ravitaillement en vol, drones) s'additionnant jusqu'à l'impuissance.

Sur le plan diplomatique, un tel basculement nous verrait [perdre](#) notre capacité à entraîner nos partenaires européens dans la construction de l'Europe de la défense et l'évolution de l'[OTAN](#) ou à nous [poser](#) en partenaires stratégiques des Etats du Golfe ou des grands émergents.

Sur le plan militaire, la France renoncerait à [assumer](#) un leadership dans des opérations alors que nos alliés américains sont désormais focalisés sur l'[Asie-Pacifique](#) et ne veulent plus [intervenir](#) en première ligne.

Sur le plan industriel, des coupes claires dans l'investissement de défense fragiliseraient une [industrie](#) exportatrice qui est un des derniers pôles d'excellence français et qui compte encore une centaine de milliers d'emplois directs industriels peu délocalisables.

### **Affirmer une ambition stratégique**

Dès lors, comment [affirmer](#) à la fois une ambition stratégique passant simultanément par le maintien de la dissuasion, la poursuite de la modernisation de nos forces, l'affirmation d'un projet européen, la conservation d'un format cohérent avec nos engagements internationaux, la préservation d'une présence militaire même limitée dans les zones d'intérêt stratégique et la sauvegarde de la base industrielle et technologique, sans s'en [donner](#) les moyens financiers ?

Le Livre blanc et la définition d'une stratégie de défense et de sécurité nationales risqueraient alors de [devenir](#) un simple exercice académique.

Si l'on écarte l'hypothèse selon laquelle le président de la République assumerait le choix du déclassement stratégique, à quelles conditions est-il dès lors possible de [traverser](#) la période du nécessaire redressement de nos finances publiques sans "casser" un outil militaire dont l'excellence est un atout pour la nation ?

Le choix n'est pas entre le maintien à tout prix d'une ambition politico-militaire financièrement insoutenable et le renoncement ; mais bien entre de nouvelles coupes claires qui risquent de déstabiliser notre outil de défense et la préservation d'un budget cohérent que l'on peut [situer](#) autour de 31 milliards d'euros et d'une ambition stratégique contrainte permettant à la France d'échapper au phénomène de décrochage stratégique et militaire qui affecte presque toute l'Europe.

### **Responsabilité régaliennne par excellence**

Parce que la différence entre les deux scénarios ne représente que 0,15 % de la richesse nationale ou moins de 1 % du budget de l'Etat, parce qu'également la défense constitue la responsabilité régaliennne par excellence, un tel effort de la nation est indispensable.

Sur un plan plus pratique, le maintien d'une articulation entre le Livre blanc et la Loi de programmation militaire est fondamental dans un secteur où une certaine visibilité est vitale pour [adapter](#) notre outil militaire et industriel et doit, au moins partiellement, [mettre](#) la défense à l'abri des aléas budgétaires.

S'il n'est pas illégitime de [voir](#) la défense [prendre](#) une nouvelle fois une part de l'effort de maîtrise des finances publiques, il serait en revanche dangereux de [programmer](#) des réductions drastiques dont les conséquences militaires se feront durement [sentir](#) dans quelques années.

Dans un monde marqué par la compétition militaire entre les puissances, par les risques stratégiques comme la prolifération [nucléaire](#) et balistique et par la persistance de zones de crise à proximité immédiate du continent européen, un tel renoncement serait pour le moins hasardeux.

## **Notre défense n'est pas une simple affaire de budget**

LE CERCLE. par **Christian Schmidt** – Professeur émérite à Paris Dauphine

En dépit de la récente nomination de Bernard Cazeneuve, très actif lorsqu'il siégeait à la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, le budget de la défense restera sans doute la cible privilégiée des mesures de réduction des dépenses publiques annoncées par le gouvernement.

Trois raisons peuvent l'expliquer. Ce budget représente d'abord, une masse considérable, la quatrième source de dépense de l'Etat, après l'Education nationale, les dotations aux collectivités locales et, bien sûr, les intérêts de la dette publique. Les réductions de ses crédits, ensuite, ne risquent pas d'entraîner de manifestations sociales immédiates politiquement dangereuses. Sa structure simple, enfin, composée de deux parties principales bien distinctes, les dépenses de personnel (près de 48 %) et les dépenses d'équipement (plus de 30 %). Elle permet des coupes, à première vue indolores, visant sa seconde composante, en reportant dans le temps une part variable des commandes de matériel militaire.

Les apparences inoffensives de telles mesures sont cependant trompeuses. Le report des commandes entraîne, en effet, des hausses de coûts qui aggravent, en définitive, le poids de leur charge. De manière plus générale, les dépenses militaires ne sont pas économiquement neutres, même si leur impact final sur la croissance est encore un objet de débat entre les économistes.

Si la défense elle-même est un bien non marchand, elle actionne un secteur industriel de plus en plus étendu.

Rien que pour l'offre de travail, on estime aujourd'hui entre 60.000 et 70.000 les emplois directement liés aux commandes militaires du ministère de la Défense à l'industrie. Le noyau de ce secteur est principalement composé de plusieurs grands groupes largement exportateurs. Ces groupes forment autour d'eux des réseaux très denses, de sous-traitance et d'activités de soutien diverses. Ce sont souvent des PME dont l'activité s'avère cruciale pour une région. Réduire ou reporter des commandes d'armement risque, dans ces conditions, de retarder ou, à tout le moins, de compliquer l'inversion programmée de la courbe du chômage.

Les groupes industriels producteurs d'armement présentent d'autres spécificités économiques. Presque tous se sont développés sur la base d'une structure duale comprenant des matériels civils et militaires. Les parts respectives de chacune de ces activités tendent à s'équilibrer, mêmes si elles fluctuent avec les conjonctures. En temps de crise économique, les commandes de matériels militaires ont le double avantage de pouvoir contribuer à une relance industrielle, sans sacrifier au court-termisme conjoncturel.

Se priver de ce levier n'est donc pas facile à concilier avec une politique industrielle volontariste.

Autre difficulté économique, directement dépendante, cette fois, de la dimension souveraine de la fonction de défense. Comment programmer l'imprévisible ? Cette question n'affecte pas seulement le coût global de ces opérations, en particulier dans le cas de déploiements de troupes au sol. Elle concerne également l'adaptation des matériels de soutien (transports, logistique...) à des opérations non prévues, menées pour une période indéterminée sur des théâtres mal connus. Les exemples différents de la Lybie et du Mali sont là pour témoigner que la crise économique mondiale a accru ce type d'incertitude.

Le rappel des imbrications étroites qui lient la défense à de nombreux vecteurs de l'économie conduit à élargir aujourd'hui un débat restrictivement engagé sur l'allègement du coût budgétaire de la défense dans les dépenses publiques nationales. Pour éviter les impasses qui ont été mentionnées, il est urgent d'étudier en priorité, dans cette perspective, les possibilités, mais aussi

les limites, de la mutualisation et du partage de l'effort de défense au sein de la communauté européenne.

## Mobilisation pour préserver le budget de la défense

Le Point.fr - Publié le 26/03/2013 à 14:39 - **SOURCE AFP**

Politiques et militaires espèrent empêcher les coupes évoquées par Bercy concernant le budget de la défense, destinées à réduire les dépenses de l'État.

À l'heure des derniers arbitrages, politiques et militaires se mobilisent pour préserver le budget de la défense des coupes drastiques envisagées par Bercy pour réduire les dépenses de l'État, qui ruinerait selon eux l'outil militaire de la France. Un nouveau conseil de défense, réunissant les ministres concernés autour du chef de l'État, doit se tenir "courant avril" sur le sujet, selon une source proche du dossier. Le président François Hollande tranchera ensuite entre les différentes hypothèses, avant la remise attendue "fin avril" du Livre blanc qui fixera les nouvelles priorités stratégiques de la France. L'exercice consiste donc à mettre les ambitions de la France, pour sa propre défense et sur la scène internationale, en conformité avec ses capacités budgétaires.

D'un côté, le scénario de Bercy envisage, selon des sources concordantes, de ramener l'effort de défense de 1,56 % du PIB en 2013 à 1,18 % en 2025. Loin du seuil de 2 % en dessous duquel un pays ne peut, selon les normes de l'Otan, assurer convenablement sa défense. Le budget passerait dans cette hypothèse de 31,5 milliards d'euros en 2013 à environ 28 milliards par an. Des dizaines de milliers d'emplois seraient à nouveau supprimés, des programmes d'équipements annulés, et la France ne serait plus en mesure de conduire seule une opération comme celle du Mali.

L'autre scénario, défendu par Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, envisage le maintien d'un effort budgétaire significatif tout en participant à la maîtrise des finances publiques. Dans cette hypothèse, la défense limiterait la casse, réduirait ou repousserait des programmes (Rafale, Tigre, avion de transport A400M...), en attendant un hypothétique rebond de la croissance. Les arbitrages peuvent, comme c'est régulièrement le cas, aboutir à un compromis, autour de 30 milliards d'euros de crédits annuels, quitte à prendre des demi-mesures.

### **Refuser "le déclassement de la France"**

"L'équation est délicate entre la nécessité d'assurer la souveraineté de notre pays par la maîtrise de la dette - car quand un pays est à la merci de ses créanciers il perd sa souveraineté - et la nécessité de garder une capacité sécuritaire significative", a résumé jeudi Jean-Yves Le Drian devant le Sénat : "La souveraineté passe aussi par un effort de défense important. C'est le sujet qui est sur la table."

L'inquiétude est forte dans les armées, soumises depuis 2008 à d'importantes restructurations. "Je crois que les militaires n'ont pas conscience de ce qui va leur tomber dessus", confie sans illusion un officier supérieur, qui souligne l'absence de marges de manoeuvre du gouvernement. D'autres gradés dénoncent dans la presse les "conséquences catastrophiques" d'une nouvelle baisse des

crédits. Dans son bras de fer avec Bercy, le ministre de la Défense est soutenu à droite comme à gauche. C'est même quasiment l'union sacrée pour refuser "le déclassement de la France".

## "Des décisions irréversibles"

Après les sénateurs des deux bords, des députés socialistes et UMP ont mis en garde contre "des décisions irréversibles" pour la défense nationale. "Le scénario de Bercy vise à tuer le ministère de la Défense", s'alarme la présidente PS de la commission de la Défense, Patricia Adam, dans une interview au *Monde* de mardi. Et les industriels de défense ont sonné le tocsin pour préserver une industrie qui emploie directement ou indirectement 165 000 personnes. Bercy s'agace d'ailleurs de cet activisme perçu comme du lobbying.

La Loi de programmation militaire (LPM) issue du Livre blanc fixera à l'automne les dépenses de défense de la France jusqu'aux années 2020. Des parlementaires avancent deux solutions pour limiter les dégâts. L'une consisterait à sortir les dépenses militaires du calcul des déficits publics au niveau européen, les fameux 3 % du PIB exigés pour les pays de l'UE, la France participant en première ligne à la sécurité collective. D'autres suggèrent de vendre les participations de l'État dans les groupes industriels de défense pour dégager des recettes exceptionnelles.

## Armée amputée, France déclassée

LE MONDE | 26.03.2013 à 10h54 • Mis à jour le 26.03.2013 à 12h37 Éditorial du "Monde"



L'affaire est paradoxale. Au moment où il vante les performances de l'[armée](#) française au [Mali](#), et ailleurs, le gouvernement s'apprête à démanteler ladite [armée](#) ou à en réduire considérablement le potentiel. Ce que la France réalise aujourd'hui au Sahel, il y a peu de chances qu'elle puisse encore le [faire](#) dans cinq ans. Elle n'en aura plus les moyens.

Du moins si [François Hollande](#) ne revient pas sur les coupes qui se préparent dans le budget militaire, et qui devaient être présentées, mardi 26 mars, en conseil de [défense](#) à l'Élysée. Elles sont plus que déraisonnables. Elles entérinent le déclassement militaire du pays.

M. Hollande est arrivé au [pouvoir](#) en demandant la rédaction d'un nouveau Livre blanc sur la défense. Le président entend [actualiser](#) la carte des besoins stratégiques de la France. Le document sera bientôt prêt. Il devrait [servir](#) de base à la prochaine loi de programmation budgétaire militaire, qui couvre la période 2014-2019.

On peut [comprendre](#) que l'armée participe à la cure d'austérité imposée à l'État pour [ramener](#) le déficit budgétaire sous la barre des 3 % du produit intérieur brut (PIB). Encore que les militaires aient déjà subi un régime impitoyable – et abusif – du temps du président [Nicolas Sarkozy](#). Mais, cette fois, la logique financière l'emporte sur toute autre considération : appliquées telles quelles, les propositions de coupes qui sont sur la table reviendraient à [amputer](#) terriblement l'outil militaire.

Deux hypothèses sont soumises au président : l'une est inacceptable, l'autre à peine moins. Dans un cas comme dans l'autre, toutes les armes sont touchées. Le budget de la défense passe en dessous du seuil de 1,3 % du PIB – très en deçà des 2 % demandés par

l'[OTAN](#) pour [maintenir](#) les capacités de l'Alliance. Le nombre d'hélicoptères, de Rafale, de blindés diminue considérablement, les effectifs aussi, les grands programmes d'armement du futur sont réduits à la portion congrue.

En un mot, la France changerait de rang.

Au moment où la Grande-[Bretagne](#) choisit, hélas, le même chemin, la France renoncerait à [appartenir](#) au club des puissances militaires qui comptent encore et placerait de facto sa sécurité sous le parapluie américain. C'est absurde stratégiquement : les menaces ne diminuent pas, les Etats-Unis se retirent d'[Europe](#), seule région à désarmer quand toutes les autres – [Russie](#), [Brésil](#), [Chine](#) – accroissent leur effort de défense.

C'est une bêtise économique et sociale, tant seraient touchés l'[emploi](#) ou le savoir-faire technologique. C'est injuste politiquement : plus qu'aucun autre secteur de l'Etat, l'armée a su se réformer pour [devenir](#) l'un des [services](#) publics les plus efficaces. A bien des égards, elle est même un modèle de formation professionnelle et d'intégration.

Il y a une solution. [Renoncer](#) à de pareilles coupes et [obtenir](#) ceci au sein de l'[Union européenne](#) : Londres et Paris assurant l'essentiel de la défense de l'Europe, leurs dépenses militaires devraient être largement défalquées dans le décompte des fameux 3 % de déficit budgétaire. Ce serait de bonne guerre, si l'on peut [dire](#).

## L'armée au régime sec

Les Echos, Par [FRANCOIS VIDAL](#) | 26/03/2013 | 16:34 |

Plusieurs conseils de défense vont se tenir dans les prochaines semaines à l'Élysée. Au cœur des débats, l'ampleur de l'effort que devra faire l'armée française pour participer à la baisse des dépenses publiques. Un enjeu capital pour le futur de la politique de défense du pays.

L'heure de vérité approche pour nos forces armées. D'ici à la fin avril, les militaires sauront à quelle sauce budgétaire ils seront mangés. Car s'il est acquis que le Ministère de la Défense doit apporter son écot à la réduction du déficit de l'Etat à 3% du PIB en 2014. Toute la question est de savoir dans quelles proportions. Deux scénarios sont sur la table. Pour faire simple, d'un côté Bercy milite pour une baisse d'un milliard d'euros du budget de la Défense dès l'an prochain. De l'autre, la rue Saint-Dominique est prête à accepter un gel de son budget à son niveau actuel, soit 30 milliards, mais pas d'aller plus loin. Une différence d'un milliard seulement.

Mais, à entendre les militaires, ce milliard fait toute la différence. Parce que la défense nationale est soumise à l'austérité depuis bien plus longtemps que les autres ministères. Quand ces derniers en étaient encore à limiter la hausse de leurs budgets, l'armée, elle, taillait déjà dans ses dépenses. Au cours des 30 dernières années, elles ont été divisées par deux. Et depuis 2009, le rythme de la contraction s'est encore accéléré. Avec 54.000 postes supprimés d'ici à 2015. Qui dit mieux dans l'administration ? Du coup, il paraît difficile de réduire encore la voilure sans sacrifier des missions essentielles. Au fond, ce qui se joue là, c'est l'avenir de la puissance militaire française. Notre capacité à entretenir une armée opérationnelle, à la projeter rapidement et en nombre, comme au Mali par exemple, tout en disposant d'une force de dissuasion nucléaire crédible. Il est d'ores et déjà clair que ces missions seront écornées. Reste à savoir si elles seront réduites à leur plus simple expression, voire sacrifiées sur l'autel de la rigueur.

Pour le gouvernement, la tentation de couper dans le budget de la Défense est en tout cas très grande. D'autant que la Grande Mulette a un peu le profil de la victime idéale. Avec les militaires, pas ou peu de risque de remous médiatiques ou de paralysie du pays pour cause de grève. Alors que le gouvernement a d'autres chats à fouetter, ce serait donc la solution de facilité. Ce serait pourtant une grave erreur. Et pas seulement pour des raisons géostratégiques. On ne le sait pas forcément, mais en matière de dépense publique, la dépense militaire est parmi les plus efficaces. Elle alimente des industries de pointe, riches en emplois sur le territoire national et souvent exportatrices. Un rêve pour un pays qui cherche désespérément des relais de croissance industriels. La sagesse commanderait donc de mettre d'autres secteurs à contribution. Mais cela nécessitera du courage. Beaucoup de courage.

## Défense : ces coupes budgétaires qui inquiètent

Le Nouvel Observateur, Créé le 26-03-2013 à 18h33 - Mis à jour à 19h15, - par **Sarah Diffalah**

**50.000 postes détruits, le Charles-de-Gaulle vendu... Militaires, industriels et élus annoncent depuis quelques mois l'apocalypse pour le ministère de la Défense. Tour des pires craintes.**



Armée de terre (Bertrand Bechard/MaxPPP)

Il faudra encore attendre quelques semaines pour connaître les grandes lignes des arbitrages de l'Elysée sur le le budget de la Défense. Le nouveau Livre blanc est prévu mi-avril. Il doit contribuer à orienter les dépenses budgétaires contenues dans la loi de programmation militaire 2014-2019, qui sera discutée à l'automne. Mais depuis quelques mois déjà, dans un contexte de

restrictions financières, militaires, industriels et certains élus PS et UMP annoncent l'apocalypse pour le ministère de la Défense.

Les rumeurs vont bon train sur ce qui sera sacrifié : le porte-avion Charles-de-Gaulle, l'avion-cargo A400M, les chars Leclerc, l'industriel Nexter, voire la dissuasion nucléaire... François Hollande a entamé des discussions vendredi en Conseil de défense, réunissant les ministres concernés. Une autre réunion devrait avoir lieu courant avril, selon une source citée par l'AFP.

### Deux scénarios

Selon plusieurs sources, le chef de l'Etat doit trancher entre deux scénarios : le moins sévère, appelé "Y" et défendu par le ministère de la Défense, se base sur le budget actuel de 31,5 milliards d'euros (dont 10% occupés par la dissuasion nucléaire), soit 1,56 % du PIB (loin du seuil de 2% en dessous duquel un pays ne peut selon l'Otan assurer convenablement sa défense). Cette hypothèse, qui tendrait à limiter la casse avec une économie de 15 milliards d'ici 2020, pourrait supprimer 15.000 postes de militaires supplémentaires, réduirait ou repousserait certains programmes en attendant un hypothétique rebond de la croissance.

Le second scénario, appelé "Z", soutenu par Bercy qui s'est appuyé sur [le rapport de la Cour des comptes de juillet](#), prévoit une réduction à 28 milliards pour 2014 (ou 2015), et une économie de 30 milliards d'ici 2020. Il provoquerait la destruction de 50.000 postes de militaires (et presque autant en perte d'emplois industriels), l'annulation de programmes d'équipements et la réduction de la possibilité de la France de mener des opérations extérieures, comme celle engagée au [Mali](#).

En face de ces projets, peu satisfaisants l'un comme l'autre, une mobilisation importante de nombreux acteurs s'est mis en ordre de marche pour que la France ne soit pas "déclassée" alors qu'il faut s'adapter aux nouvelles menaces terroristes et cybernétiques. Le gouvernement tente de rassurer : la Défense ne sera pas une "variable d'ajustement" mais il est nécessaire qu'elle contribue à l'effort national. Comment. Voici les les pistes d'économies déjà évoquées ou qui ont fuité.

### **La masse salariale et régiments**

En juillet dernier, la Cour des comptes pointait du doigt le niveau de la masse salariale de l'armée. Ainsi selon son rapport, elle avait augmenté d'un milliard d'euros entre 2009 et 2011 alors que 29.000 emplois avaient été supprimés. La Cour épinglait notamment "l'augmentation continue de l'encadrement supérieur" des armées, en particulier du nombre d'officiers supérieurs. Un exemple : l'armée de terre compte 176 généraux pour seulement 15 brigades à commander. Elle préconisait donc de réduire les dépenses de personnel par un resserrement de l'encadrement supérieur du ministère.

Autre hypothèse, qui fait rugir l'armée de terre qui a déjà beaucoup donné : la suppression de 30 de ses régiments. Selon des sources citées par "Libération" le chiffre de [10.000 hommes \(sur 120.000\)](#), voire plus, est évoqué. Selon "Le Monde", la capacité de [projection de troupes à l'extérieur du territoire](#) ne dépasserait pas les 7.000 hommes (plus de 5.000 soldats sont déployés au Mali).

### **Equipements**

Selon le site de "La Tribune" qui cite plusieurs sources concordantes, l'Etat envisagerait d'arrêter les commandes d'avions de combat Rafale à 225 exemplaires contre 286 actuellement. A un coût unitaire de 101,1 millions d'euros (rapport de la Cour des comptes de 2010), 61 Rafale de moins à acquérir représenteraient pour l'Etat une économie de 6,16 milliards d'économie. Mais il perdrait 1,2 milliard d'euros de rentrée de TVA (19,6%). L'Etat a jusqu'à présent passé 180 commandes fermes de l'avion, ce qui fera tourner jusqu'en 2019 la chaîne d'assemblage de Dassault Aviation à Mérignac (Gironde), qui produit au minimum 11 Rafale par an.

Une commande de 126 Rafale, en négociations depuis plus d'un an avec l'Inde, prolongerait la production, mais seuls les 18 premiers seraient assemblés en France, le reste devant l'être par les industriels indiens. Ce contrat permettrait au moins de ralentir les acquisitions de la défense française, au profit des exportations. Mais il faut trois ans pour produire un Rafale, ce qui reporte la première exportation à 2017 si le contrat était signé avant la fin de cette année.

La production du Rafale, avec une charge de travail répartie entre Dassault (60%), l'électronicien de défense Thales (22%) et le motoriste Snecma (groupe Safran, 18%), emploie actuellement 7.000 personnes dans 500 entreprises.

"Le Point", de son côté indique lui que [le porte-avions Charles-de-Gaulle pourrait être "mis sous cocon"](#) ou vendu au Brésil ou à L'Inde. Toujours selon l'hebdomadaire, le programme de l'avion-cargo A400M pourrait être abandonné. Tout comme "les programmes Scorpion des nouveaux blindés de l'armée de terre, des commandes d'hélicoptères NH-90 et Tigre" ainsi qu'une grande partie des frégates FREMM et des sous-marins nucléaires d'attaque Barracuda" et "les nouveaux ravitailleurs aériens MRTT".

Enfin, l'hebdomadaire indique que le transfert du ministère à Balard pourrait être abandonné et la maintenance des bureaux à Saint-Germain réévaluée.

Dans ce contexte les plus optimistes se mettent à espérer que l'arrivée de Bernard Cazeneuve à Bercy, ancien membre de la commission de la défense à l'Assemblée et sensibilisé aux questions militaires, en remplacement de Jérôme Cahuzac, pourrait faire pencher la balance. Des parlementaires avancent d'autres solutions : sortir les dépenses militaires du calcul des déficits publics au niveau de l'Union européenne, ou encore vendre les participations de l'Etat dans les groupes industriels de défense, pour dégager de la trésorerie.

## Exclusif : un membre de la commission du livre blanc réagit

**Christophe Guillotteau**, député (UMP) de la commission de la défense, fait partie de la commission du livre Blanc. Depuis juillet, il s'est astreint au silence sur cet exercice dont il attendait beaucoup. Il a souhaité pouvoir réagir ce soir, après une ultime réunion de la commission... qui ne sera peut-être finalement pas la dernière.

### **Etes-vous déçu par le processus du livre blanc ?**

Depuis juillet, on s'est réunis très régulièrement, on a immobilisé beaucoup de moyens et de compétences, les chefs d'état-majors, le SGDSN, étaient là avec nous. Le résultat est assez décevant et manque de prospective. Tout ça pour ça ! Et on ne pourra pas consulter la V3 du livre Blanc, que le président validera lui-même.

### **Quelle a été l'ambiance de cette dernière séance ?**

C'est la première fois qu'on se réunissait depuis longtemps car cette réunion, qui s'est déroulée au SGDSN avait été reportée. C'est la première fois que les parlementaires, tous présents, ont tous demandé à prendre la parole pour faire part de leur divergences de points de vue. Le président Carrère, puis Patricia Adam ont pris la parole, puis je me suis exprimé à mon tour. Le CEMA a aussi expliqué que le modèle Y, c'est le dernier arrêt avant la catastrophe. On est sur des prévisions apocalyptiques. Jusqu'à 50.000 personnels en moins, une diminution de contrat opérationnel allant jusqu'à 50%, plus aucun char lourd, 250 chars moyens, 1100 VBMR (1), zéro porte-avions, 4 SNLE, 4 SNA, 2 ravitailleurs, 140 avions de combat, 11 MRTT. C'est une des variantes du scénario Y qui nous a été présentée. On n'aurait plus que deux implantations en Afrique, on abandonne le Golfe... Vu les réactions des parlementaires, il pourrait y avoir une ultime réunion de la commission en avril.

### **Quelles sont les craintes pour la LPM ?**

Elle est reportée en septembre, comme on l'a appris mercredi dernier. On nous annoncera ainsi deux mauvaises nouvelles en même temps, pour la LPM et le budget 2014.

(1) contre 2300 à l'origine...

**Pour me suivre via Twitter : compte Defense 140**

Publié par mamouth leader à [3/25/2013 11:23:00 PM](#)

## Budget de la Défense: l'humeur est au tocsin (en attendant le glas?)

Ligne de Défense, 26.03.2013

Le ministre de la Défense fait monter au front tous ses Grognaards, histoire de multiplier les ultimes coups de boutoirs pour faire reculer Bercy et convaincre le Président de donner la Défense vainqueur aux points (pas de KO à espérer, sauf si c'est Bercy qui l'emporte). Je ne compte plus les communiqués, prises de parole et de position, tribunes et appels au sursaut national! Ils viennent de droite, comme de gauche (ce qui est plutôt bon signe). Voilà pour le tocsin.

Mais tout reste lié à l'arbitrage présidentiel. Comme je l'ai déjà écrit, la mouture actuelle du Livre blanc passera à la broyeuse si Bercy l'emporte. Toutefois, il ne faut rien attendre de ce document déjà renié par certains de ceux qui y ont contribué.

En fonction du choix présidentiel, dont Jean-Yves Le Drian aura peut-être la primeur dès mercredi, le tocsin risque de se transformer en glas et de sonner jusqu'à l'automne, lorsqu'il faudra voter la LPM.

Ce soir, un Comité exécutif de Défense (Comex) doit se réunir. Va-t-il prendre une décision sur l'avenir de la fonction Habillement? Ou retarder une décision attendue depuis quelques temps déjà mais dont la pertinence et portée sont redevenues imprévisibles en cette période d'incertitude chronique et de morosité?

## Le général Ract-Madoux vante le bon rapport qualité/prix de l'armée de Terre

Zone Militaire, 27 mars 2013 – 11:27

La façon dont sont conduites par les forces françaises les opérations au Nord-Mali contre les groupes jihadistes est exemplaire et suscite même de l'admiration chez les militaires américains, comme l'a récemment souligné Newsweek.

“L'opération est en cours. Elle progresse avec des résultats qui sont tout à fait remarquables”, a estimé, ce 27 mars, le général Bertrand Ract-Madoux, le chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT), sur les ondes d'Europe1.

Alors que des éditoriaux de la presse internationale qualifient la France de “superpuissance” en raison de sa capacité à intervenir au Nord-Mali, il est paradoxal qu'au même moment il soit question de diminuer sensiblement le budget de la Défense afin de ramener les déficits publics à moins de 3% du PIB.

L'une des deux options mise sur la table, appelée Z et défendue par Bercy, aurait, par l'ampleur des coupes qu'elle suppose, pour conséquence le déclassement stratégique de la France. En gros, elle consisterait à ne garder que la dissuasion nucléaire et les forces spéciales. Et si la seconde, dite Y, est moins apocalyptique, il n'en reste pas moins qu'elle supposera de nouvelles baisses d'effectifs et, au mieux, la mise entre parenthèses de certaines capacités qu'il sera très difficile de se réapproprier à l'avenir.

“Si on supprime l'armée de Terre, je pense qu'il faudrait demander l'avis des Français, pas uniquement celui des gestionnaires”, a lancé le général Ract-Madoux, pour qui il ne serait pas raisonnable de descendre en-dessous du seuil de 73.000 hommes projetables sur les 130.000 que comptent les forces terrestres françaises (dont dépendent, par exemple, les sapeurs pompiers de Paris).

Pour le CEMAT, l'armée de Terre est "toute chose égale par ailleurs, bon marché". Et de préciser : "Elle ne représente que 20% du budget de la Défense alors qu'elle représente 45% des effectifs et 80% des hommes engagés en opérations." Et elle peut l'être, quand on sait les jeunes recrues ont une solde de 1.300 euros par mois, laquelle est à peine doublée si elles sont envoyées au Mali...

Par conséquent, réduire le volume des effectifs "projetables" de 30.000 hommes comme il peut en être question, n'est pas acceptable pour le général Ract-Madoux. "Il ne faut pas, s'agissant de l'armée de Terre en particulier, toucher à ce capital humain, à cette expérience extraordinaire que constituent nos unités", a-t-il fait valoir.

Estimant, à titre personnel, que la France devait respecter ses engagements vis-à-vis de l'Otan au niveau des dépenses militaires (2% du PIB), le général Ract-Madoux a également insisté sur le fait que les armées n'ont "pas encore terminé" d'appliquer la dernière "réforme importante" qui a vu l'armée de Terre supprimer "25.000 postes" et en "transférer 20.000" autres. D'où sa demande de stabilité dans les réformes.

"Comme tous mes soldats, je réclame de pouvoir exercer le métier que j'ai choisi dans des conditions équitables et de disposer des moyens pour remplir les missions", a affirmé le général Ract-Madoux.

Quant à la question de savoir s'il fallait "sanctuariser" le budget de la Défense, au même titre que certaines priorités gouvernementales, le CEMAT a répondu que "c'est la perception de l'ensemble de nos soldats qui savent très bien qu'ils contribuent à la sécurité de leurs concitoyens et à leur éducation avec le Service militaire adapté (SMA) ou avec la formation de 10.000 jeunes par an."

## "Il ne faut pas déclasser l'outil militaire" - CEMAT

27/03/2013 - JDD



Bertrand Ract-Madoux, le chef d'état-major de l'armée de terre, a martelé mercredi sur Europe 1 qu'il ne fallait pas "déclasser l'outil militaire". "Il ne faut pas toucher à ce capital humain, à cette expérience extraordinaire que constituent nos unités", a-t-il plaidé, assurant : "l'armée de terre est bon marché".

Elle ne représente "que 20% du budget de la défense, mais 45% de ses effectifs et 80% des hommes engagés en opération depuis 20 ans", a assuré Bertrand Ract-Madoux, pour qui "depuis 20 ans, tous nos ennemis sont au sol". Avec 30.000 soldats en moins, l'armée de terre ne tiendrait pas, assure-t-il.

"Comme tous mes soldats, je réclame de pouvoir exercer le métier que j'ai choisi, dans des conditions équitables, avec des moyens pour effectuer les missions et une certaine stabilité dans les réformes", a-t-il aussi lancé.

**Ract-Madoux : "L'armée de terre est une armée... par Europe1fr**



**[http://www.dailymotion.com/video/xyjfp\\_ract-madoux-l-armee-de-terre-est-une-armee-bon-marche\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xyjfp_ract-madoux-l-armee-de-terre-est-une-armee-bon-marche_news)**

# Exclusif : le "scénario Y" a été validé en conseil de défense

**François Hollande a tranché : le ministère de la défense va sauver les meubles contre les exigences de Bercy.**

Un conseil de défense s'est réuni ce matin à l'Elysée (1) au cours duquel un premier arbitrage extrêmement important a été rendu. Le "scénario Y", celui avancé par le ministère de la défense, a été validé. En revanche, l'autre hypothèse, dite scénario Z, défendue par Bercy n'a pas été approuvée comme [nous l'évoquions précédemment sur ce blog](#). Globalement, la défense va donc sauver les meubles, même s'il faut rester prudent. Des coups de théâtres sont possibles, jusqu'à la décision finale sur le Livre blanc qui doit intervenir le 10 avril.

Au cours des six prochaines années (2014-19), les crédits de la défense devraient être en moyenne d'environ 30 milliards par an. Une partie de cette somme - de l'ordre de 3 à 5 milliards sur l'ensemble de la période - proviendra de "recettes exceptionnelles", comme cela avait déjà le cas lors de la précédente loi de programmation. Après les fréquences et l'immobilier, on parle aujourd'hui de vendre les participations de l'Etat dans les entreprises de défense.

L'arbitrage de ce matin, qui a été annoncé à plusieurs responsables politiques par le Premier ministre au cours d'un déjeuner à Matignon, met fin (temporairement ?) à un affrontement d'une grande vigueur entre Bercy et la Défense. La semaine dernière avait été marquée par une offensive de Bercy pour réduire le budget de la défense de plusieurs milliards par an. Une rencontre entre Le Drian et Cahuzac - juste avant sa démission - s'était mal passée puis le conseil de défense du vendredi 22 mars avait suscité de vives inquiétudes dans la communauté de défense. Le ban et l'arrière-ban se sont alors mobilisés, avec visiblement un certain succès.

La bataille n'est pas pour autant terminée. Comme le résumait le général Georgelin, ancien chef d'état-major des armées : *"la Défense gagne en général les batailles stratégiques contre Bercy, mais elle perd ensuite tous les combats tactiques"*.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mercredi 27 Mars 2013 à 16:45

## Des économies partout? Le "sauf que" du Président sauve-t-il le budget de la Défense?

Ligne de Défense, 28.03.2013



**Petit mot de François Hollande sur France2: "sauf que"...**

Il faut faire des économies, sauf que:  
- il a apprécié l'action de l'outil militaire qu'il commande  
- il sait l'importance de l'indépendance nationale

- il veut garder et même moderniser l'arme nucléaire
- il veut protéger le territoire national car les menaces augmentent.

Donc , "nous dépenserons en 2014 exactement le même montant qu'en 2013". Et ensuite? On a cru comprendre que la LMP garantirait le même volume budgétaire, pas la même valeur. Soit "un peu plus de 30 milliards d'euros" a bien dit le Président (et pas 31,4).

Pour sa part, dans l'après-midi, Jean-Marc Ayrault avait appelé à cesser "de nous faire peur avec des scénarios catastrophe". Selon le Premier ministre, le modèle d'armée qui découlera des travaux du nouveau Livre Blanc de la Défense (qui sera dévoilé fin avril) "sera conforme aux ambitions de la France, en Europe et dans le monde". Et de promettre: "Ce que la France fait au Mali, elle pourra le faire encore dans cinq ans".

## Jean-Marc Ayrault : "Ce n'est pas maintenant que nous allons baisser la garde"

**Au Sénat, le Premier ministre a appelé à "cesser de se faire peur avec des scénarios catastrophes".**



*Interrogé aujourd'hui sur le budget de la Défense par Jean-Pierre Raffarin (UMP) lors des questions d'actualité au Sénat, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault s'est voulu rassurant, [confirmant en cela nos informations d'hier](#). Voici l'essentiel de ses propos que l'on peut [retrouver sur le site du Sénat](#).*

"Vous imaginez bien que si le président de la République a pris la décision d'engager nos forces au Mali, ce n'est pas pour, demain, entraver les capacités de notre armée. (...) Le président de la République a voulu la mise à jour du Livre blanc, qui sera adoptée fin avril. (...) Le modèle de nos armées qui découlera de ces travaux sera conforme à l'ambition de la France dans le monde et répondra aux nouveaux enjeux.

Je veux saluer le professionnalisme de notre armée au Mali. Ce n'est pas maintenant que nous allons baisser la garde et je salue l'esprit de rassemblement des parlementaires de tous les groupes. (...) Viendra ensuite la loi de programmation militaire, en cohérence avec le modèle que je viens d'évoquer, qui préservera l'excellence de notre industrie de défense, essentielle stratégiquement et économiquement.

Certains titres de presse m'ont surpris. Cessons de nous faire peur avec des scénarios catastrophes qui n'ont jamais été envisagés ! Extraire les dépenses militaires du calcul du déficit, ce serait une facilité. La vraie question, c'est la défense européenne, qui a pris trop de retard. Il n'est pas juste que la Grande-Bretagne et la France assument seules tout l'effort.

Notre autonomie stratégique dépend tout autant de notre modèle d'armée que de notre capacité à redresser nos finances publiques, à laquelle chaque ministère doit prendre sa part. Je suis frappé par une certaine forme d'injustice à l'égard du Gouvernement. Voyez la précédente loi de programmation militaire : à peine votée, déjà oubliée. Evitons donc les fausses querelles et les excès.

Je veux que s'instaure sur notre modèle de défense un dialogue serein. Nous partageons sur ce

sujet, monsieur le Premier ministre Raffarin, la même ambition. La France est une grande nation : ce qu'elle fait au Mali, elle pourra le faire dans cinq ans !"

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 28 Mars 2013 à 18:06

## Livre blanc : les tourments français franchissent le Channel...

Publiée le 28/03/2013 dans la rubrique : Le coin des chroniques. **Par Frédéric Lert**



Le Telegraph, quotidien britannique le plus vendu et traditionnellement proche du parti conservateur, publie aujourd'hui un article sur le remue-ménage français autour de la future loi de programmation politique. Il se fait à cette occasion largement l'écho du récent coup de gueule (contre la baisse du budget de la Défense) de la présidente socialiste de la commission de la Défense, Patricia Adam, dans les colonnes du Monde.

Vu depuis Londres, une réduction drastique du budget français pourrait considérablement affaiblir le lien franco-britannique et remettre en cause l'impact du traité de coopération de Lancaster

House signé en 2010 . « Nous sommes en discussion permanente avec les Britanniques sur ce que nous pouvons partager en matière militaire, mais vous ne pouvez partager que ce que vous avez, pas ce que vous n'avez pas » explique Patricia Adam dans le quotidien britannique.

La coopération franco britannique a fonctionné à plein pendant l'opération libyenne et plus près de nous pendant les combats au Mali. Elle s'étend également dans le domaine des drones, de la cybersécurité et des missiles.

Le Telegraph explique ensuite les subtilités de l'alphabet pratiqué à Paris avec le fameux plan Y (« seulement » 15 milliards de coupes dans le budget d'ici 2020) ou le plus terrible encore plan Z. Celui-ci déboucherait sur une réduction des forces armées de 50.000 hommes d'ici 2015 : 30.000 pour l'armée de Terre, 10.000 pour la Marine et 10.000 pour l'armée de l'Air. Difficile dans ces conditions de continuer comme si de rien n'était en matière de coopération franco-britannique. Plusieurs programmes menés en coopération seraient alors sérieusement menacés, à commencer par exemple par l'A400M dans lequel le fragile équilibre économique repose autant sur les commandes françaises (50 appareils en cible, mais ce chiffre baissera avec la prochaine Loi de programmation militaire, c'est une quasi certitude...) que britanniques (25 appareils)... Idem dans le domaine des missiles, avec le leader européen du secteur et n°2 mondial, MBDA, qui serait très exposé de part et d'autre de la Manche.

Du côté de la hiérarchie militaire britannique, on ne se fait guère d'illusions sur les choix difficiles qui attendent leurs collègues français...

**« Le vice inhérent au capitalisme consiste en une répartition inégale des richesses. La vertu inhérente au socialisme consiste en une égale répartition de la misère. » Winston Churchill**

# Point de vue. François Hollande sanctuarise la Défense nationale

Le Télégramme, 29 mars 2013 à 06h34 – par Hubert Coudurier

**Le Président a annoncé que le budget de la Défense serait maintenu en 2014 au même niveau qu'en 2013.**

Jean-Yves Le Drian peut se targuer d'avoir remporté son pari. François Hollande a décidé de sanctuariser [le budget de la Défense](#), au terme d'une campagne de communication très efficace qui allait jusqu'à évoquer la vente du porte-avions Charles-de-Gaulle.

## Un politicien colbertiste

Pour l'essentiel, le chef de l'État a prôné l'apaisement, face à la radicalité qu'il sent poindre dans la rue. Tout d'abord, en indiquant qu'il n'y aurait pas d'impôt nouveau, tant le seuil de saturation fiscale semble atteint. Mais également en prônant un choc de simplification administrative face aux tracasseries dont se plaignent les entrepreneurs qui méritent, enfin, d'être pris en considération. Le chef de l'État est un politicien colbertiste qui découvre que l'entrepreneur est la richesse du pays à l'heure de la mondialisation. Lui, qui se dit en ordre de bataille et ne veut pas être ravalé au simple rang de spectateur, a donc tenté de démontrer, hier soir, qu'il était le patron de l'entreprise France. Certes, il y a du boulot. Et Hollande de se vanter de mettre tous les moyens sur la table pour sortir de la crise, même si l'on peut en douter. Des efforts sur le logement, des aménagements sur la fiscalité pour la transmission ou la cession d'entreprises, sont brandis comme des hochets. Pour le Président, « la boîte à outils existe, il suffit d'un peu de patience pour obtenir des résultats ». Mais les Français n'en ont plus. Et cet optimiste impénitent ne veut pas confondre rigueur et austérité car « ce serait condamner, dit-il, l'Europe à l'explosion ».

## Hommage aux troupes françaises

Avec des marges de manoeuvre contraintes, Hollande joue volontiers sur les mots. Il surestime sans complexe le rôle que la France joue en Europe. Et pourquoi pas le sien ? L'homme rend un hommage légitime aux troupes françaises qui ont effectué un travail remarquable au Mali. Tout en réfutant l'idée, initialement envisagée, de livrer des armes à la Syrie, qui eut consisté à armer, au Proche-Orient, ceux que l'on combat dans la bande sahélienne. Hollande, qui cherche sa propre cohérence dans le chaos du monde, rappelle que la France a des atouts, mais ne goûte guère le discours churchillien. Ce bon élève, auquel il manque un grain de folie pour être au diapason des événements, nous a-t-il pour autant rassurés ? Osons dire qu'il incarne un modèle dont on veut espérer qu'il ne soit pas en voie de disparition. C'est aussi par nostalgie qu'il agit en défense plutôt qu'en attaquant. Il reste que les ministres gaffeurs sont prévenus... Le prochain qui déconne, c'est la porte !

# Le président Hollande annonce le maintien du budget de la Défense à son niveau actuel pour les 5 prochaines années

Zone Militaire, 28 mars 2013 – 21:12

L'on attendait une annonce du président Hollande au sujet de l'avenir du budget de la Défense à l'occasion de son intervention télévisée de ce 28 mars. Etant donné l'état des finances publiques, l'on pouvait s'inquiéter de l'existence d'options drastiques étudiées pour la prochaine Loi de Programmation Militaire (LPM), qui sera élaborée sur la base du nouveau Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité nationale (LDBSN).

D'où les appels lancés par des parlementaires pour que l'effort de défense soit au moins équivalent à 1,5% du PIB, un seuil en-deçà duquel les forces françaises perdraient irrémédiablement des capacités.

Considérant qu'il était crucial que la France puisse militairement agir seule comme elle l'a fait au Mali, le président Hollande a ainsi annoncé que le budget de la Défense qui aura "en 2014 exactement le même montant qu'en 2013." "Nous avons été bien défendus en 2013, nous le serons bien en 2014", a-t-il insisté, laissant entendre que "ce sera la même somme" pour les 5 prochaines années de la LPM.

Pour rappel, la Loi de finances initiales pour 2013 prévoyait un budget de la Défense d'un montant 30,2 milliards d'euros, auquel s'ajoute 1,2 milliard de recettes exceptionnelles. Mais, au début de cette année, 384 millions d'euros ont été gelés au titre de la réserve de précaution gouvernementale.

Mais étant donné qu'il manquait 4,8 milliards d'euros par rapport à la trajectoire financière de la précédente LPM, des priorités devront de toutes façons être établies. Cela étant, une stabilité du budget de la Défense pour les 5 prochaines années permettra de préserver l'essentiel de l'outil militaire.

## Défense : changement en vue à la tête du SGDNS

Le Point.fr - Publié le 23/03/2013 à 13:13 - Par [JEAN GUISNEL](#)

Après 8 ans de bons et loyaux services à la tête du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, Francis Delon devrait être prochainement remplacé.

Lundi matin 25 mars, comme lors de chaque conseil de défense réuni autour de [François Hollande](#), le secrétariat de la réunion sera assuré par un homme discret de 62 ans, le conseiller d'État Francis Delon. Cet énarque (promotion Michel de l'Hospital), qui fut naguère directeur de cabinet de [François Bayrou](#) à l'Éducation nationale (1995-1997), succéda en juillet 2004 à son collègue Jean-Claude Mallet au poste mal connu de [secrétaire général de la défense nationale \(SGDN\)](#).

La fonction exige un savoir-faire administratif hors pair ainsi qu'une grande discrétion : placé sous l'autorité du Premier ministre, le SGDN traite la question des "transferts sensibles" (ventes d'armes), gère les habilitations à connaître les informations classifiées, assure le secrétariat des conseils de défense, chapeaute l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), évalue les risques et les menaces pesant sur la population française. Entre autres. Bref, c'est un poste-clé, dont les missions ont été élargies après le changement de dénomination, le SGDN devenant début 2010 le SGDSN, secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.

**Possible successeur**

Francis Delon a assuré ces derniers mois la tâche complexe consistant à rédiger la mouture finale du Livre blanc, dont une énième version a été présentée au conseil de défense du 22 mars. Au gouvernement, on ne fait pas mystère de son probable remplacement, qui pourrait intervenir après la présentation officielle du Livre blanc, et la publication par l'Élysée des grandes options budgétaires retenues pour le [ministère de la Défense](#). Une échéance à l'été est probable, dans le plan de mutation de grande envergure qui devrait toucher les états-majors et plusieurs grandes directions, dont la DGSE.

Pour l'heure, le nom du successeur de Francis Delon n'est pas connu. Selon nos informations, la nomination la plus probable serait actuellement celle de [Louis Gautier](#), un conseiller-maître à la Cour des comptes. Ancien directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la Défense Pierre Joxe (1991-1993), il fut ensuite conseiller pour la défense du Premier ministre Lionel Jospin (1997-2002). Actuellement président du groupe Orion, le pôle de réflexion sur les questions stratégiques de la Fondation Jean-Jaurès, il est professeur de sciences politiques à l'université Jean-Moulin-Lyon 3. Il est également membre de la commission du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, trésorier de la [Fondation Pierre Bergé-Yves Saint Laurent](#), secrétaire général de la [Fondation Saint-Cyr](#) et membre du conseil de surveillance du Monde.

## DGSE : le gouvernement cherche tranquillement un nouveau directeur

Le Point.fr - Publié le 23/03/2013 à 13:07 - Modifié le 23/03/2013 à 13:15 - Par [JEAN GUISNEL](#)

**L'Élysée ne voit pas d'urgence à faire partir Érarid Corbin de Mangoux de la DGSE, depuis près de cinq ans à son poste. Mais lui cherche un successeur...**



Le siège de la DGSE, boulevard Mortier à Paris. © DGSE / AFP

Entre le gouvernement et le directeur de la DGSE, la confiance règne. L'ancien officier de la marine passé par la préfectorale, le cabinet de [Nicolas Sarkozy](#) dans les Hauts-de-Seine, puis l'Élysée a pris la tête de la DGSE en octobre 2008. Voilà donc quatre ans et demi qu'il occupe

son bureau à la caserne Mortier. Pour [François Hollande](#) et [Jean-Yves Le Drian](#), ce dernier gérant au quotidien les affaires des services secrets, la relation avec "Corbin", 60 ans, s'est révélée une vraie bonne surprise. Il avait certes présenté sa démission lors de l'arrivée de la nouvelle équipe, en mai 2012, mais ce n'était nullement une marque de défiance. Elle a été refusée. Comme les deux autres fois où le cas s'est produit. Au lendemain d'une [mission ratée en Bulgarie](#), en octobre 2012, une affaire dont les aspects diplomatiques ont été gérés dans le plus grand secret par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, le directeur de la DGSE a remis son poste à la disposition du gouvernement. Le président de la République, tout comme le ministre de la Défense, n'a toutefois jamais considéré qu'il y avait eu une faute dans cette affaire. Donc le préfet est resté en place.

### Troisième démission

Le refus de se séparer de ce maillon expérimenté de la chaîne du renseignement et de l'action extérieurs était d'autant plus compréhensible qu'en octobre dernier, là encore dans le plus grand secret, la direction des opérations de la DGSE commençait déjà à travailler avec le COS (Commandement des opérations spéciales) et le CPCO (Centre de préparation et de conduite des

opérations) de l'EMA (état-major des armées) sur l'opération qui allait être conduite dans la nuit du 11 au 12 janvier 2013 pour [tenter de libérer l'otage Denis Alex, détenu en Somalie](#). L'échec de cette opération et la mort de trois agents, dont deux restés sur le terrain, une tragédie de dimension [historique pour le service](#), conduira le directeur de la DGSE à présenter une troisième fois sa démission au président de la République. Mais une fois encore, l'exécutif n'a pas considéré que le service portait une responsabilité dans le ratage. Une source ayant suivi l'affaire de près confirme : "C'est un échec, mais l'opération était très risquée. Ni la DGSE ni son directeur n'ont en rien failli !"

### **"Tiré par les amis, poussé par les parents"**

Pour autant, alors qu'il approche les cinq ans de présence à la caserne Mortier, la question de la succession d'Érard Corbin de Mangoux est posée. On le confirme dans les cercles décisionnels, où l'on entend que les choses se passent en douceur, dans le respect des grands équilibres de cette maison prompte aux coups de sang. Déjà, plusieurs noms circulent, le candidat ou présenté comme tel se trouvant, comme dans la chanson, "tiré par les amis, poussé par les parents". Parmi ces derniers, ceux des diplomates Dominique de Combles de Nayves et Bernard Bajolet. Le premier, un énarque de la promotion Léonard de Vinci âgé de 59 ans, avocat au cabinet August et Debouzy, et fut le successeur de François Roussely comme directeur des cabinet civil et militaire du ministre de la Défense du gouvernement Jospin, Alain Richard. Bernard Bajolet, 63 ans, fut le premier titulaire du poste de coordonnateur national du renseignement, nommé en 2008 à l'Élysée. Jean-Dominique Merchet, du site Secret défense, a [récemment avancé son nom](#). Mais le fait qu'il fût un condisciple de François Hollande à l'ENA (promotion Voltaire) n'est pas nécessairement un avantage !

### **Le cas Puga**

Un autre nom très fréquemment cité n'est autre que celui du général Benoît Puga, 60 ans. Le chef d'état-major particulier du président de la République est également souvent présenté comme un possible successeur au chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, en poste en principe jusqu'à l'été 2014. Mais Puga cumule plusieurs handicaps pour aller à la DGSE. Tout d'abord, il n'est pas "Le Drian compatible", en raison notamment de ses interventions fréquentes dans la chaîne hiérarchique militaro-politique, à laquelle il n'appartient pas, depuis le début de la [guerre au Mali](#). Sa propension à téléphoner directement aux chefs militaires déployés sur le terrain et à leur transmettre de prétendus "ordres directs du président de la République", qui se seraient avérés inexacts après vérification, n'a pas amélioré sa cote au ministère de la Défense. Personne ne fait un drame affreux de cette ardeur juvénile ("ce qu'il aurait voulu, c'est être avec ses légionnaires dans l'Adrar des Ifoghas", persifle un de ses pairs agacé), mais personne ne pense non plus qu'il serait très raisonnable de confier la DGSE à un cadre penchant parfois du côté de l'insoumission. Une source bien informée prédit d'ailleurs pour Benoît Puga une mutation dans un poste "extrêmement prestigieux", la grande chancellerie de la Légion d'honneur, actuellement occupée par le général d'armée Jean-Louis Georgelin.

### **Tout le monde d'accord**

En fait, aucune de ces trois personnalités ne devrait partir pour la caserne Mortier. L'Élysée a fait récemment étudier les structures de commandement de la DGSE, pour remarquer ensuite que les diplomates y sont très - trop ? - nombreux, rendant difficile la nomination d'un nouvel homme du Quai d'Orsay. Ni Combles de Nayves ni Bajolet, actuellement ambassadeur à Kaboul, ne seraient donc les hommes de la situation. Quant à Puga, très au-delà des agacements qu'il suscite, il

souffre surtout d'être un militaire. Depuis le départ du général François Mermet en 1989, plus aucun cadre des armées n'a occupé ce poste envié, et les choses ne sont pas près de changer, sauf contre-ordre bien sûr. Alors qui ? C'est bien le problème. Selon nos informations, le gouvernement et l'Élysée cherchent actuellement un "grand préfet", le premier contacté venant toutefois de refuser le poste. Avis aux oiseaux rares !

## **5 – Chroniques & Libres propos**

### **Livre blanc de la Défense : qui veut assumer le déclassement ? (opinion)**

RP Défense, 27.03.2013 – par **Olivier Zajec** - Chargé d'étude, Institut de Stratégie et des Conflits (ISC) - Défense Globale



Le Mali, où l'armée française intervient actuellement avec une efficacité unanimement reconnue, restera-t-il dans l'histoire comme le chant du cygne de notre outil de défense ? A partir d'un certain seuil budgétaire, il serait en effet puéril de se cacher derrière les mots : une armée de terre – dernier "escalier social" fonctionnant encore en France - qui perd trente régiments, une marine incapable de maintenir une présence effective dans les DOM-COM, une armée de l'air bientôt moins dotée que celle de

Singapour : le désinvestissement cataclysmique qui s'annonce désarticulera ce qui subsistait d'un outil dont les dégraissages des années 2000 avaient déjà entamé la cohérence.

La non-syndicalisation des militaires a longtemps caché l'intensité disciplinée des efforts qu'ils ont consentis sur le long terme, en tant que variables d'ajustement d'autres priorités administrativement mieux défendues. Le ministère de la défense, qui a montré l'exemple au reste de la fonction publique lorsqu'il s'est agi de réduire les effectifs (plus de 50 000 hommes "disparus" durant le dernier quinquennat), de mutualiser les capacités en interarmées et d'étaler ses commandes, le tout sans drames trop visibles, ne peut, en ce début d'année, que constater le désarroi général de ses personnels.

#### **La crédibilité du " triangle stratégique**

Compte tenu de cette situation préoccupante, que penser de la crédibilité future de notre posture de défense ? Considérons la relation entre trois variables : la stratégie déclaratoire, la stratégie opératoire, et la stratégie des moyens de la France de 2013.

- **La stratégie déclaratoire** correspond à la formalisation des objectifs nationaux : intérêts vitaux, lignes rouges, territoires défendus, valeurs promues, modèle soutenu, alliances privilégiées par la France. On la trouvera dans le Livre blanc publié en avril ;

- **La stratégie opératoire** est du domaine proprement militaire. C'est la mise en œuvre de la stratégie déclaratoire, selon une doctrine, des modes d'action et une pratique de la coopération interarmées et interalliés propre à la France. On la trouve dans les documents conceptuels des armées, et on en constate le résultat sur le terrain (opérations récentes en Libye, en Afghanistan, au Mali) ;

**- La stratégie des moyens** correspond aux capacités acquises pour que la stratégie opératoire soit en mesure de répondre à la stratégie déclaratoire nationale qui la surplombe. Elle se reflète dans la Loi de programmation militaire (LPM) et dans le niveau du budget de la défense.

Le rapport entre ces trois variables dessine un triangle stratégique qui détermine la "configuration de crédibilité" de chaque pays.

De ce point de vue, le cas français apparaît désormais plus que préoccupant à nombre d'analystes. La vérité est que le ministère de la défense doit aujourd'hui assumer une stratégie déclaratoire extrêmement ambitieuse avec une stratégie opératoire en surchauffe, et une stratégie des moyens anémique. L'une des pointes du triangle stratégique – celle du verbe et de l'incantation – s'est tellement étendue par rapport à son centre de gravité que les deux autres sommets – celui des moyens et celui des savoir-faire opérationnels, sous-financés – ne forment plus entre eux qu'une base réduite par rapport à l'ensemble. On peut craindre que la prochaine étape ne soit celle du vacillement de ce triangle démesurément étiré, et du dépôt de bilan consécutif de la position diplomatique française.

Si la France veut conserver sa crédibilité dans un monde agité et qui réarme – ceci dans un contexte de crise économique propice à toutes les déstabilisations – il semble nécessaire de rééquilibrer, ou tout au moins de ne pas laisser trop dériver le rapport de proportion entre ces trois variables. Ce qui sera difficile en dessous de 1,5 % du PIB consacré à la défense, frontière qui empêcherait toute "remontée en puissance" future.

### **Intervenir partout où cela sera nécessaire ou juste possible ?**

Il existe certes une alternative : abaisser le niveau des ambitions internationales de la France, assumer un déclassé déjà reflété par nos moyens essouffés, et appliquer le théorème de Morley à notre "triangle stratégique" en le ramenant à une équilatéralité de troisième division, selon un rapport équilibré, mais dans la médiocrité.

Les "réductions homothétiques" incessantes trouveraient là une justification géométrique élégante. Il est après tout froidement envisagé par le ministère du Budget une aviation de combat échantillonnaire (225 Rafale, ce qui compte tenu de l'attrition et des indisponibilités, nous interdira bientôt "d'entrer en premier" sur les théâtres) et une armée de terre réduite à une division opérationnelle moins bien équipée que l'armée turque, ce qui rendrait impossible deux opérations simultanées d'interposition, alors même que le Premier Ministre vient de s'engager devant l'Assemblée à continuer d'envoyer nos forces "partout où cela sera nécessaire". Tirons donc les conséquences diplomatiques des choix envisagés : "partout où ce sera possible" serait plus juste.

Le vieux tronc séculaire abattu et la hache reposée à Bercy, deux questions subsisteront néanmoins. La première : n'existe-t-il pas dans l'Etat des ministères moins vertueux, plus conservateurs et moins efficaces qu'un ministère de la Défense déjà "optimisé" au-delà du raisonnable, et dont l'actualité démontre s'il le fallait l'utilité fondamentale ?

La deuxième question, aussi essentielle, est encore plus dérangeante : quel décideur, dans le monde où nous vivons, souhaite assumer pleinement le risque politique, le discrédit stratégique, le gâchis industriel et la responsabilité devant l'histoire d'un renoncement d'une telle ampleur ?

# Un budget de la Défense à sanctuariser, selon Synopia

LeFigaro.fr - 27/03/2013 - [Par Renaud Girard](#) –



Pour le think tank français, qui publie un livre blanc sur le sujet, le secteur de la défense est aussi important que l'éducation nationale ou la sécurité sociale.»

Alors que les fonctionnaires de Bercy et les officiers du Ministère de la Défense [se déchirent sur le futur budget des armées](#) pour les cinq prochaines années, les Français n'ont jamais été aussi unis sur les questions militaires.

C'est ce que fait ressortir le tout nouveau [sondage publié par le think tank](#)

[Synopia](#), qui s'était déjà fait remarquer par son rapport de décembre 2012 sur la gouvernance de l'eurozone. Au total 90% des Français estiment qu'il est important ou primordial que leur pays reste une grande puissance militaire, afin de conserver son influence dans le monde. Car, dans le même temps, les citoyens interrogés sont 58% à considérer que l'influence de la France a diminué au cours de la dernière décennie, principalement en raison de la dégradation de son économie. Des chiffres qui s'accordent avec la conclusion des experts civils et militaires auditionnés par Synopia: en affaiblissant encore ses capacités militaires, la France perdrait son meilleur atout actuel dans la compétition internationale. Si l'Allemagne caracole en tête des 27 nations européennes par la santé de son économie, la France vient de démontrer, par la réussite de son opération au Mali, qu'elle restait la première puissance militaire du Vieux Continent et qu'elle méritait pleinement son siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu.

Spécialisé dans les questions de gouvernance, le think tank n'y va pas par quatre chemins. L'«alerte» qu'il lance cette semaine est intitulée [«Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité: la France va devenir un pays manchot!»](#). Interrogé par le Figaro, Alexandre Malafaye, le président de Synopia, regrette que la Commission du Livre Blanc se soit «pliée à la dictature de l'arithmétique budgétaire». «La Commission s'est trompée de question en se demandant comment réduire le budget de la défense, alors que la bonne question est: comment le sanctuariser?», s'exclame Malafaye.

L'«alerte de Synopia» préconise de considérer le budget de la défense dans son ensemble et de s'attaquer au tabou du coût de la dissuasion nucléaire. Autant cette dernière est indispensable au maintien de la souveraineté française, autant la modification des menaces autorise une cure d'amaigrissement. En revanche, plus de moyens devraient être consacrés aux dangers majeurs de la cyber-guerre.

Malafaye rappelle que le budget de la défense, hors pension, représente 31,4 milliards d'euros par an, un chiffre à rapprocher des 1185 milliards des dépenses publiques françaises (Etat et comptes sociaux). Il souligne que chaque Français dépense en moyenne 478 euros pour la défense de son pays, contre 1868 euros pour chaque Américain.

L'originalité du rapport de Synopia est de dire que, dans le «modèle français», la défense joue un rôle aussi important que l'éducation nationale et la sécurité sociale. Pour sortir par le haut des

contraintes budgétaires, le think tank recommande la tenue prochaine d' «Etats généraux de l'influence française»

## Budget/Défense : Les vérités du général Pinard-Legry, le président de l'Association de soutien à l'armée française

Zone Militaire, 28 mars 2013 – 13:57

A l'heure où le budget de la Défense va faire l'objet d'arbitrages en vue de la prochaine Loi de programmation militaire (LPM), suite à la publication du Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale (LBDSN), l'entretien que le général Henri Pinard-Legry, le président de [l'Association de soutien à l'armée française](#) (ASAF), a accordé à l'auteur-réalisateur Pascal Dupont en juin 2012, est intéressant à plus d'un titre pour nourrir les réflexions des uns et des autres dans le débat actuel. D'où sa diffusion sur Zone Militaire.



[http://www.youtube.com/watch?v=J-EwxwK9glQ&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=J-EwxwK9glQ&feature=player_embedded)

## Adieu à un frère d'armes

**Valeurs  
actuelles**

28 Mars 2013 - Par **Raphaël Chauvancy**

Le caporal Van Dooren est mort pour la France sur le sol malien. Le sacrifice consenti d'un homme de vingt-quatre ans qui aimait la vie.

Van Dooren, tu es tombé, samedi 16 mars, sur le sol malien. À 24 ans. En laissant derrière toi une petite fille qui ne jouera jamais avec son père et une jeune femme qui ne reverra plus l'homme qu'elle aime.



Entre frères d'armes, nous parlons peu de la mort, mais elle plane et nous suit comme une ombre. La mort que l'on peut donner. Celle que l'on peut recevoir. Servir jusqu'au sacrifice suprême n'est pas vain. C'est assumer le choix du dévouement. Tu n'es pas une victime, Van Do. Soldat professionnel, tu as librement consenti au sacrifice suprême. Une décision d'homme. Tu dois t'en douter, j'ai l'impression que mes mots sonnent creux. Pourtant, je te les dois. À toi et aux tiens. Pour expliquer ta mort. Qu'est-ce qui amène un jeune Français à mourir sur une piste poussiéreuse de la vallée de l'Amettetaï, aux confins du monde ? Le courage. Le choix de la force assumée, mise au service des faibles. Le besoin de faire voler en éclats ses propres limites. Peut-être, aussi, le désir de l'action noble et belle.

Tu étais fier d'appartenir au 1er régiment d'infanterie de marine, le régiment de Bir Hakeim, dont le drapeau s'enorgueillit de quinze noms de batailles. Tu y as rajouté ton histoire. Celle d'un raid blindé de plusieurs centaines de kilomètres dans le désert, de Niamey jusqu'à cet adrar des Ifoghas où tu débusquais avec tes camarades les criminels qui

coupent les mains des petits voleurs d'étals et lapident les femmes qui s'abandonnent à l'étreinte d'un amant.

Combien d'hommes de ton âge seraient capables d'abandonner confort et sécurité pour risquer la mort par le fer et le feu ? Tu aimais les populations que nous avons croisées sous divers cieux. Et tu aimais le pays qui t'envoyait les défendre. Tu n'étais pas croyant, certes, mais tu avais l'intuition qu'il n'est pas de plus grand sacrifice que de donner sa vie pour ceux qu'on aime.

Il faisait sans doute une chaleur à crever dans ton AMX-10RC ; le visage creusé sous une croûte de sueur et de poussière, tu devais arborer ce sourire légèrement narquois qui ne te quittait guère. Je revois aussi ton regard, tes yeux pers sans voile où pétillait une lueur d'amusement. Tu aimais la vie mais tu te foutais un peu d'elle, comme d'une bonne amie. Tu étais trop intelligent pour prendre ses foudres au sérieux. La seule chose qui comptait pour toi, c'était ta compagne et ta petite fille.

La boucle du Niger est pacifiée. Les pêcheurs y font glisser leurs longues barques et jettent leurs filets dans ses eaux bleues. Les enfants ramassent les premières mangues de la saison sous les ramées vertes couronnées de fleurs roses. Les pâtres surveillent négligemment quelques bêtes étiées qui mâchonnent des épines. Ils vivent en paix parce que de jeunes hommes donnent leur vie dans les massifs écrasés de soleil des confins sahariens. En tombant, tu as jeté un défi à la face de nos ennemis. Car ce sont des hommes qui aiment la mort mais ont peur de la vie. Toi, tu aimais la vie et tu avais un peu peur de la mort, comme nous tous, n'est-ce pas ? Mais tu n'as pas reculé. Et aux groupes de combattants islamistes suicidaires, tu opposes le sacrifice conscient de l'individu. Non seulement tu n'as pas plié le genou devant eux, mais tu as révélé le néant de leur combat. Que pèse l'acte du fanatique face à celui d'un homme libre qui aime sa femme, qui aime rire, qui aime embrasser son enfant et qui laisse tout cela pour se battre ? Pour que d'autres que lui puissent aimer, rire et embrasser.

J'ai un peu honte, mais je frissonne en finissant d'écrire ces lignes. Ce n'est pas de la faiblesse, je ne le crois pas. Au contraire. Malgré mon émotion et ma tristesse, je me sens plus que jamais ferme dans mes choix et mes résolutions. Le don que tu as fait de ta vie nous interdit la médiocrité. Dorénavant, c'est avec un peu de ton regard que je veux voir le monde. Te prêter mes yeux pour te faire voir que ce pour quoi tu es tombé perdure. Adieu, Van Do.

Le capitaine Raphaël Chauvancy fut le chef de peloton du caporal Van Dooren. Il sert actuellement en opération extérieure au Mali.

## Réflexion d'un général de la Légion. !!!

Mardi 12 Mars - 19:26 - **Par le Général Antoine-Roch Albaladéjo**

**Quelques éléments de réflexion sur l'affrontement avec les islamistes.**

Il me semble que la plupart des consultants et journalistes auto proclamés spécialistes ès Afrique ou ès stratégie tournent beaucoup en rond . Peu nombreux sont ceux qui nous rappellent que nos ennemis ont une mentalité qui n'a rien à voir avec la nôtre. Que pour eux la vie humaine et la vérité ne comptent pas. Ainsi...

- Au Nord du Mali, une forte troupe d'islamistes puissamment armés décide d'attaquer une patrouille de reconnaissance Française. Bien qu'elle dispose de l'avantage de

l'attaquant ( terrain favorable, etc...) et de l'effet de surprise, son bilan est lamentable : 1 soldat Français tué, une trentaine d'islamistes abattus. Pour les soldats Français, qui honoreront leur camarade comme il le mérite, ce n'est pas une défaite.

Les journalistes, eux, insisteront davantage sur la perte de ce soldat, certes tragique, 2ème mort au Mali, etc... Certains mêmes insinueront un peu perfidement que si nous avons mis hors de combat une vingtaine d'ennemis (chiffre réduit, on se demande pourquoi) c'est grâce aux hélicoptères et à l'aviation. Et alors, une roquette contre un nid de mitrailleuses ou un dépôt de munitions serait-elle moins propre qu'une bombe en ville ? Les journalistes préféreraient-ils déloger les mitrailleuses au corps à corps, comme en 14-18 ?

Quant aux islamistes qui se moquent de leurs pertes ( ce sont des martyrs en route pour leur paradis) , ils crient victoire... Un légionnaire tué, ça va se fêter dans les foyers où le héros n'est pas le soldat Français mais l'assassin Mérah - En Somalie les Forces Spéciales Françaises interviennent pour libérer un otage : elle vont se heurter à une force dont le volume, la rapidité et la violence de la réaction laissent supposer qu'elle avait été alertée... L'otage est assassiné, 2 soldats Français seront tués et une vingtaine de djihadistes éliminés. Pour les soldats Français c'est un échec, parce que la mission, qui était de libérer l'otage, n'a pu être menée à bien. Les commentateurs eux, parleront d'échec, de catastrophe, mentionneront à peine la vingtaine de terroristes tués et ne se demanderont pas pourquoi ce pauvre otage était aussi bien gardé, par des gens aussi bien armés et en alerte maximale, sans que nos forces s'en doutent : ont-ils eu peur de ce qu'ils pourraient découvrir ? Pour les islamistes, ce seront des hurlements de victoire (c'est pour cela sans doute, qu'alertés, ils n'ont pas fui comme le firent naguère Kadhafi à Tripoli devant les Américains ou le Hezbollah à Baalbec devant les Français, espérant causer de lourdes pertes aux Français et devenir de nouveaux martyrs

### **Alors, me direz-vous, que faire ?**

1° ouvrir les yeux et admettre une bonne fois pour toutes que les islamistes ont déclaré la guerre à l'occident, avec la France en première ligne. Se persuader que cette guerre ne se fera pas sans mort, sans prise d'otages et autres attentats, qu'elle se fera aussi chez nous et donc qu'il faudra nous montrer plus vigilant et moins vulnérable y compris émotionnellement. Savoir que notre ennemi trouvera parmi nous des sympathisants et des complices dans tous les milieux et en plus grand nombre que ce ne fut le cas pour le FLN.

2° Cesser de reculer devant les exigences toujours plus grandes de ces extrémistes et de leurs complices, qui, en affaiblissant notre culture et en imposant la leur, cherchent surtout à tester et à saper notre esprit de résistance.

3° Agir en portant le fer là où apparaît un furoncle :

- une immigration débridée qui rend insolubles les problèmes du logement, du chômage, de la dépense publique, ça se contrôle
- des barbus, des imams ou des rappeurs qui appellent à la guerre sainte, à la haine et au crime, ça se sanctionne,
- des quartiers qui caillassent les représentants de l'état, qui rackettent les artisans, ça se neutralise,
- de discrètes écoles coraniques qui forment les djihadistes de demain, ça se ferme ,
- des clandestins, ça s'expulse, surtout les délinquants,
- des subventions à toutes ces associations qui font leur beurre dans l'anti-France , ça se

supprime,

- et ...on revoit nos programme d'histoire, on jette la repentance aux orties, on laisse la transparence aux vitriers...etc...etc

Et ne me dites pas qu'il s'agit là de racisme, de fascisme ou d'extrême droite!

Il s'agit de légitime défense et de résistance dans le respect de la loi, ni plus, ni moins !

Vous pensez sans doute que ce n'est pas demain la veille...Je crois néanmoins que, sans un sursaut, le pays de la douceur de vivre, le plus beau pays du monde, risque fort de disparaître dans d'atroces soubresauts ou dans une coupable et morne résignation, pour être remplacé par un autre que certains, et pas des moindres, semblent appeler de leurs vœux , on se demande pourquoi, et qui commence à faire peur..

Mais je me trompe peut-être...J'aimerais tellement avoir tort...Enfin, réfléchissez, ne soyez ni sourds, ni aveugles, ni muets !!

## Al-Qaïda voulait attaquer l'Europe avant les Etats-Unis en 2010

Slate, Publié le 23/03/2013



Photo: Oussama Ben Laden. REUTERS.

Parmi les milliers de documents d'al-Qaïda trouvés par l'armée américaine à la mort d'Oussama ben Laden, dans la résidence fortifiée où ce dernier s'était retranché au Pakistan, très peu d'entre eux ont été rendus publics à ce jour. 17 exactement.

Selon une information exclusive de l'hebdomadaire Die Zeit, le ministère de la Justice allemand [serait en possession d'un de ces documents secrets](#). Il s'agit d'une lettre de dix-sept pages qui aurait été écrite en mars 2010 par Younis al-Mauritani, un des chefs de l'organisation terroriste, qui est aujourd'hui derrière les barreaux.

Dans cette missive adressé à Ben Laden, désigné par son nom code «Zamara'i», le chef terroriste conseillait d'attaquer l'Europe avant les États-Unis, comme le résume le journaliste [Yassin Musharbash](#) (qui livre également les éléments-clefs de la lettre en anglais sur son [blog](#)):

«Avant que les attentats aient lieu, Oussama Ben Laden devait d'abord proférer des menaces: "Informez l'Europe", le prie-t-il, "que la patience a atteint sa limite". Al-Qaïda devait ensuite frapper une ou deux semaines plus tard. Et "ensuite nous attaquons l'Amérique".»

Cette lettre a été remise aux autorités allemandes par les États-Unis en avril 2012 dans le cadre du procès de trois jeunes hommes résidant à Düsseldorf, accusés d'avoir planifié des attentats en Allemagne pour le compte d'Al-Qaïda. Le document pourrait servir de pièce à conviction car il contient des informations sur «un frère marocain» dont la date de naissance, les études et le lieu de résidence sont [les mêmes que ceux d'un des accusés](#), Abdeladim el-K., comme le précise le blog de journalisme d'investigation du quotidien Die Welt.

Il prévoyait ainsi d'infiltrer des recrues de l'organisation terroriste dans les secteurs de la chimie, de la physique, du transport de matières premières, telles que le gaz ou le pétrole, ou dans des

«entreprises sensibles», afin de pouvoir être prêt à «frapper» au moment venu. Il plaidait aussi en faveur de l'utilisation d'avions, comme lors des attentats du 11-Septembre, en prenant cette fois-ci pour cible Abqaiq en Arabie Saoudite, un des plus grands gisements de pétrole au monde, comme le rapporte Die Zeit:

«Il proposait que les cadres d'Al-Qaïda, après leur formation de pilote, essaient de se faire embaucher par des compagnies aériennes – pour ensuite, par exemple, endormir leurs copilotes à l'aide d'un somnifère, de façon à ce que l'avion puisse être "dirigé" vers la cible.»

Au vu du nombre d'informations sensibles et extrêmement détaillées qu'elle contient, des doutes subsistent sur l'authenticité de cette missive. C'est pourquoi trois agents du FBI devront comparaître devant le tribunal de Düsseldorf, où le procès a débuté mercredi, pour expliquer la façon dont le document est entré en leur possession et quelles personnes y ont depuis eu accès.

## Autre regard sur le Mali ...

6 mars 2013 | [La Grogne dans la Gendarmerie](#), | Publié par: [Jacky Mestries](#)

Le gouvernement ne roule ni au gas-oil, ni au sans plomb, mais on arrête de se poser la question lorsque l'on entend le ministre de la culture et de la communication, on sait à quoi ils tournent !!!

Mme Aurélie Filippetti dit qu'elle veut compter les mortes dans les séries télévisées. Il faut absolument lui dire que les actrices ne sont pas mortes vraiment, elle doit être inquiète. Mais pour le Père Noël, on va attendre un peu, elle ne supporterait pas de savoir qu'il n'existe pas ([suivre ce lien](#)).

A des milliers de lieues des soucis de Madame le Ministre de notre gouvernement, nous déplorons la mort d'un soldat, au service de son pays, dans un pays qu'il ne connaissait pas, pour des gens dont il ignorait tout, mais pour la seule et unique raison que son pays lui avait demandé d'aller se battre. ([suivre ce lien](#))

Il s'appelait Cédric Charenton, il n'avait pas 25 ans, et ignorait tout des dorures des palais dans lesquels s'épanouissent des ministres désœuvrés.

Mais la vie continue au-delà des enfantillages ministériels et aujourd'hui encore de jeunes gens se battent pour rendre à tout un peuple le choix de son destin, pour rendre aux femmes de ce coin d'Afrique, le droit de mettre ou ne pas mettre sur leurs têtes ou leurs épaules ce qu'elles ont envie, pour qu'elles puissent envoyer leurs fillettes à l'école. Il y a des gens qui font du bruit avec leur bouche et d'autres qui agissent, pourtant, vous remarquerez que ceux qui agissent gagnent très modestement leur vie pendant que les commentateurs se gavent.

De cette guerre au Mali, la déclaration que j'ai préférée est certainement celle de François Asensi, député du Front de Gauche de Seine Saint Denis. ([Je vous la propose sous ce lien](#))

Car enfin, il va bien falloir le dire et le répéter, même si cela dérange, les islamistes ont profité de la misère organisée par les libéraux fous qui commandent le monde depuis 30 ans. Le profit, leurs profits maintiennent tout un continent dans la misère et nous y dirigent tout droit.

Le profit des céréaliers et chimistes (pour ne citer qu'eux) s'est abattu sur ce continent comme un nuage de sauterelles,

Nos agriculteurs subissent le même traitement. La semence est captive et la production contrôlée dans le seul intérêt de quelques-uns. Ne nous pensez pas à l'abri, nos chères institutions européennes que l'on se plaît à croire incorruptibles s'engagent dans ce cercle vicieux. ([suivre ce lien pour un exemple parmi d'autres](#)). Nous allons vers des scandales insensés, tout aussi incompréhensibles que celui de la viande de cheval, mais à une échelle cent fois plus importante.

Il faut quitter cette Europe là et vite avant que nous décidions comme à la fin du 19ème siècle de nous offrir une nouvelle commune de Paris.

Si nous arrêtons de piller ces pays, il est plus que probable que nous n'aurions pas à envoyer nos soldats.

Ce pays va mal, sa police détruite par les syndicats professionnels est à refonder complètement. Elle n'a pas fait son travail et n'est pas prête à le faire. ([regardez ici](#))

La gendarmerie malienne est complètement traumatisée par le comportement de ses chefs et des chefs militaires. Ce corps solide peut cependant être la garantie de la paix dans ce pays si nous l'aidons un peu. ([coup d'œil sous ce lien](#))

L'armée, pas mieux. La réconciliation est-elle temporaire ? En tout cas aujourd'hui bien des plaies auront du mal à cicatriser. ([regarder ici](#)), ([ici](#)) et ([là également](#))

Nous voilà aujourd'hui engagé contre notre gré dans un pays en perdition, pourtant plein d'espoir ([suivre ce lien proposé à titre d'exemple](#)). Pourrons nous partir à la fin de la reconquête ? Il est évident que non, car dès que nous aurons tourné le dos, les fous de dieu recommenceront, c'est inévitable.

Il faut aujourd'hui instaurer une coopération privilégiée avec ces gens pour les aider à rebâtir leur pays, pour qu'ils retrouvent un peu d'espoir en eux-mêmes, trouvent la force de combattre la corruption source de tous leurs ennuis probablement. Et qu'on ne parle pas d'une scission fictive NORD-SUD, elle n'est pas souhaitée, elle n'est pas souhaitable. Le fait d'une minorité ne peut s'imposer à la majorité des gens du Nord. Chez nous « on » va faire la morale sans rien connaître de la réalité, comme d'habitude, pour avoir l'air intelligent, sous les lambris dorés où l'on compte les victimes dans les séries télévisées.

Laissons les maliens décider sans rien imposer. La démocratie c'est aussi fait pour cela. ([voir cet article](#)).

Quelle image veut leur donner Mamère en leur imposant une scission dont ils ne veulent pas ! Voilà un petit colonialiste qui depuis son petit fauteuil dans son petit bureau va leur indiquer la façon de vivre ensemble, et bien sur en se présentant comme un anti-colonialiste convaincu !!! (Mots croisés sur France 2 du 21 janvier 2012). Il a fort heureusement reçu une leçon d'humilité de la part de l'intervenant malien de cette émission.

Restaurer l'ordre, restaurer le droit, restaurer la démocratie, ce pays africain doit renaître pour le bien de la communauté régionale d'abord, puis mondiale ensuite.

Je me demande si la direction de la gendarmerie française à qui l'on va présenter une participation à ce défi va se dégonfler ?

Je me demande si l'armée de terre qui a trouvé au Mali une bonne et belle raison de préserver un budget menacé, une réduction d'effectifs sévère, va accepter de bon gré le concours des

gendarmes français ? Se prendra-t-elle, comme elle l'a fait au Kosovo pour une force de maintien de l'ordre ou se contentera-t-elle de l'excellence qu'elle démontre dans sa vraie fonction, et dans la nécessaire transmission de savoir à ses frères d'armes maliens.

[\( les gendarmes en Afghanistan \)](#)

A l'Intérieur pour la France, à la Défense pour l'extérieur, je me demande si les promoteurs du changement de ministère pour les gendarmes français, se rendent compte aujourd'hui de l'incongruité de leur raisonnement.

Il n'y avait que des flics pour penser de cette façon.

J'ai bien peur qu'au-delà des intérêts des maliens quelques « guéguerres » internes à l'armée française ne viennent troubler le jeu.

## Cette fois-ci, mettons-nous d'accord pour réguler le commerce des armes

Slate, Publié le 21/03/2013, Mis à jour le 22/03/2013 à 7h47 - **Christine Lazerges, présidente de la CNCDH**

**En juillet 2012, les Nations unies avaient échoué à mettre en place un Traité international de régulation du commerce des armes. Le processus est relancé, il ne faut pas gâcher cette chance.**



- *Pakistan, mars 2010. REUTERS/Adrees Latif -*

Aujourd'hui, aucun mécanisme international contraignant ne régule le commerce international des armes. L'Assemblée générale des Nations unies [reconnait aux Etats le droit](#) «de fabriquer, d'importer, d'exporter, de transférer et de détenir des armes classiques pour répondre à leurs besoins en matière de légitime défense et de sécurité, et pour participer à des opérations de

soutien à la paix».

En juillet dernier, après des années de préparation, l'ensemble des Etats-membres des Nations unies se réunissait autour d'un projet ambitieux et historique: il s'agissait pour la communauté internationale de se mettre d'accord sur la mise en place d'un Traité international de régulation du commerce des armes.

Un mois de négociations, de compromis, de rédaction, de mobilisation des représentations diplomatiques nationales, des ONG et d'observateurs concernés par la question. Un mois d'espoirs nourris par la volonté de plusieurs grandes puissances –[dont la France](#)– d'appuyer le projet. Un mois de travail pour aboutir à un échec retentissant, car c'est dans la dernière ligne droite, lors des ultimes journées de discussion que plusieurs Etats ont fait connaître leur refus de se prononcer sur le texte, parmi lesquels les Etats-Unis, la Syrie et l'Iran.

Inutile de décrire la déception de la plupart des parties favorables au Traité, ainsi que des ONG ayant œuvré pour l'aboutissement de ce projet depuis plusieurs années.

Comment espérer rebondir après un tel blocage diplomatique suscité par des Etats dont la responsabilité en ce qui concerne les armes est fréquemment engagée, représentant pour eux des enjeux stratégiques, politiques, économiques et militaires majeurs?

Malgré le refus de coopérer de certains et les difficultés rencontrées en juillet, les Etats ont décidé de ne pas en rester là et ont relancé le processus.

Pour ne pas perdre à nouveau de ce temps précieux car équivalent à de nombreuses vies épargnées, s'est ouverte le 18 mars [une nouvelle Conférence de négociations](#), ultime tentative pour aboutir à un accord d'ici au 28 mars et dépasser l'échec de juillet dernier.

L'enjeu est grand pour l'ensemble des acteurs qui souhaitent voir enfin concrétisé le fruit de plusieurs années de bataille et d'engagement, et ne pas accepter de laisser certains Etats affaiblir le texte.

La France, quant à elle, est au cœur de ces négociations. Elle est en effet particulièrement concernée par le Traité, car elle est parmi les cinq premiers pays exportateurs d'armes au monde.

L'objectif n'est pas d'interdire la vente de ces armes, mais plutôt d'en encadrer la circulation, tout en responsabilisant les Etats parties afin qu'ils régulent leurs exportations et leurs importations, n'autorisent pas les transferts pouvant entraîner des violations des droits de l'homme et assurent une traçabilité maximale des armes qu'ils produisent. La protection des populations civiles doit rester au cœur de ce Traité.

La diplomatie française, résolue à défendre le texte, doit tenir sa position constructive et exigeante, mais ferme, malgré les difficultés diplomatiques inhérentes à l'exercice, pour qu'il ne soit pas vidé de sa substance.

En effet, ce Traité, s'il aboutit, permettra d'enrayer l'achat, la revente et la prolifération d'armes détournées par des Etats voyous, des milices ou groupes rebelles meurtriers (comme c'est par exemple le cas au Mali ou en Syrie), réduisant ainsi significativement le grand nombre de leurs victimes trop souvent invisibles.

Ces dix jours de négociation, préparés depuis juillet, représentent une ultime chance à ne pas gâcher pour parvenir à un accord contraignant et exigeant tant dans le respect des droits de l'homme, que dans l'application du droit international humanitaire.

## **6 – Opex & Zones de conflits**

# Liban : transfert d'autorité de la Force Commander Reserve

Mise à jour : 28/03/2013 10:58

Le 27 mars 2013, s'est déroulée sur le camp de Dayr Kifa au Liban, la cérémonie de transfert d'autorité de la Force Commander Reserve (FCR). Le colonel Christophe Baudouin, chef de corps du 4e régiment de Dragons, a ainsi succédé au colonel Eric Peltier, chef de corps du 1er Régiment de hussards parachutistes.



Cette cérémonie, présidée par le général italien Paolo Serra, force commander de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), fut marquée par la présence de nombreuses autorités militaires. La FCR a également accueilli les autorités locales ainsi que des représentants des forces armées libanaises.

C'est au son de la fanfare du 1er RHP, que cette manifestation s'est achevée par un défilé des unités de DAMAN XIX.

Durant 6 mois, DAMAN XVIII aura participé à la préservation de la stabilité au Sud Liban et au renforcement de la coopération avec les FAL au travers de patrouilles et de séances d'entraînement conjoints. Ce ne sont pas moins de 600 patrouilles, 370 000 kilomètres parcourus, 27 projets de coopération civilo militaire et 30 actions civilo militaires qui ont été réalisés au cours de ce mandat au sud Liban.

Placée directement sous les ordres du général commandant la FINUL, la FCR est l'élément d'intervention d'urgence de la force. Basée à Dayr Kifa, elle est en mesure d'intervenir sur court préavis (moins de trois heures) dans tout le Sud Liban, dans le cadre de la résolution 1701.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

## Kaboul prend le contrôle de Bagram

L'Expression, Mardi 26 Mars 2013

**L'accord sur Bagram, située à une cinquantaine de km au nord de la capitale, est une première étape dans le réchauffement des relations américano-afghanes.**

L'armée américaine a annoncé hier avoir cédé à l'armée afghane le contrôle total de la prison controversée de Bagram, surnommée «le Guantanamo afghan», au terme de longues tractations. Quelques heures plus tard, le secrétaire d'Etat américain John Kerry est arrivé à Kaboul pour une visite surprise visant à apaiser les tensions entre les deux pays au moment où ils négocient un partenariat stratégique de long terme. L'accord sur Bagram, située à une cinquantaine de km au nord de la capitale, est une première étape dans le réchauffement des relations américano-afghanes.

La prison était l'objet de discussions bilatérales houleuses, les Etats-Unis craignant que nombre de prisonniers taliban soient libérés une fois la prison passée sous contrôle afghan. Quelque 26 prisonniers ont d'ailleurs été relâchés lundi, a déclaré le général afghan Ghulam Farouq Barakzaï, en charge de Bagram. Les autorités afghanes, de leur côté, ne cessaient de réclamer le contrôle de l'établissement en dénonçant une violation de leur souveraineté nationale. Le transfert, «à présent complet», selon un communiqué de l'armée américaine, représente «une part importante du processus global de transfert de la sécurité aux forces afghanes», a estimé le général américain Joseph Dunford, commandant des forces américaines et de l'Otan en Afghanistan.

La cérémonie de passage de témoin, lundi matin à Bagram, «met en lumière un Afghanistan de plus en plus confiant, capable et souverain», a-t-il poursuivi. Prévu à l'origine le 9 mars, le transfert complet du site avait été reporté à la dernière minute après des déclarations du président Hamid

Karzaï assurant qu'il y avait des «innocents» parmi les prisonniers sous contrôle américain, et que ceux-ci seraient remis en liberté une fois passés sous contrôle afghan. Début septembre, 3000 détenus, notamment des membres présumés des talibans et d'Al Qaïda, avaient été confiés aux autorités afghanes. Mais les détenus étrangers et les Afghans capturés par les forces de l'Otan depuis, lors de raids des forces spéciales, étaient restés sous la garde des soldats américains. Près d'un millier d'entre eux ont été transférés entre septembre et aujourd'hui, a révélé le général Barakzaï. «Le petit nombre restant encore dans les cellules de la coalition sera complètement transféré dans une semaine», a-t-il poursuivi. Certains des détenus constitueraient, s'ils étaient libérés, «de réelles menaces» s'ils retournaient sur le champ de bataille, avait prévenu le général Dunford.

Après onze années de présence en Afghanistan, la force internationale menée par les Etats-Unis se retire progressivement du pays et transfère le contrôle du pays et de ses institutions sécuritaires aux forces afghanes. Malgré plus de 130.000 soldats étrangers au plus fort de son engagement, les troupes internationales, en renfort de plus de 330.000 soldats et policiers afghans, n'ont jamais maté la rébellion menée par les taliban. Les insurgés, bien que moins nombreux, continuent d'infliger de lourdes pertes aux forces étrangères et surtout afghanes.

## Afghanistan: 78% du fret rapatrié, la voie Nord à la traîne, la Sud plus prometteuse

Ligne de Défense, 23.03.2013



Coup d'œil sur l'Afghanistan où le retrait se poursuit:

- plus de 78% du fret, qui n'est ni cédé ni détruit, a quitté le pays,
- la voie Nord n'a toujours pas été inaugurée, même si un premier convoi est en cours de constitution. "In progress", dit-on à Paris avec un brin d'exaspération. La lenteur des procédures (contrôle tâillon, décontamination etc) imposées par les pays concernés par le transit ralentit le mouvement. Un premier avion-cargo de fret français s'est posé à

Shymkent, ville d'où devra partir le premier convoi ferroviaire à destination de la Baltique.

- la voie Sud (via le Pakistan) pourrait être inaugurée plus vite (tant mieux, c'est plus court et moins cher!),

Par ailleurs, le déménagement de Warehouse vers KAIA (aéroport de Kaboul) se poursuit et devrait être terminé la semaine prochaine. Fin de partie donc pour Warehouse... Passage des militaires français restant sous le contrôle US. Régime sec en vue!

## Les derniers véhicules de l'ex-Brigade La Fayette ont quitté l'Afghanistan



Le désengagement des forces françaises d'Afghanistan va bon train. Récemment, un rapport parlementaire indiquait qu'il avait été accompli à plus de 65% et que les opérations étaient en avance par rapport aux prévisions. Et c'est heureux d'ailleurs car avec les décisions de plusieurs pays d'accélérer le retrait de leurs troupes, il y a un risque d'engorgement des voies logistiques dans les mois à venir...

Cela étant, l'Etat-major des armées (EMA) a annoncé que les 4 derniers véhicules utilisés par la brigade La Fayette, alors déployée dans le district de Surobi et la province de Kapisa au moment de la décision du président Hollande de mettre fin à sa mission de combat, ont quitté l'Afghanistan le 24 mars dernier à bord d'un avion gros porteur Antonov 124.

Le chargement de 74 tonnes, effectué en une heure par les militaires du DETIA (Détachement de Transit Interarmées) comprenait 3 Véhicules de l'Avant Blindé (VAB), un Véhicule

Blindé de Combat d'Infanterie (VBCI) ainsi que quelques palettes de fret. "Le retour en France de ces véhicules marque la fin du désengagement des véhicules et plus largement du matériel roulant de la Task Force La Fayette", explique l'EMA.

Pour autant, il reste encore à ramener en France au moins 300 véhicules de transport, dont des Porte-Engins Blindés (PEB), des Véhicules de transport logistique (VTL) ainsi que des camions Scania, TRM 10 000 et Renault GBC 180.

## La France livre déjà des armes à l'opposition syrienne

jeudi, 21 mars 2013 – Info Obs.



Hollande et le chef de l'opposition syrienne, Moaz al-Khatib, le 17 novembre à l'Elysée.

Alors que Paris et Londres tentent de convaincre les Européens de lever en mai leur embargo sur les ventes d'armes aux rebelles syriens, la France passe outre cet interdit depuis plusieurs semaines. La campagne diplomatique franco-britannique vise donc notamment à légaliser une situation de fait.

Selon une source fiable au sein de l'appareil d'Etat français, **François Hollande a décidé mi-décembre de livrer des armes** à l'Armée Syrienne Libre à des groupes sélectionnés par les services de renseignement. Cette décision a été prise en concertation avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis, qui, selon cette source, ont fait le même choix. Elle fait suite à la visite à l'Elysée le 17 novembre du président de la Coalition nationale syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib, que les autorités françaises ont, trois jours auparavant et à la surprise générale, reconnu comme *"le seul représentant du peuple syrien"*.

On se souvient que Nicolas Sarkozy avait procédé de la même façon avec l'opposition libyenne qu'il avait reconnue très vite afin notamment de pouvoir lui fournir des armes. L'informateur du "Nouvel Observateur" assure que, cette fois, Paris ne passe pas par l'intermédiaire du Qatar mais qu'elle gère l'opération elle-même.

**Les premiers envois ont eu lieu, dans la foulée de la décision, début janvier.** "Il s'agit pour l'instant de matériel léger essentiellement des munitions et des fusils d'assaut type Famas", dit cette source. Pour les missiles sol-air portables, que Paris entend fournir avec parcimonie, des militaires français ont commencé la formation de rebelles syriens à leur maniement en Jordanie.

## Centrafrique : 350 soldats français envoyés en renfort

Le Point.fr - Publié le 24/03/2013 à 16:42 - Modifié le 24/03/2013 à 16:49- SOURCE AFP

**Un premier contingent de 200 hommes est arrivé samedi, puis 150 hommes ce dimanche.**



La France a envoyé des troupes en Centrafrique pour assurer la protection des ressortissants français. © Sipa / Sipa

350 soldats français ont été envoyés en renfort à Bangui depuis Libreville au cours du week-end pour assurer la protection des ressortissants français et étrangers présents en Centrafrique, a-t-on appris de source proche du

dossier.

Un premier contingent de 200 hommes est arrivé dès samedi, rejoint dimanche par une compagnie de 150 hommes, portant les effectifs militaires français en [République centrafricaine](#) à près de 600 hommes, a-t-on précisé de même source.

### Les rebelles ont pris Bangui

[Les rebelles centrafricains de la coalition Séléka ont pris dimanche le contrôle de Bangui](#), au terme d'une offensive-éclair lancée pour renverser le président au pouvoir depuis dix ans, [François Bozizé](#), qui a fui la capitale.

### Paris confirme la fuite de Bozizé

La [France](#) - ex-puissance coloniale - a confirmé que le dirigeant centrafricain était parti, sans indiquer sa destination. "Alors que se confirme le départ de Bangui du président Bozizé, j'appelle toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue", a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

## Centrafrique : l'armée française ouvre le feu

Vive tension à Bangui, la capitale centrafricaine, où le pouvoir vient de changer *manu militari*. Des renforts français sont arrivés de Libreville (Gabon) pour soutenir le dispositif Boali, qui sécurise l'aéroport et quelques points sensibles de la ville. 1200 Français résident en Centrafrique.

Dimanche, une tentative d'intrusion armée sur l'aéroport par des pick-up s'est soldée par la destruction de l'un d'entre eux causant la mort de trois ou quatre "hostiles". Lundi matin, des tirs de harcèlement ont été enregistrés puis un nouvel incident grave s'est déroulé à l'aéroport lorsque deux ou trois pick-up, fonçant vers l'aéroport, n'ont pas réagi aux sommations des militaires français. Ceux-ci ont alors ouvert le feu, au Famas et à la Minimi. Dans des circonstances mal éclaircies, ces tirs ont fait 2 morts et une dizaine de blessés. Les deux morts et 6 blessés sont

des Indiens, qui travaillaient à Bangui. Quatre autres blessés sont des policiers de la Fomac (la force africaine), de nationalité tchadienne. Il n'est pas exclu que ses deux véhicules étaient alors poursuivis par des miliciens du Sékéla, le mouvement rebelle qui vient de prendre le pouvoir.

550 militaires français sont actuellement à Bangui, issus pour l'essentiel du 1er RI, 3ème RPIMa et 3ème RIMa.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Mardi 26 Mars 2013 à 18:46

## Et du côté de Bangui..., la France envoie des marsouins pour protéger ses ressortissants (actualisé)

Ligne de Défense, 24.03.2013



Comme on dit, c'est un peu la confusion.

**Les rebelles** affirment avoir pris la capitale centrafricaine mais des tirs étaient encore entendus cet après-midi dans certains quartiers. Combats donc mais plus de Président. François Hollande vient d'ailleurs de prendre "acte du départ du président François Bozize". Va-t-il féliciter Michel Djotodia qui vient d'annoncer qu'il est le nouveau chef de l'Etat de la République

centrafricaine?

**300 militaires français** auraient été acheminés en renfort, portant le nombre de Français à 550. Ils tiennent l'aéroport. L'information a été donnée par des sources diplomatiques puis confirmée (18h15) par l'Elysée. Il s'agit de deux compagnies en provenance du Gabon (8e RPIMa, 3e RIMa. photo ci-dessous EMA) et d'un PC tactique du 6e BIMa. Pas de problème pour l'heure, sauf un "élément non identifié" qui a tiré sur des soldats français qui ont riposté.

On ne sait pas trop ce qu'il advient **des Sud-Africains** (photo ci-dessus) censés donner un coup de main au président Bozizé. Selon Reuters, six auraient été tués. L'EMA sud-africain a confirmé des pertes mais ne donne pas de détails; il a promis un communiqué qui ne vient pas. Il semblerait que le contingent sud-africain soit replié dans sa base, voire encerclé.

**Des pillages** ont eu lieu (qui en aurait douté?). Les organisations humanitaires ont dû assister à la confiscation de leurs stocks et de leurs véhicules par des rebelles.

## Le chef terroriste Abou Zeïd est mort

Actualité, Dimanche, 24 Mars 2013 09:50 Par : Djilali BENYOUB

**Il a été abattu dans l'Adrar des Ifoghas, selon le président Français. C'est grâce aux prélèvements des échantillons ADN que son corps a pu être identifié.**

Le président français, François Hollande, a confirmé hier la mort d'Abou Zeïd, alias Mohamed Ghedir, abattu avec d'autres terroristes dans un raid de l'aviation française, le 25 février dernier,

dans le massif de l'Adrar des Ifoghas.



“Cette disparition de l’un des principaux chefs d’Aqmi marque une étape importante dans la lutte contre le terrorisme au Sahel”, a déclaré la présidence française dans un communiqué repris par l’AFP.

La mort du plus sanguinaire des terroristes d’Aqmi avait été annoncée par le président tchadien, Idriss Deby, le 1er mars dernier. C’est lui-même

qui annonça deux jours plus tard l’élimination de Mokhtar Belmokhtar. Mais cela n’a pas été confirmé alors qu’une photo du cadavre du terroriste prise par un soldat tchadien, diffusée après, a été présentée comme étant pour certains celle d’Abou Zeïd alors pour d’autres, il s’agit de Belmokhtar.

Selon certaines informations, la France a demandé l’aide de l’Algérie qui dispose de l’ADN de ces terroristes recherchés depuis des années, pour l’identification. Le MAE français, Laurent Fabius, avait annoncé que des tests ADN allaient être pratiqués pour confirmer leur mort.

Âgé de 46 ans, ce terroriste natif de Debdeb à la frontière algéro-libyenne, petit contrebandier dans les années 1980, a vite évolué dans les années 1990 en intégrant d’abord le FIS avant de basculer vers le terrorisme au sein du GIA. C’est dans ce groupe terroriste qu’il fera la connaissance d’un certain Saïfi Amari, alias Abderrezak El-Para, chef de la zone 5. Avec El-Para, il rejoint, en 1998, Hassen Hattab qui venait de créer le GSPC, mais il gardera une distance avec lui et une rivalité avec Mokhtar Belmokhtar plus versé dans le business que le djihad. Cela n’exclut pas les alliances conjoncturelles. En 2003, El-Para enlève 32 touristes européens et c’est Belmokhtar qui est chargé des négociations. C’est à cette occasion qu’Abou Zeïd va rencontrer Iyad Ag Ghaly qui deviendra, à la tête d’Ansar Eddine, à partir de 2012 son principal allié au Nord-Mali. Lorsque Saïfi est arrêté, en 2004, il devient le maître de toute la zone et prête allégeance au nouveau chef du GSPC, qui deviendra Aqmi, Droukdel. Il axera ses activités principalement sur les enlèvements d’étrangers.

En 2009, sa phalange Tarek-Ibnu-Ziyed enlève le Britannique Edwin Dyer et réclame la libération d’Abou Qutada, détenu au Royaume-Uni, contre sa libération. L’otage sera exécuté de sang-froid. Avec la même sauvagerie, il passera au couteau l’otage français Michel Germaneau, une année plus tard. En septembre 2010, il prend “possession” des sept travailleurs d’Areva enlevés à Arlit au Niger, grâce à sa connaissance et néanmoins émissaire de Bamako, Iyad Ag Ghaly, il libère trois des sept otages.

Après la chute de Ben Ali et Kadhafi, il aurait, selon des informations, envoyé ses hommes en Tunisie et en Libye. Et depuis la prise du Nord-Mali par les groupes terroristes, il s’était installé à Tombouctou avec son quartier général jusqu’à ce qu’il soit délogé par l’aviation française. Son élimination est un soulagement partout dans le monde mais reste à connaître le sort des otages.

# Le successeur d'Abou Zeid, un combattant aguerri et unificateur

Le Point.fr - Publié le 25/03/2013 à 08:11 - SOURCE AFP

**L'Algérien Djamel Okacha a été impliqué dans le nord du Mali depuis 2004 et a progressivement gagné la confiance des chefs d'Aqmi.**



L'Algérien Djamel Okacha, désigné par al-Qaida pour remplacer Abdelhamid Abou Zeid tué en février au Mali, est un combattant aguerri à la carrière fulgurante qui devrait contribuer à unifier les djihadistes derrière Abdelmalek Droukdel. Âgé de 34 ans, Okacha, alias Yahia Aboul Hammam, est "l'homme de confiance de Droukdel" le chef d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi). Il a été désigné "il y a quelques jours" comme le nouveau chef d'Aqmi pour la région s'étendant de Ghardaïa (centre-

sud de l'Algérie) à l'Azawad (nord du Mali), a déclaré le patron de la chaîne de télévision algérienne Ennahar TV, Mohamed Mokeddem. Il doit encore être confirmé dans ses fonctions par l'ensemble de la direction d'Aqmi, a-t-il précisé. Samedi, le président français François Hollande a confirmé "de manière certaine" la mort de l'Algérien Abdelhamid Abou Zeid, tué par l'armée française dans le massif des Ifoghas dans le nord du Mali. Sa mort avait été annoncée le 1er mars par le président tchadien Idriss Déby, dont les forces combattent notamment les combattants d'Aqmi aux côtés de l'armée française.

Okacha n'est pas passé par l'Afghanistan, comme Mokhtar Belmokhtar, l'un des hommes forts d'Aqmi entré en dissidence en octobre 2012 pour fonder son unité combattante, responsable de la prise d'otages sanglante d'In Amenas de janvier dans le Sud algérien. Belmokhtar, qui aurait aussi été tué au Mali, n'appréciait justement pas le fait qu'Okacha n'ait pas eu "le baptême" de l'Asie centrale, selon une source diplomatique. Impliqué en Algérie, puis dans le nord du Mali depuis 2004, Okacha a gagné progressivement du galon et, depuis 2007, la confiance de Droukdel et Abou Zeid, alors que Belmokhtar la perdait en pleines tensions internes. Okacha "a éclipsé Belmokhtar dans sa mission d'unification des katibas (unités combattantes) sahariennes", a ajouté la source diplomatique. En octobre, alors qu'il dirige une brigade d'Aqmi, il succède comme coordonnateur d'Aqmi pour le Sahel à Nabil Makhoulfi, alias Nabil Aboul Qama, mort dans "un accident" de voiture au Mali.

Pour Mohamed Mokeddem, Okacha "va renforcer Droukdel" et calmer les tensions. Natif de Reghaïa (préfecture d'Alger), il "maîtrise bien la philosophie djihadiste et a des dons de prédicateur" face aux jeunes, dit cet auteur de plusieurs ouvrages de référence. Fort de "bonnes relations" avec les islamistes mauritaniens, Okacha est soupçonné d'implication dans l'assassinat en juin à Nouakchott d'un Américain, Christopher Logest, et dans l'attaque contre l'ambassade de France (deux blessés) en août 2009. Membre du Groupe islamique armé (GIA), il est emprisonné 18 mois en 1995 en Algérie, en pleine décennie noire. Libéré, il rejoint le tout aussi sanguinaire Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC, devenu Aqmi). Actif dans la région kabyle de Tizi Ouzou (nord-est), il est ensuite condamné à mort par contumace. "Sa seule femme, c'est le djihad", selon Mohamed Mokeddem. "Nous reconnaissons tout régime qui accepte la loi de Dieu et sommes prêts à être ses fidèles soldats, déclarait-il en octobre à l'agence mauritanienne ANI. Tout régime opposé à la religion de Dieu et qui cherche à appliquer des lois

(terrestres) et tout ce qui en découle n'est pas acceptable pour nous. Nous considérons que les musulmans doivent s'en débarrasser."

## Mali : Le groupe jihadiste Ansar Dine refait parler de lui

Zone Militaire, 26 mars 2013 – 18:54

Depuis qu'il s'était scindé en deux avec la dissidence d'une partie de ses militants, lesquels ont fondé le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA) alors que les troupes françaises de l'opération Serval s'approchaient de Kidal, son ancien bastion, le groupe jihadiste Ansar Dine n'avait plus trop fait parler de lui, contrairement à ses alliés, comme par exemple le Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest), à l'origine d'attaques ponctuelles dans la région de Gao.

D'ailleurs, des rumeurs contradictoires circulent au sujet de son chef, Iyad Ag Ghaly. Certaines disent qu'il a quitté le Nord-Mali pour le Soudan, d'autres qu'il s'est replié avec al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) sur le plateau de Tigharghart, dans l'Adrar des Ifoghas. Difficile de démêler le vrai du faux.

Cependant, il se pourrait que la deuxième option soit la bonne. Du moins si l'on croit le communiqué diffusé ce 26 mars par Ansar Dine, qui a rompu ainsi un certain silence médiatique tout en se livrant à un exercice de propagande. Ainsi, d'après le texte, Iyad Ag Ghaly serait toujours à la tête de ce qu'il reste de ce groupe jihadiste touareg et mènerait "les combats" contre les armées françaises et africaines.

"Nous rassurons nos parents au Mali, particulièrement dans l'Azawad. Leurs fils au sein d'Ansar Dine sont dans une bonne situation, résistent par la grâce d'Allah et continuent de mener les combats sous la direction d'Iyad Ag Ghaly qui se porte bien", affirme le mouvement dans ce communiqué publié par le site mauritanien Sahara Médias.

En outre, Ansar Dine se livre à un exercice de propagande en se vantant d'avoir fait "subir à l'armée française et aux mercenaires tchadiens des moments difficiles", notamment lors de combats ayant eu lieu les "19 et 22 février", période au cours de laquelle un sous-officier du 2e Régiment Etranger de Parachutistes (REP) a en effet perdu la vie, de même que 26 soldats tchadiens.

Et d'ajouter que "les chiffres imaginaires avancés par les Français comme bilan des morts parmi nos combattants sont totalement faux et visent uniquement à rehausser le moral très bas de leurs troupes."

Sauf que, depuis, l'un des plus importants chef d'AQMI, Abou Zeid, est passé de vie à trépas et que la principale vallée de l'Adrar des Ifoghas a été conquise par ces mêmes forces françaises et tchadiennes, lesquelles se concentrent désormais sur l'Est du massif pour continuer leurs opérations de fouilles. Ce serait plutôt dans les rangs jihadistes que le moral n'est pas au beau fixe...

## Au Mali, affrontements à Gao avec des combattants du Mujao

Le Monde.fr avec AFP | 24.03.2013 à 11h57 • Mis à jour le 24.03.2013 à 13h23



Des tirs nourris étaient entendus dimanche matin à Gao, grande ville du nord du [Mali](#), rapportent des témoins, l'[armée](#) malienne expliquant [effectuer](#) un "ratissage" après un "incident" survenu dans la nuit et revendiqué par le groupe islamiste [armé](#) Mujao.

Un peu plus tôt, la même source avait indiqué : "dans la nuit de samedi à dimanche, des

individus ont effectué trois tirs de fusils AK-47 en direction d'un camp militaire malien à Gao". "Nos hommes ont riposté énergiquement. Pour nous, c'est très minime. On ne peut même pas [parler](#) d'attaque", a-t-elle assuré.

Une source militaire africaine contactée sur place a confirmé des tirs "d'origine incertaine" entendus dans la nuit vers un camp à la sortie sud de la ville.

De son côté, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en [Afrique](#) de l'Ouest (Mujao) a revendiqué l'opération. "Samedi à minuit [1 heure à Paris], neuf moudjahidines sont arrivés à Gao. Ils ont attaqué un camp de l'armée malienne. Les moudjahidines vont [continuer](#) jusqu'à la victoire finale", a asséné [Oumar Wahab](#), membre de l'ex-direction du Mujao à Gao à l'époque où ce mouvement contrôlait la ville.

"D'après nos contacts, il semble bien qu'on assiste aujourd'hui à une nouvelle infiltration de quelques djihadistes à Gao", a confirmé de son côté une source dans les milieux humanitaires.

## 700 combattants du Polisario au Nord-Mali

Africk.com, [lundi 25 mars 2013](#) / [par Fouâd Harit](#)

**Le Polisario serait actif dans les rangs des islamistes dans la guerre au Mali.**



Archive AP Photo / Jerome Delay

Ils seraient plus de 700 combattants du Polisario à s'être rendus au Mali. Selon des rapports de chancelleries occidentales accréditées au Mali, ces membres du Polisario auraient rejoint individuellement ou par groupe les djihadistes algériens au nord du Mali, rapporte le site d'information mauritanien *Al Akhbar*. Le salaire de ces combattants s'élèverait entre 200 et 600 euros.

D'après des officiels diplomatiques cités par le média en ligne, le gouvernement algérien œuvre en faveur de l'instabilité au Sahel. Son but serait d'influencer les pays maghrébins et freiner les activités militaires et de renseignements de la France et des Etats-Unis au Sahel.

Les auteurs des rapports affirment que l'Algérie coopère avec d'autres pays tels que la Syrie, l'Iran ou la Corée du Nord pour mener à bien cette mission. Ils ajoutent que le Polisario est un instrument utilisé par l'Algérie pour occuper la zone sahélo-saharienne.

L'Algérie s'était fortement prononcée [contre une intervention militaire au Mali](#), préférant privilégier les négociations.

### Tiémán Coulibaly en est convaincu

Ces accusations portées par ces chancelleries viennent confirmer les dires du ministre malien des Affaires étrangères qui en février dernier affirmait que le Polisario envoyait des hommes combattre au Mali. « Ils n'étaient que 500 djihadistes au départ. Aujourd'hui, ils sont entre 5.500 et 7.000 hommes. Ces groupes djihadistes ont été rejoints par des jeunes sans perspectives y compris par des jeunes sahraouis des camps », avait-il déclaré lors d'un entretien accordé à *Atlasinfo*, tout en faisant allusion notamment au camp de Tindouf sous le contrôle du Polisario au sud de l'Algérie.

L'Algérie avait pourtant « [autorisé sans limite le survol de son territoire aux avions français](#) » pour se rendre au Mali, selon le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius. Bien qu'en réalité [les rafales français ont survolé le Maroc et non l'Algérie](#).

Que le Polisario soit actif au Nord-Mali, même Habib Ould Youssouf, Nigérien et leader du Mujao, l'a confirmé en louant le grand soutien qu'il reçoit du Polisario. En donnant son aval à Paris de survoler son espace aérien, Alger s'était officiellement engagé dans le conflit. Pour autant, est-il, en parallèle, réellement complice du Polisario dans l'envoi d'hommes au Nord-Mali ?

## Ansar Dine affirme résister aux soldats français dans le nord du Mali

Libération, 26 mars 2013 à 12:58 - Par **AFP**

Les combattants du groupe ont trouvé refuge dans le massif des Ifoghas où les militaires français et de la force africaine les poursuivent.

L'un des trois groupes islamistes armés qui ont occupé le nord du Mali en 2012, Ansar Dine (Défenseurs de l'islam), a affirmé mardi dans un communiqué qu'il continuait à y mener «les combats» contre les armées française et africaines avec à sa tête son chef, Iyad Ag Ghaly.

«Nous rassurons nos parents au Mali, particulièrement dans l'Azawad (nord du Mali). Leurs fils au sein d'Ansar Dine sont dans une bonne situation, résistent par la grâce d'Allah et continuent de mener les combats sous la direction d'Iyad Ag Ghaly qui se porte bien», affirme le mouvement dans un communiqué publié par le site mauritanien d'information en ligne Sahara Médias.

«Nos combattants ont fait subir à l'armée française et aux mercenaires tchadiens des moments difficiles», notamment dans des combats qui se sont déroulés «les 19 et 22 février» dans le massif des Ifoghas (nord-est du Mali) «en dépit de l'encerclement qui nous est imposé» par ces armées, affirme le groupe. Ansar Dine affirme que «les chiffres imaginaires avancés par les Français comme bilan des morts parmi nos combattants sont totalement faux et visent uniquement à rehausser le moral très bas de leurs troupes».

«La vérité - que la presse dissimule encore - est que les militaires français et, avec eux, les mercenaires tchadiens continuent de subir toutes sortes de châtiments de la part des jeunes (affiliés au mouvement) qui sont pourchassés sur terre et depuis les airs», soutient le groupe. Ansar Dine était avec Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un des trois groupes islamistes armés qui ont

occupé les principales villes du nord du Mali - Gao, Tombouctou et Kidal - d'avril 2012 à la mi-janvier 2013.

Ils y ont commis, au nom de leur interprétation rigoriste de la charia (loi islamique), de nombreuses exactions avant d'en être en grande partie chassés par l'intervention armée française entamée le 11 janvier avec d'autres armées africaines, dont celle du Tchad, en appui à l'armée malienne. Une grande partie des jihadistes se sont réfugiés avec leur armement dans les Ifoghas où ils sont traqués par les soldats français et tchadiens.

Des informations non confirmées ont fait état de la fuite à l'étranger d'Iyad Ag Ghaly, un ancien rebelle touareg des années 1990 au Mali, originaire des Ifoghas, qui, devenu islamiste après avoir servi le pouvoir à Bamako, a créé Ansar Dine début 2012.

## L'Onu au Mali: 11 200 casques bleus et une force antiterroriste "parallèle"

Ligne de Défense, 27.03.2013



Les Nations unies ont précisé dans un rapport diffusé mardi leur projet pour le Mali.

**Première option.** L'Onu déploierait au Mali une mission forte de 11 200 hommes au maximum, englobant la Misma et avec des renforts mauritaniens, ougandais (les Sud-Africains risquent de revoir leur offre après leurs déboires centrafricains).

Cette force dont le mandat n'est pas arrêté (probablement sous chapitre VII)

serait accompagnée d'une "force parallèle" pour combattre les extrémistes islamistes: "Etant donné le niveau et la nature de la menace résiduelle, il y aura absolument besoin d'une force parallèle opérant au Mali (et potentiellement dans la sous-région) aux côtés de la mission de l'Onu afin de mener des opérations importantes de combat et de contre-terrorisme", explique le rapport du secrétaire général Ban Ki-moon.

"Parallèle"? Française, certainement, dans l'esprit onusien qui ne croit guère en l'implication d'une autre nation de premier rang capable de conduire des opérations antiterroristes et dont la présence "sera nécessaire pour un certain temps". La France aura-t-elle la volonté et surtout les moyens d'une telle présence? Surtout si ces opérations s'avèrent "importantes"!

**L'autre option** consiste à "renforcer la mission politique" de l'Onu au Mali tout en laissant à la Misma, la force panafricaine, le soin d'assurer la sécurité. La Misma serait assistée par "des efforts militaires bilatéraux, en soutien aux forces maliennes". Elle aurait alors un rôle "offensif et de stabilisation centré sur les groupes extrémistes armés".

Le rapport précise toutefois que "de nombreux risques subsisteront", citant "les attaques terroristes, la prolifération des armes, le trafic de drogue et d'autres activités criminelles". "Il faudra examiner soigneusement les risques" pour les Casques bleus, prévient le rapport, sans oser dire qu'il faudra faire assurer la protection des soldats onusiens...

# La mission de formation de l'Union Européenne au Mali monte en puissance

45em Nord, Posté par [Nicolas Laffont](#) le 24/03/2013 à 4:00



Belges, allemands et Hongrois arrivent au Mali (Photo: EUTM Mali)

**Devant débutée officiellement le 2 avril, la mission de formation vient de faire un ajout à sa panoplie: un site web ([www.eutmmali.eu](http://www.eutmmali.eu)).**

Sur le site, on y apprend par exemple que l'hôpital de campagne de rôle 2 est en place, que le 20 mars les premiers formateurs du 2e RIMa sont arrivés en compagnie de Belges, Allemands, Luxembourgeois, Autrichiens et

Hongroises, etc.

## Arrivée des premiers formateurs au Mali

Les premiers instructeurs d'EUTM Mali sont ainsi arrivés au Mali le 20 mars vers 23h00. Ces formateurs sont de nationalité française et sont au nombre de 34 accompagnés d'un Luxembourgeois.

Ce voyage a été, pour eux, un périple au long court. En effet, parti de la ville du Mans dans l'ouest de la France, où est stationné leur régiment, ils ont tout d'abord rejoint l'aéroport de Paris où ils ont embarqués dans un avion militaire français. Ils sont alors partis vers Cologne en Allemagne. Là, 18 membres des équipages belges des deux hélicoptères d'évacuation sanitaire ont embarqué en compagnie de 43 personnes du rôle 2 allemand. Parmi eux se trouvaient 34 allemands, six Autrichiens et trois Hongroises. Ce sont des médecins, des infirmières et des techniciens paramédicaux.

Après une nuit à Bamako, les instructeurs et le corps médical ont pris la route vers Koulikoro dès le 21 mars. Les personnels belges qui assureront l'évacuation sanitaire par voie aérienne restent dans la capitale, car les hélicoptères sont basés sur l'aéroport de Bamako.

## Mali : La mission de l'Union européenne prête à former le premier bataillon de l'armée malienne

Zone Militaire, 28 mars 2013 – 15:36

“C'est un tour de force pour une opération multinationale” a estimé son commandant, le général français François Lecointre, le 27 mars. Alors que les combats visant à chasser les groupes terroristes du Nord-Mali ne sont pas encore terminés et que ses premiers instructeurs ne sont arrivés sur place qu'il y a un mois et demi, la Mission européenne de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali) sera prête à former un premier bataillon de l'armée malienne dès le 2 avril prochain, comme prévu, même s'il manque encore à l'appel une section espagnole.

Au total, cette mission comptera 550 personnels, issus de 23 pays de l'Union européenne. Outre la France, qui en est la nation cadre, les principaux contributeurs sont l'Allemagne, l'Espagne, la République tchèque et le Royaume-Uni. Elle est dotée d'un budget de 12,3 millions pour financer les frais généraux pendant un mandat initial de 13 mois éventuellement renouvelable, le déploiement des militaires étant à la charge de leur nation d'origine.

Le quartier général de l'EUTM est situé à Bamako, ce qui lui permet d'apporter une expertise dans le cadre de la réorganisation de l'armée malienne. La formation des soldats de cette dernière se déroulera à Koulikoro, à une soixantaine de kilomètres de là.

Quant à la sécurité des instructeurs, elle sera assurée par une force de protection dont la mission sera de veiller sur les infrastructures de l'EUTM Mali, les séances de formation à l'extérieur et les déplacements entre Bamako et Koulikoro.

Et manifestement, il y aura du travail. Sans surprise, un premier rapport de l'EUTM Mali a en effet décrit une armée malienne "destructurée", "incapable de se projeter dans l'avenir" et qui "souffre de lacunes en terme d'équipements."

"Au Mali, tout le monde est conscient de ces faiblesses" et "l'armée est prête à se réformer avec l'aide de l'UE", a affirmé le général Lecointre. "Cela crée des attentes fortes, auxquels les Européens devront répondre", a-t-il estimé.

Par ailleurs, afin d'informer le grand public sur ses activités, l'EUTM Mali dispose [d'un site Internet](#) rédigé, pour le moment, essentiellement en français.

## Les pertes de la brigade Serval: 4 tués et 199 blessés au 20 mars

Ligne de Défense, 28.03.2013



La brigade Serval, ce sont 3 400 hommes qui se battent au Mali depuis la mi-janvier. Quatre soldats de cette brigade ont perdu la vie au combat (le 5e tué français, un pilote des FS, appartenait au dispositif Sabre).

Comme lors de la campagne afghane, les informations sur les blessés sont toujours données avec parcimonie et retenue.

Pendant la visite du CEMAT, un point de situation a été fait. Il montre que 199 soldats français ont été blessés:

- 62 au combat,
- 111 en-dehors des actions de combat,
- 26 ont été victimes de troubles d'ordre psychologique (22 rapatriés).

97 d'entre eux ont été rapatriés en France, 70 ont rejoint leur unité et 32 étaient alors en attente de soins.

Le GTIA4 (1er RCP, 2e REP) a enregistré 78 blessés dans ses rangs et le GTIA3 (2e RiMa, RICM, 126e RI) 42; au total ce sont 120 hommes qui ont été blessés dans le nord-est.

## Mali : le récit d'une bataille entre Français et djihadistes



Rassemblement de troupes françaises, vendredi au sud de Tessalit, pour la visite du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Bertrand Ract-Madoux. *Crédits photo : STRINGER/REUTERS*

REPORTAGE - Le 1er mars, à Imènas, près de Gao, une section franco-malienne s'est retrouvée prise dans des combats très violents, à la lisière d'une forêt où se cachaient des

### **Envoyé spécial à Gao**

En ce lundi matin, Gao se méfie encore. La veille, une poignée de djihadistes, entre quatre et six hommes bien armés, se sont infiltrés dans la cité du Nord-Est malien. Il aura fallu plus de quatre heures et un mort à l'armée malienne pour réduire cette petite bande de combattants suicidaires qui fuyait de maison en maison, mitraillant tout sur son passage. Le Mujao (Mouvement unicité et jihad en Afrique de l'Ouest), le groupe islamiste qui occupait Gao jusqu'à l'intervention française, signalait là sa troisième incursion urbaine.

Alors que, dans le grand nord, dans l'adras des lforas, [Aqmi](#) a mis un genou à terre [sous les coups des troupes françaises](#), Gao et sa région deviennent la priorité sécuritaire des officiers. La zone, où stationne un millier d'hommes, est renforcée. «La stratégie du Mujao est différente de celle d'Aqmi. Al-Qaida avait choisi, au moins au début, une confrontation frontale avec nous. Le Mujao lui a opté pour une guerre asymétrique, une guerre de harcèlement et de guérilla», souligne le général Bernard Barrera, le chef des opérations au [Mali](#).

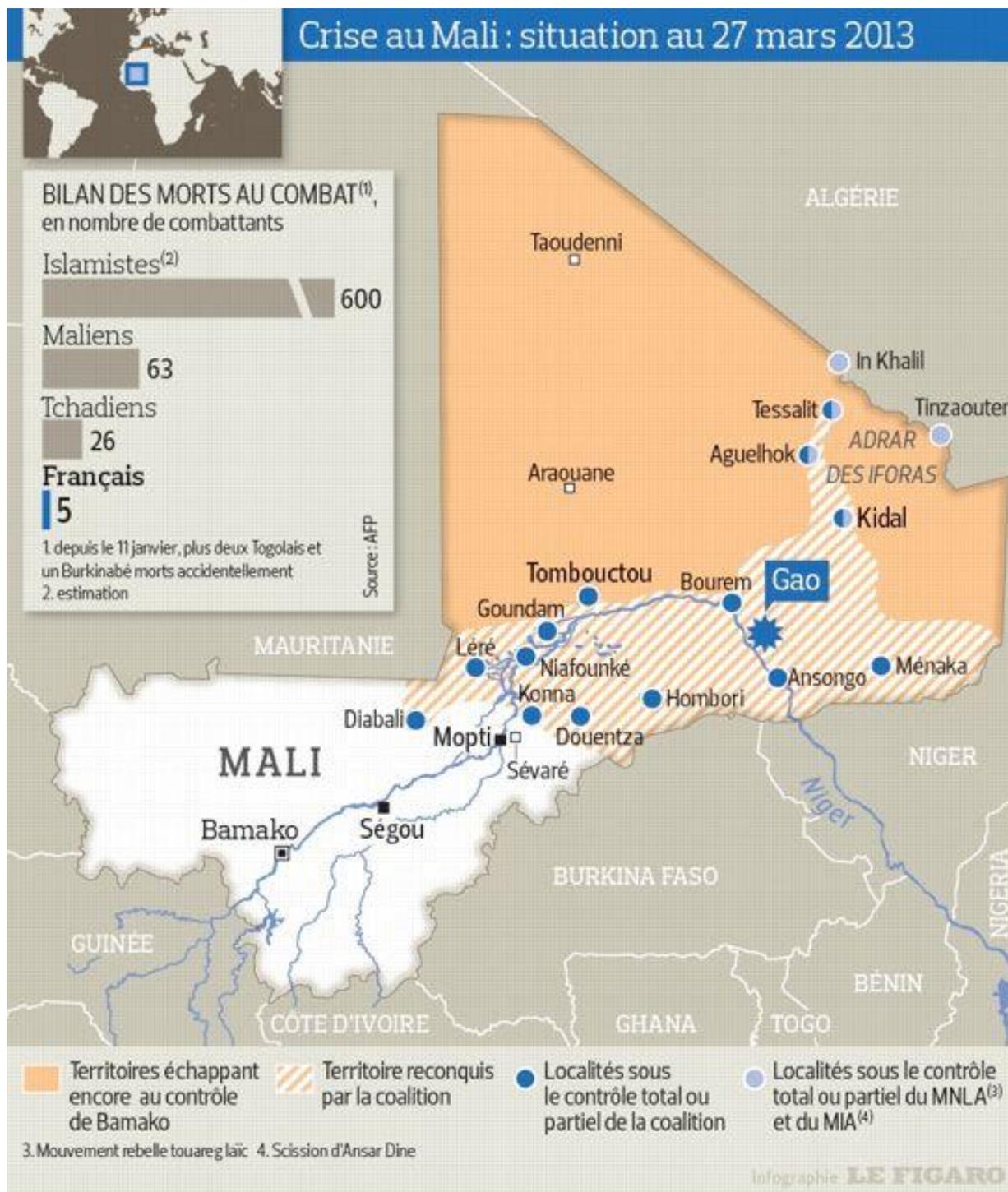
À Gao et dans les villages des alentours, profitant des cachettes offertes par les arbres de cette brousse sèche, le [Mujao](#) n'a jamais vraiment lâché prise. [Depuis la fin février, les accrochages s'y multiplient](#), presque quotidiens, autour de Bourem, Djebok ou Gao. Chaque fois l'histoire est la même: un groupe de quelques djihadistes est débusqué puis «traité».

Mais rien jusqu'alors n'avait vraiment préparé les militaires français à la bataille Imènas. «C'était un scénario qui avait été planifié», reprend le colonel Bruno Bert. Le 1er mars, à la tête d'une colonne de 200 hommes et de 16 blindés du 92e régiment d'infanterie (RI) de Clermont-Ferrand, appuyés par autant de soldats maliens, l'officier s'approche d'Imènas à l'aube. Trois jours que la troupe ratisse la région, dans un calme relatif. Imènas est le dernier objectif. Ce gros village, signalé par les renseignements comme un possible site de transit de l'ennemi, doit être fouillé. Quelques djihadistes, surpris, tentent une vague résistance, puis préfèrent fuir. Le plan est mis en place: le capitaine Jean-Baptiste place ses véhicules pour assiéger la bourgade et l'armée malienne entreprend de visiter les maisons. Imènas se révèle sans grand intérêt. «La population était très calme, tout se passait bien», souligne le capitaine.

### **« On les voyait dans les yeux. » par Le capitaine Jean-Baptiste**

Avant le départ, les militaires se décident néanmoins à vérifier les alentours, une forêt touffue, d'aspect innocent sous la chaleur. La section envoyée pour cette mission n'atteindra pas le sous-bois. «Ils ont tout de suite été pris sous un feu extrêmement intense et violent», rapporte le colonel Bert. Des dizaines de Gad («Groupe armé djihadiste» dans le jargon français) se ruent hors du couvert, kalachnikov en mains. Plusieurs roquettes RPG7 frôlent les blindés. Pris de court, les

Français manœuvrent à la hâte. Le QG mobile, un transport de troupes blindé, est presque submergé par l'ennemi. Pour se dégager, la mitrailleuse 25 mm crache sur l'ennemi à moins de 20 mètres. Les fantassins prennent position comme ils le peuvent, vidant leurs chargeurs. Même les officiers doivent prendre leurs pistolets et tirer. «C'était très dur», commente le capitaine. «On les voyait dans les yeux.»



La colonne française finit par se réorganiser, et prendre deux petites hauteurs qui surplombent ce qui est devenu un champ de bataille. «Il nous fallait garder l'initiative pour ne pas subir», explique le jeune officier. Des hélicoptères sont dépêchés sur place, pour pilonner les arrières du Mujao et le priver de tout espoir d'obtenir des renforts ou de se réapprovisionner. Le combat durera toute la journée. Par deux fois au moins, les djihadistes relanceront des assauts insensés. Les vagues s'approchent parfois à moins de dix mètres des fantassins français, qui encore et encore ouvrent un feu nourri.

## Caches d'armes dans la forêt

À ces souvenirs, le regard des soldats, les plus jeunes d'abord, se perd un peu. «Ils étaient juste là. Les têtes éclataient comme des melons», décrit l'un. Ce combat de près, qui n'a rien de virtuel, va laisser des traces. Les Maliens, moins armés moins protégés que leurs homologues français, sont eux aussi violemment engagés. «On tirait, on tirait et ils revenaient encore. J'avais pris 100 balles et j'ai tout utilisé», se rappelle le soldat Ousman, qui n'en revient pas. L'ennemi espérait profiter de la relative faiblesse malienne pour briser l'offensive. «Les djihadistes n'étaient pas du tout désorganisés. Ce n'était pas du suicide. Ils bougeaient. Ils ont tenté à plusieurs reprises de nous contourner tant par la droite que par la gauche. Ils ont combattu», analyse le colonel Bert.

### « Les têtes éclataient comme des melons »

Ce n'est que le soir tombant que la fusillade cesse. Le bilan côté franco-malien est vierge. «Un vrai miracle. Le fruit de l'entraînement sans doute», assure un deuxième classe. Toute la nuit, le 92e RI veille. Aux premières lueurs, les forces coalisées lancent l'attaque. Cette fois, le bois tombe sans mal. Profitant de l'obscurité, les djihadistes ont fui. Sous les arbres les Français retrouvent 51 corps abandonnés. Seuls les blessés ont été emmenés par les islamistes.

Combien étaient-ils au plus fort de cette bataille? «Vraisemblablement pas moins d'une centaine», estime le colonel Bert. Au moins le double, selon un responsable des renseignements. Le mystère des effectifs restera entier. La visite, serrée et tendue, des taillis d'Imènas lèvera en revanche celui de la motivation des djihadistes. Sous des bâches et branchages, dans des trous, on découvre des dizaines de caches d'armes de tous calibres. Des postes de combats bien préparés sont aussi mis au jour. Un arsenal qui n'étonne pas les officiers français.

## Fondus dans la population

«C'est leur stratégie. Ils cachent leurs armes et vont les chercher quand ils veulent», rappelle le colonel Bert. Entre-temps, les islamistes se fondent dans la population, se muant en bergers ou en artisans. Comme en Afghanistan, l'ennemi peut donc être partout, n'ayant besoin que de quelques heures pour surgir ou se cacher à nouveau. Chaque village peut être un jour un Imènas. Et difficile de savoir si, dans cette guérilla des plus classique, les civils sont les otages ou les complices du Mujao.

«L'une des grandes différences entre la région de Gao et le reste du Mali, c'est qu'ici les islamistes ont réussi à convaincre une partie des habitants du bien-fondé de leur thèse. Cela fait au moins une dizaine d'années que les salafistes se sont implantés avec succès», explique l'un des rares humanitaires à être resté en ville au cours des derniers mois. Paris n'ignore rien de cette imprégnation. Les morts retrouvés sur le champ de bataille étaient tous de jeunes Noirs. Des gamins perdus recrutés sur place et qui forment aujourd'hui l'ossature du Mujao. Alors, même si après le choc d'Imènas le Mujao s'est fait nettement plus discret, les militaires se gardent bien de crier victoire.

## Coups de pompes à répétitions au Mali

Ligne de Défense, 29.03.2013

J'ignore si l'anecdote est authentique mais un confrère m'a raconté qu'un soldat français a récupéré deux paires de *rangers* abandonnées par un combattant islamiste en fuite pour remplacer ses propres *rangers* détruites par la caillasse des Ifoghas.



Ce qui est véridique, c'est le constat déjà fait par l'état-major de la brigade: la qualité des rangers et des treillis laisse dramatiquement à désirer.

Le pire, visiblement, ce sont les *rangers* dont les semelles se décollent et les coutures cèdent. [Dixit RFI par exemple](#): "Les

chaussures rangers attachées avec de la ficelle, un soldat raconte : « C'est pourtant solide. Nos chaussures résistaient en Afghanistan mais ici...ça ne tient pas. On a jamais vu ça ». [Ou Le Monde](#): "Au "potager" cultivé par les djihadistes dans leur base et où a été réunie une partie des prises, des rangers sont alignés par pointures. Discrètement, des soldats sont venus se servir, chaussés par AQMI (qui avait pillé ces chaussures dans les stocks de l'armée malienne) pour éviter d'être contraints à marcher pieds nus dans les rochers."

Les rafistolages de fortune ont été constatés par les journalistes qui ont suivi les troupes des GTIA3 et 4. La variété des chaussures aux pieds de nos soldats témoigne aussi de l'usure et de la rusticité ambiante: chaussures de marche, chaussures de sports, brodequins etc.

**Il a même fallu organiser une collecte à Bamako et demander aux troupes stationnées dans la capitale de donner leurs rangers pour les pauvres "va nus pieds" des Ifoghas!**

## 7 – Défense de par le Monde

# Corée du Nord : Washington déploie ses "redoutables" bombardiers B-2

Le Point.fr - Publié le 28/03/2013 à 14:56

**Chuck Hagel, secrétaire américain à la Défense, a réaffirmé mercredi "l'engagement inébranlable des États-Unis dans la défense de la Corée du Sud".**



Un bombardier B-2. © TIM SLOAN / AFP

Deux bombardiers furtifs B-2, pièces essentielles de la dissuasion nucléaire américaine, ont effectué une mission d'entraînement jeudi au-dessus de la [Corée du Sud](#), en pleine inflation verbale avec le régime nord-coréen qui ne devrait pas rester sans

réagir. Selon un communiqué du commandement des forces américaines en Corée du Sud, les deux bombardiers B-2 Spirit partis de la base aérienne Whiteman, dans le Missouri (centre), ont largué des munitions factices sur des cibles sur le territoire sud-coréen. Ce vol, qui s'inscrit dans le cadre de vastes exercices conjoints organisés chaque année entre les forces américaines et sud-coréennes, "démontre la capacité des [États-Unis](#) à réaliser sans délai et sans restriction des frappes de précision à longue distance", affirme le commandement.

L'annonce devrait provoquer une vive réaction de Pyongyang, qui avait déjà menacé ce mois-ci de [frapper le territoire américain ou ses îles de Guam et d'Hawaï](#), en riposte aux vols d'entraînement de B-52 au-dessus de la Corée du Sud. Le B-2, utilisé pour la première fois en Serbie (1999), puis en [Afghanistan](#) et en Libye (2011) notamment, "est un élément important de la capacité de dissuasion (...) des États-Unis dans la région Asie-Pacifique", précise le communiqué. Un avertissement sans frais à la Corée du Nord qui ne digère pas l'adoption de nouvelles sanctions par l'ONU après son essai nucléaire du 12 février, précédé par le tir en décembre d'une fusée considérée par Washington comme un essai de missile balistique. Pyongyang dénonce les provocations américaines et sud-coréennes et se dit prêt à y répondre au risque de déclencher "une guerre thermonucléaire" dans la péninsule coréenne.

### **Le B-2 : une arme redoutable**

Avec 11 000 km d'autonomie, le B-2 est une arme redoutable conçue pour des missions spéciales de bombardement stratégique à haute altitude (jusqu'à 15 000 m) derrière les lignes adverses. Réputé indétectable, volant autour de la vitesse du son, il peut emporter jusqu'à 18 tonnes d'armement conventionnel ou nucléaire, dont 16 bombes de 900 kilos guidées par satellite ou huit terribles GBU-37 antibunker. Le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, a réaffirmé mercredi "l'engagement inébranlable des États-Unis dans la défense de la Corée du Sud" face aux menaces nord-coréennes dans un entretien téléphonique avec son homologue sud-coréen.

Les deux hommes ont notamment évoqué la signature la semaine passée d'un nouveau pacte militaire entre les deux alliés. Cet accord prévoit une réponse conjointe en cas de provocation même mineure de la part de la Corée du Nord, telle qu'une incursion "limitée" des troupes du Nord vers le Sud. Des experts en Corée du Sud estiment que Pyongyang arrive au bout de ses menaces sans provoquer l'effet escompté, à savoir obtenir de la communauté internationale qu'elle retourne à la table des négociations selon ses propres modalités.

Les Nord-Coréens "placent toujours plus haut la barre de la rhétorique, mais la communauté internationale ne réagit pas comme ils l'espéraient", avance Cho Han-Bum, analyste à l'Institut coréen pour l'unification nationale. L'acrimonie nord-coréenne s'explique également, selon eux, par l'arrivée au pouvoir à Pyongyang du jeune Kim Jong-un en 2011, qui l'oblige à asseoir son autorité sur l'armée, et par l'élection à la présidence sud-coréenne de la dirigeante du parti conservateur, toujours très hostile au régime communiste depuis la guerre de Corée (1950-1953)

## **Une étude remet en cause l'utilité des porte-avions de l'US Navy**

Swiss Info, 26. mars 2013 - 06:10

Vulnérables, peu adaptés aux conflits actuels et trop chers: les onze porte-avions géants américains voient leur utilité pour l'US Navy remise en cause en raison des contraintes budgétaires du pays. Ils sont un symbole de la puissance des États-Unis depuis plus de 50 ans.

Un officier de marine, Henry Hendrix, livre un violent réquisitoire contre les porte-avions dans une étude du Center for New American Security (CNAS), un groupe de réflexion de Washington.

Le géant des mers "devient un outil de combat de plus en plus onéreux, n'est peut-être plus en mesure de s'approcher assez de sa cible pour agir efficacement ou de survivre à l'ère de

l'imagerie satellite et des missiles de précision de longue portée", selon lui.

## USS Gerald-Ford

La loi américaine prévoit que la Marine dispose de onze porte-avions. Dix sont opérationnels depuis le retrait du service de l'USS Enterprise dans l'attente de son remplaçant prévu en 2017, l'USS Gerald-Ford, premier d'une nouvelle classe de navires.

Or le coût de la construction du Ford est prohibitif: 13,6 milliards de dollars (12,8 milliards de francs). S'y ajoutent 4,7 milliards de dollars (4,4 milliards de francs) de dépenses en recherche et développement pour la classe Ford qui comptera à terme trois navires.

## Retour sur investissement

Un porte-avions, c'est aussi cinq navires de surface et un sous-marin nucléaire d'attaque qui l'escortent et près de 80 avions et hélicoptères, totalisant environ 6700 marins. Le coût d'utilisation quotidien d'une telle armada est "d'environ 6,5 millions de dollars" (6,1 millions de francs), rappelle Henry Hendrix.

Le vice-amiral Pete Daly, directeur de l'US Naval Institute, rejette en bloc les conclusions de l'étude du CNAS. Le coût d'un porte-avions est par ailleurs à relativiser. Avec les porte-avions, selon lui, "on a une force qui peut aller à un endroit, effectuer sa mission et partir rapidement ou rester aussi longtemps que nécessaire".

## Les derniers M-113 de l'US Army vont tirer leur révérence. A partir de 2018!

Ligne de Défense, 23.03.2013



Le Tank-Automotive Command (TACOM) a diffusé vendredi un [pré-appel d'offres](#) (draft RFP) pour le remplacement des M-113 ([en service depuis 53 ans](#)) par un "Armored Multi-Purpose Vehicle" (on lira le texte du draft RFP [ici](#)). La première phase de ce projet prévoit une commande de 29 prototypes sous 4 ans (d'ici à 2017) puis une première tranche de 289 véhicules (2018-2020). Coût prévu: 1,5 milliard de dollars.

La deuxième tranche, d'un montant de 4,7 milliards, concernera 2 618 autres exemplaires de l'AMPV. Soit 522 exemplaires pour le transport de matériels, 386 pour le transport de mortiers, 933 véhicules radio, 790 ambulances et 216 mini-cliniques mobiles.

Parmi les projets annoncés, des modèles du Stryker et du Bradley

# La Corée du Nord menace de frapper les États-Unis

Le Point.fr - Publié le 26/03/2013 à 08:24 - Modifié le 26/03/2013 à 21:02 - SOURCE AFP

**Pyongyang a placé son armée en ordre de combat mardi et demandé à ses unités spéciales "stratégiques" de se tenir prêtes à attaquer.**



Une parade militaire nord-coréenne, en avril 2012. © Ng Han Guan / Sipa

La Corée du Nord a placé mardi son armée en ordre de combat et demandé à ses unités spéciales "stratégiques" de se préparer à d'éventuelles frappes contre les États-Unis.

Cette nouvelle menace est prise "très au sérieux" par Washington, "prêt à répondre à toute éventualité".

"Le commandement de l'armée du peuple coréen déclare que toutes les troupes d'artillerie, y compris les unités stratégiques de missiles et les unités d'artillerie à longue portée, doivent être placées en alerte, prêtes au combat", selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA. Ces unités doivent se tenir prêtes à attaquer "toutes les bases militaires américaines dans la région Asie-Pacifique, y compris sur le continent nord-américain, Hawaï et Guam", ainsi qu'en Corée du Sud, a ajouté le commandement nord-coréen dans un communiqué transmis par KCNA.

## **Le Américains préoccupés**

"Nous sommes préoccupés par toute menace brandie par les Nord-Coréens. Nous prenons très au sérieux tout ce qu'ils disent et font", a réagi à Washington le porte-parole du Pentagone, George Little, pour qui les menaces continues de Pyongyang "n'aident personne". Washington est prêt à défendre son territoire et la Corée du Sud, a-t-il ajouté. Pour la Maison-Blanche, "la rhétorique belliqueuse et les menaces de la Corée du Nord suivent un modèle destiné à accroître les tensions et à intimider les autres".

Cette nouvelle bravade "s'inscrit dans ce modèle, et nous y répondons de la manière dont nous l'avons toujours fait", a affirmé son porte-parole, Jay Carney. Malgré le tir réussi d'une fusée le 12 décembre dernier - assimilé par Séoul et ses alliés à un missile balistique -, les experts jugent que Pyongyang est loin de maîtriser la technique requise pour lancer un missile intercontinental, capable de frapper les États-Unis.

Hawaï et Guam sont également considérés comme hors de portée des missiles de moyenne portée développés par la Corée du Nord, qui pourraient en revanche atteindre les bases américaines au Japon et en Corée du Sud. Mais, face à la perspective d'une menace future bien réelle, le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, avait annoncé le 15 mars le renforcement de la défense antimissile américaine, par le déploiement d'ici 2017 de 14 intercepteurs supplémentaires en Alaska, en sus des 30 missiles déjà installés sur le territoire des États-Unis. Le porte-parole du Pentagone a admis mardi que cette décision répondait "dans une large mesure aux menaces nord-coréennes croissantes et au développement de leurs programmes balistiques".

## **Test nucléaire le 12 février**

La semaine dernière, Pyongyang avait par ailleurs déjà menacé de s'en prendre aux bases américaines au Japon et à Guam, en riposte aux vols de bombardiers B-52 au-dessus de la Corée du Sud. Cela n'a pas empêché l'armée américaine de les poursuivre, puisqu'un nouveau vol de bombardier stratégique au-dessus du Sud a eu lieu lundi, selon George Little. Les tensions sur la péninsule coréenne sont actuellement au plus haut depuis 2010. Un test nucléaire effectué le 12 février, le troisième réalisé par le Nord, a entraîné de nouvelles sanctions de l'ONU et des menaces de représailles de la part de Pyongyang.

La nouvelle présidente sud-coréenne, Park Geun-hye, a de son côté prévenu Pyongyang que "le seul chemin vers la survie" résidait dans l'abandon de ses programmes nucléaire et balistique, et a appelé le Nord "au changement", lors d'un discours prononcé à l'occasion du troisième anniversaire du naufrage d'une corvette sud-coréenne, torpillée par Pyongyang, selon Séoul. Le torpillage avait causé la mort de 46 marins sud-coréens. Le Nord a toujours nié en être responsable.

## La Chine officialise une commande de 24 avions Su-35 et de 4 sous-marins auprès de la Russie

Zone Militaire, 25 mars 2013 – 18:16



Par le passé, Pékin était l'un des principaux clients de Moscou en matière d'armements. Mais les choses ont évolué dans la mesure où la Chine produit désormais l'essentiel de ses équipements militaires.

Seulement, la plupart de ce derniers ne sont que des copies revues et corrigées de matériels russes précédemment acquis. C'est notamment le cas de l'avion J-11, qui ressemble comme deux gouttes d'eau au Su-27 SK Flanker produit en Russie. Le problème est que cet appareil est proposé à l'exportation,

ce qui a de quoi inquiéter Moscou. D'où [les protestations émises](#) à l'époque par les officiels russe.

Cela étant, cet aspect des choses n'a pas empêché la Russie de signer un accord-cadre pour la livraison à la Chine de 24 avions de chasse [Su-35](#) et de 4 sous-marins à propulsion classique [de type Lada](#).

Qui plus est, il n'y a quelques mois encore, il n'était pas question pour l'agence russe d'exportation d'armements "Rosoboronexport" d'accepter une commande chinoise aussi faible de Su-35.

"Nous voulons promouvoir le chasseur Su-35 sur le marché chinois. La Chine ne veut acquérir qu'une quantité réduite d'appareils, alors que nous souhaitons vendre en gros, pour rendre la transaction économiquement rentable", avait expliqué son directeur, en avril 2012.

A l'époque, le responsable du Centre d'analyse du commerce mondial d'armes, Igor Korotchenko avait expliqué que "les pertes subies par la Russie sur les marchés de pays tiers en cas de

contrefaçon du chasseur Su-35 pourraient être supérieures aux bénéfiques rapportés par la vente de ces avions à la Chine.”

Quoi qu'il en soit, d'autres considérations ont dû primer sur toutes ces bonnes raisons encore avancées l'an passé. Lors de sa visite à Moscou, le nouveau président chinois, Xi Jinping, a fait savoir que “les relations militaires, politiques et stratégiques entre (les) deux pays se renforceront” et que “les forces armées chinoises et russes intensifieront aussi leur coopération.”

Quant à l'accord portant sur l'achat des SU-35 et des sous-marins Lada (ou Amour pour la version export), lequel a été conclu avant la visite de Xi Jinping en Russie, aucun montant n'a été communiqué. D'après les médias chinois, il s'agit de la plus importante commande d'armements passée par Pékin auprès de Moscou depuis 10 ans.

Et, a priori, la liste pourrait s'allonger étant donné que l'armée chinoise est intéressée par le système de défense aérienne S-400, le moteur Saturn 117C, l'avion-cargo Il-75 et le ravitailleur en vol Il-78.

Cela étant, et plus généralement, la Russie et la Chine entretiennent de très bonnes relations économiques. Au niveau international, les deux pays partagent souvent les mêmes analyses, notamment sur le dossier syrien. Et ils sont également confrontés à des différends territoriaux avec le Japon, Moscou pour les îles Kouriles, Pékin pour l'archipel des Diaoyu/Senkaku.

## La Pologne va investir plus de 33 milliards d'euros pour moderniser ses forces armées

Zone Militaire, 24 mars 2013 – 12:01

En octobre dernier, le ministre polonais de la Défense, Tomasz Siemoniak, avait estimé que l'effort financier nécessaire à la modernisation des forces armées du pays allait avoir un coût d'au moins 24 milliards d'euros sur les 10 prochaines années.

Finalement, Varsovie a revu ses ambitions nettement à la hausse puisque, selon le ministre polonais des Affaires étrangères Radoslaw Sikorski, il est désormais question de plus de 33 milliards d'euros (140 milliards de zlotys).

“La modernisation des forces armées est notre priorité pour la décennie à venir. Pendant cette décennie, nous allons y consacrer presque 140 milliards de zlotys. Nous construisons des forces de dissuasion – nous allons nous procurer des missiles, des hélicoptères, des véhicules blindés, des sous-marins et des drones”, a-t-il ainsi affirmé le 20 mars dernier, devant le Parlement.

“Nous disposerons de notre propre système de défense aérienne. Notre bouclier national, avec le bouclier américain, dont les éléments seront installés sur notre territoire en 2018, fera partie du système de l'Otan. L'Alliance atlantique reste pour nous le principal garant extérieur de sécurité,” a encore expliqué Radoslaw Sikorski, qui fut également ministre de la Défense entre 2005 et 2007. Et pour ce dernier, les Etats-Unis restent le “principal partenaire de la Pologne hors continent européen.”

En outre, M. Sikorski a annoncé la réduction des effectifs militaires polonais en Afghanistan dès octobre prochain, avec le retrait de 800 soldats ainsi que l'organisation, en Pologne, l'automne prochain, d'un important exercice militaire de l'Otan appelé Steadfast Jazz. L'armée française devrait y participer.

Alors que les pays européens ont, dans leur ensemble, réduit leurs dépenses militaires à cause de la crise économique, la Pologne a quant à elle maintenu son effort de défense à hauteur de 1,95% de son PIB.

Admise au sein de l'Otan en 1999 et membre de l'Union européenne depuis 2004, la Pologne a su tirer son épingle du jeu au cours des ces dernières années marquées par le marasme économique sur le Vieux Continent. Entre 2008 et 2011, elle a connu une croissance cumulée de 15,8%, ce qui la place à la tête des pays européens.

Cette performance s'explique notamment par le versement de fonds structurels européens (pour préparer l'Euro 2012 de football), la vigueur de ses exportations (27% vers l'Allemagne, premier partenaire commercial) et la maîtrise de sa monnaie, ce qui permet à la Banque centrale de Pologne (NBP) de jouer avec son principal taux directeur en cas de nécessité. En cas de ralentissement économique, "la Pologne disposera d'une marge de manœuvre pour amortir le choc en assouplissant les conditions monétaires", estimait récemment l'OCDE.

Pour 2013, la Commission de Bruxelles table sur une croissance de l'économie polonaise de 1,8%. De quoi écarter tout risque de scénario X ou Y pour les forces armées polonaises...

## L'armée belge n'est pas en mesure d'écarter ses soldats extrémistes

Zone Militaire, 23 mars 2013 – 13:50

En novembre 2012, l'on apprenait qu'une dizaine de soldats belges avaient été placés sous surveillance par le Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS) et la Sûreté d'État, en raison de leurs sympathies affichées pour la mouvance salafiste.

La question de l'infiltration de l'armée belge par des éléments prônant un islam radical n'est pas nouvelle. Déjà, en 2006, il avait été mis un terme la carrière militaire d'un certain Abdel Rahman Ayachi, lequel souhaitait alors intégrer une formation concernant le fonctionnement des radars utilisés par la marine.

Fils du cheikh Bassam, le fondateur du Centre islamique belge (CIB), ce dernier était pourtant connu pour ses activités dans les milieux salafistes et négationnistes bruxellois. En juin 2012, il a finalement été condamné par la justice à 8 ans de prison pour avoir organisé des filières de recrutement pour l'Irak et en Afghanistan. Actuellement, il ferait le coup de feu en Syrie, comme d'ailleurs [70 autres ressortissants belges](#).

Ce cas n'est pas isolé et certains salafistes donc ont pu échapper à la vigilance des recruteurs, lesquels ne sont pas toujours responsables de cet état de fait, dans la mesure où, dans le lot, figurent également des convertis, comme cette jeune femme contrôlée en février 2010 alors qu'elle portait le niqab. Les policiers apprirent alors qu'elle était sous-lieutenant dans l'armée belge.

Au total, il y aurait 16 soldats adeptes des thèses salafistes dans les rangs de l'armée belge. Le chiffre a été donné à l'occasion lors d'une audition devant commission de la Défense, tenue à huis clos le 20 mars, à la Chambre des députés.

Ont ainsi notamment été entendus le chef de la Sûreté, Alain Winants, le directeur du service de renseignement de l'armée (SGRS), le général Eddy Testelmans et le directeur des ressources humaines de l'armée, le lieutenant général Philippe Grosdent.

Ainsi, [selon La Libre Belgique](#), il en est ressorti que l'armée belge n'est actuellement pas en mesure d'écarter ses soldats ayant des opinions extrémistes. "Le fait d'appartenir à un mouvement salafiste ou radical ne constitue pas en soi une infraction. La Constitution protège la liberté d'opinion", ont fait valoir les responsables des renseignements.

Mieux même : rien ne peut leur interdire de s'engager pour les mêmes raisons. Depuis 2010, seulement une douzaine de salafistes ont pu en être empêchés, non en raison de leurs convictions extrémistes mais grâce à leur casier judiciaire.

Du coup, l'armée belge a recours à des expédients afin d'éviter de possibles attaques internes. Ainsi, les soldats connus pour leurs sympathies salafistes ne peuvent pas prétendre à être envoyés en Afghanistan. Cela a récemment été le cas pour l'un d'entre eux.

"Aujourd'hui, il n'y a aucune procédure, car il n'y a pas de base légale", a commenté le député Georges Dallemagne, au sujet de la mise à l'écart de ces soldats aux opinions radicales. Et ce problème ne concerne pas seulement les salafistes car il est aussi question des militaires ayant des liens avec des groupuscules d'extrême-droite. D'après le général Testelmans, ils seraient 39 à être dans ce cas et mis sous surveillance.

Cela étant, l'armée belge a pris des mesures visant à renforcer le "screening", c'est à dire le tri des recrues potentielles. Mais ce n'est pas encore suffisant pour les députés belges.

"Ce screening systématique doit être inscrit dans la loi car il vaut mieux écarter dès le départ des éléments qui représentent une menace pour la Défense et la sécurité du pays", a confié Georges Dallemagne, à la Libre Belgique. "Ensuite, je pense qu'il faut aller plus loin et inscrire aussi dans la loi la possibilité d'écarter des militaires déjà incorporés qui appartiennent à des organisations considérées par la Sûreté de l'Etat comme dangereuses. Il n'est pas question de garder au sein de l'armée, envoyer en mission à l'étranger et apprendre le maniement des armes à des éléments qui peuvent se révéler dangereux pour notre pays", a-t-il expliqué.

## L'Indonésie achète les trois frégates du type F2000

Mer & Marine, 27/03/2013



crédits : BAE SYSTEMS

Initialement construites en Grande-Bretagne par BAE Systems pour le compte du sultanat de Brunei, les trois frégates du type F2000, après plusieurs années d'attente, ont finalement trouvé preneur. C'est l'Indonésie qui a décidé d'acheter ces bâtiments début mars.

Mises à flot en 2001 et 2002, les trois F2000 mesurent 95 mètres de long et présentent un déplacement de 2000 tonnes en charge. Ces bâtiments peuvent mettre en oeuvre 8 missiles antinavire, un système surface-air à lancement

vertical (initialement Sea Wolf qui pourrait être remplacé par des VL Mica), un canon de 76mm et 6 tubes lance-torpilles. Après leur achèvement en 2003 et 2004, le Brunei avait argué que ces frégates ne répondaient pas à ses attentes. Le sultanat a donc refusées en 2005 avant de les accepter provisoirement en 2007 au terme d'une procédure en litige. Puis le petit état pétrolier, situé sur l'île de Bornéo, s'est tourné vers l'Allemagne. Un contrat a été signé avec Lürssen pour la construction de quatre patrouilleurs de 41 mètres et quatre grands patrouilleurs hauturiers de 80 mètres, ces derniers, moins complexes que les F2000, devant les remplacer. En contrepartie de

cette commande, le constructeur allemand avait été chargé de trouver un repreneur aux frégates réalisées par BAE Systems.

## Le Venezuela reçoit 13 blindés russes BMP-3



Véhicules blindés de combat d'infanterie russes BMP-3

© RIA Novosti. Sergey Pyatakov, 19:12 28/03/2013, MOSCOU, 28 mars -

Les Forces armées vénézuéliennes ont reçu 13 véhicules blindés de combat d'infanterie russes [BMP-3](#) acheminés par mer au port de Puerto Cabello, a annoncé jeudi le Centre russe d'analyse de commerce mondial d'armes (TsAMTO).

Il s'agit du premier lot d'armes et de matériels russes transporté au Venezuela après le décès du président du pays Hugo Chavez. Les blindés BMP-3 sont arrivés au centre de maintenance de la 41e brigade blindée au Fort Paramacay, dans une banlieue de Valencia, la capitale de l'Etat de Carabobo.

Le Venezuela a commandé 123 blindés de combat d'infanterie BMP-3 (versions BMP-3M, BMP-3K), ainsi que des véhicules blindés de rétablissement BREM-L. La Russie a commencé les livraisons des blindés en 2011, selon TsAMTO. Les informations sur les achats ultérieurs effectués par le Venezuela en Russie n'ont pas été divulguées.

Les BMP-3 achetés par le Venezuela seront remis à la 14e brigade d'infanterie mécanisée cantonnée dans l'Etat de Lara, à la 25e brigade d'infanterie mécanisée déployée de l'Etat de Táchira et à la 41e brigade blindée de Valence. L'armée vénézuélienne est également dotée de blindés de transport de troupes russes BTR-80 à 8 roues motrices.

### **8 – Nos Forces Armées**

## Des militaires pacsés ont obtenu gain de cause pour le versement d'une prime

Zone Militaire, 24 mars 2013 – 11:13

Le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne a donné raison, le 21 mars, à une vingtaine de militaires pacsés champardennais qui avaient déposé une requête en février dernier afin que leur soit versée l'indemnité pour charges militaires (ICM) au même titre que leurs camarades mariés.

Jusqu'à présent, l'ICM leur avait été refusée car le ministère de la Défense se référait à un décret qui, entré en vigueur en 1959, concernait les militaires mariés ou chargés de famille, voire hébergeant une mère veuve.

Or, depuis, [le décret n°2011-38](#) du 10 janvier 2011 permet aux militaires pacsés depuis au moins 2 ans de bénéficier de cette indemnité. Mais, manifestement, le ministère de la Défense s'est mis

en faute en se basant sur les dispositions du texte de 1959. C'est d'ailleurs ce qu'a fait valoir le tribunal administratif, rapporte le quotidien "[L'Union](#)".

Du coup, et à l'heure du "mariage pour tous", cette décision pourrait inciter d'autres militaires étant dans le même cas à faire valoir eux-aussi leurs droits. Et cela d'autant plus que, pour ceux qui ne sont pas logés gratuitement, le montant de l'ICM peut varier de 2.000 à 5.000 euros par an, en fonction du nombre d'enfants à charge et du lieu d'affectation. Aussi, ça risque de coûter cher au ministère de la Défense.

Ce dernier peut saisir le Conseil d'Etat pour tenter de faire casser cette décision dans les deux mois qui viennent. Mais avec le décret n°2011-38, ses chances d'y arriver sont minces.

## a) – Armée de Terre

# Le chiffre du jour : le CEMAT donne son salaire

Le chef d'état-major a livré ce matin son salaire en direct, en participant à une émission de radio. D'après ses déclarations

à Europe 1, le général **Ract-Madoux** gagne 10.000 euros (le salaire le plus faible d'un militaire de l'armée de terre est selon la même source de 1300 euros) après, a-t-il rappelé, 41 ans de service. On ignore si ce salaire s'entend en brut ou en net, et s'il comprend des primes (1), liées par exemple à des fonctions précédentes (2).

En tout état de cause, il est théoriquement possible de gagner plus encore que cette somme dans les armées, notamment du fait, des majorations liées aux opex et au nombre d'enfants.

(1) par ailleurs le CEMAT est logé.

(2) le CEMAT a servi plusieurs années comme directeur de cabinet du DGSE.

Publié par mamouth leader à [3/27/2013 03:00:00 PM](#)

## [Opération Serval] Visite du CEMAT

Mise à jour : 23/03/2013 11:31

Les 20 et 21 mars 2013, le général d'armée Ract Madoux, chef d'état-major de l'armée de Terre (CEMAT) s'est rendu auprès des militaires engagés dans l'opération Serval au Mali.



A Bamako, il a été accueilli par le général de Saint-Quentin, commandant des forces françaises de l'opération Serval, au poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT). Il a d'abord présidé la cérémonie de lever de corps du caporal-chef Van Dooren, mort au combat le 16 mars 2013, au côté de l'ambassadeur de France au Mali, du ministre de la défense malien, du chef d'état-major général des armées et du chef d'état-major de l'armée de Terre maliens, des commandants de la mission EUTM Mali et de la MISMA. A l'issue

de la cérémonie, le CEMAT s'est entretenu avec le chef d'état-major général des armées (CEMGA) malien et s'est ensuite rendu à l'état-major de l'EUTM.

Le 21 mars, le CEMAT a rejoint Tessalit où il a rencontré le commandant de la brigade Serval, le général Barrera, et les troupes déployées dans la zone. Il a ensuite rejoint au plus près, par hélicoptère, les militaires au contact des groupes terroristes dans la vallée de Terz. De retour à Tessalit, il a partagé un repas avec les troupes avant de rejoindre Gao. Au cours de sa visite, il a rencontré les unités du GTIA 2 engagées dans l'opération Doro, s'est rendu auprès des militaires du groupement aéromobile (GAM) et a visité l'antenne chirurgicale avancée (ACA).

Avant de quitter le théâtre malien pour la France, le CEMAT s'est entretenu avec les autorités militaires maliennes et de la MISMA.

La France est engagée dans l'opération Serval depuis le 11 janvier 2013. Ce sont près de 4000 soldats français qui opèrent quotidiennement au Mali.

Sources : EMA , Droits : Armée de Terre 2013

## Opération Serval : la MISMA s'installe à Ménaka

Mise à jour : 25/03/2013 22:11

Depuis le 22 mars au soir, le bataillon nigérien aux ordres du lieutenant-colonel GABRIEL a rejoint Ménaka dans le cadre du déploiement de la MISMA au Mali. Deux compagnies pour un volume de 280 hommes se sont vu transférer la responsabilité de la sécurité par les militaires français de la brigade Serval présents sur zone depuis le 9 février.

La mission des éléments français à Ménaka était de maintenir dans la durée un dispositif de sécurité en coordination avec les forces maliennes. De nombreuses patrouilles diurnes et nocturnes ont eu lieu dans la zone pour marquer la présence des forces armées, faire du renseignement sur la menace des groupes armés et neutraliser les terroristes localisés.



Avec l'arrivée du bataillon nigérien, une période de quelques jours de consignes a débuté. Des patrouilles mixtes (français, maliens et nigériens) ont permis de reconnaître les points stratégiques de la zone dans le centre de la ville et ses environs. L'installation logistique du bataillon nigérien est en cours et devrait s'étendre sur deux sites.

Le 24 mars, le colonel Mistral, adjoint du général Barrera commandant la brigade Serval, s'est rendu à Ménaka dans le cadre de la relève entre les éléments français et la MISMA. Une rencontre avec le lieutenant-colonel Gabriel, le préfet et le sous-préfet a eu lieu ainsi qu'une patrouille mixte sur les points clés identifiés par les forces françaises et maliennes quelques semaines plus tôt.

Ménaka, située à 300 km de Gao et à 1500 km de Bamako, représente un nœud routier important entre Gao, Kidal, l'Algérie et le Niger, et donc un point de passage stratégique. De nombreux signes traduisent le retour « à la vie normale » : la réouverture du marché local, bien achalandé; la réouverture des écoles avec le retour des élèves plus nombreux chaque jour; la reprise d'activité de la mairie et le rétablissement des administrations locales. Même si l'électricité n'est pas revenue à 100% et que le réseau GSM ne fonctionne pas encore, la population reste résolument optimiste.

L'arrivée de la MISMA à Ménaka a été facilitée par l'action menée par la brigade Serval depuis le 11 janvier, en étroite coordination avec les FAMA et la MISMA. Cette première relève des troupes

françaises est un symbole fort de la reconquête du territoire malien et, qui traduira, à terme une reprise de la vie économique dans cette ville du nord-est du pays.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

## Côte d'Ivoire : la force Licorne patrouille dans le Moyen-Comoé

Mise à jour : 27/03/2013 20:09

Du 17 au 21 mars, la force Licorne a conduit une opération de présence de moyenne durée (OPMD) dans la région du Moyen-Comoé, à 200 kilomètres à l'Est d'Abidjan.

Le détachement, composé de 80 militaires français, d'une quinzaine de véhicules et d'un groupe de 20 militaires des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) s'est déployé aux environs d'Abengourou à la frontière ghanéenne pour reprendre contact avec la population. Au cours de cette mission, les soldats français ont dispensés aux militaires ivoiriens leurs savoir-faire en matière de combat, en particulier dans le domaine la reconnaissance d'axes.



Tout en assurant la sécurité sanitaire du convoi, l'équipe médicale du rôle 1 est en outre intervenue en urgence sur un accident de circulation impliquant des soldats des FRCI du bataillon local. L'action rapide du médecin principal sur les lieux puis au centre hospitalier régional a permis aux victimes d'être secourues efficacement.

Lors de cette opération, les soldats de Licorne ont rencontré un accueil particulièrement chaleureux de la part des populations locales et des autorités. Une distribution de kits scolaires et de vêtements de sport dans les villages traversés a clôturé la mission du détachement avant son retour à Port Bouët.

La force Licorne comprend 450 hommes qui accompagnent la réforme de l'armée ivoirienne, en soutien de l'ONUCI. Elle organise notamment des formations pour les militaires ivoiriens, des aides à la dépollution ou à la destruction de munitions, ainsi que des actions civilo-militaires.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

## L'EAAT de Rennes, unité précurseur dans la sécurité des vols

Mise à jour : 28/03/2013 13:25

L'escadrille avions de l'armée de Terre (EAAT) est la première des unités aéronautiques à être parvenu à un niveau jamais atteint dans le domaine de la sécurité des appareils en vol.

L'escadrille avions de l'armée de Terre (EAAT) dispose de huit TBM 700 pour le transport des hautes autorités de l'armée de Terre.



Depuis 2009, chacun de ces appareils est pourvu de certificat de navigabilité, sorte de carte grise de l'aéronef. Ce certificat permet d'attester et de garantir la capacité de l'appareil à voler en toute sécurité.

Depuis juin 2012, un organisme de gestion de maintien de navigabilité (OGMN) dispose d'un agrément adéquat, « FRA M » qui valide cette gestion technique ente l'unité, le commandement de l'aviation légère de l'armée de Terre (COMALAT) et la structure intégrée

de maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques de la défense (SIMMAD). L'unité de l'EAAT est précurseur dans le domaine de la navigabilité. 7 de ses mécaniciens de la flotte, parmi les plus qualifiés, ont obtenu une licence de maintenance d'aéronef d'Etat (LMAE), condition indispensable pour remettre en vol un avion à l'issue d'un acte de maintenance. Dans cette même optique, l'atelier de Rennes (organisme d'entretien) vient d'obtenir récemment son agrément dit « FRA 145 » en février 2013.

L'escadrille avions de l'armée de Terre est ainsi la première des unités aéronautiques des 3 armées (Terre, Air et Mer) à cumuler toutes ces conditions qui font d'elle dorénavant une unité travaillant dans un environnement dit « contrôlé ».

Droits : Armée de Terre 2013

## [Travailler avec les alliés] L'union fait la force

Mise à jour : 28/03/2013 01:12 - Auteur : AB

À l'heure où tous les conflits ont des incidences internationales, l'armée de Terre doit tisser en permanence des liens avec les armées des pays alliés et partenaires de la France. Un art délicat où les priorités diplomatiques se traduisent en termes politico-militaires. Le but : profiter du temps de paix pour apprendre à se connaître et partager les savoir-faire et les savoir-être.



En 2013, dans un contexte économique fragilisé par la crise, les pays sont rarement capables d'assumer seuls la ressource matérielle, financière et humaine d'une intervention militaire. De plus en plus, les forces armées doivent intervenir dans le cadre d'accords internationaux permettant une complémentarité des moyens engagés. Mais devenir complémentaires ne s'improvise pas. Avant de travailler avec une armée étrangère, il est primordial de connaître son partenaire, de se comprendre mutuellement et de savoir

dialoguer. « C'est même fondamental, insiste le colonel Christian Herrou, chef de la cellule de coopération bilatérale (CCB) de l'État-major de l'armée de Terre (EMAT). Il faut se connaître parfaitement, de manière à ce que le jour où une opération est déclenchée, chacun ait à l'esprit les atouts et faiblesses de l'autre pour s'appuyer mutuellement. » Car derrière les décisions politiques validées par un conseil de sécurité, chaque militaire peut se poser la question suivante : **qui est mon allié ?** Est-il fiable ? Comment travaille-t-il ? Cette confrontation de nos savoir-faire doit être anticipée pour gagner en efficacité. « Le pire en matière de relations internationales, ce sont les malentendus, poursuit le colonel Herrou. Or, en opérations, on ne peut pas se satisfaire d'à peu près. »

## Travail binational

Alors, comment rendre compatibles nos modes de fonctionnement et nos équipements ? C'est là notamment tout l'enjeu de l'**interopérabilité**, qui contribue à la réussite d'un engagement en commun. « Tout ceci est progressif, explique le lieutenant-colonel Jean-Philippe Berque, chef adjoint de la CCB. Après avoir identifié deux unités compatibles, on peut commencer par des échanges d'observateurs puis d'expertise, pour ensuite organiser des exercices à différents niveaux. Le but final est de participer, aux côtés de partenaires, à un mandat en commun. » Un processus déjà en cours et qui se concrétise actuellement avec plusieurs nations. La plus ancienne illustration du travail binational est la brigade franco-allemande, un modèle de coopération solide et structurée depuis plus de 20 ans.

Depuis deux ans, les forces terrestres françaises intensifient leurs entraînements avec leurs homologues britanniques pour former une force expéditionnaire conjointe de circonstance, opérationnelle d'ici 2016. Toujours dans le cadre de la connaissance mutuelle, la coopération avec les US Marines et l'US Army est constante.

Du côté italien, un état-major binational non permanent de brigade alpine sera constitué à l'horizon 2014. Enfin, dans le domaine de l'aéromobilité, les pilotes et les mécaniciens espagnols sont formés dans les écoles franco-allemandes du Tigre (EFA-Tigre) au Cannet-des-Maures et à Fassberg.

## Plans de coopération

La CCB est le bureau de l'EMAT qui décline pour l'armée de Terre, les grandes directives de l'État-major des armées applicables en matière de coopération avec les principales armées partenaires. La CCB a donc un rôle de facilitateur. Elle retranscrit, après dialogue avec les grands commandements, les orientations en matière de relations internationales. Cela aboutit à des plans de coopération, sortes de « feuilles de route » qui établissent les programmes des activités menées avec les autres pays et dont les forces et les écoles sont les acteurs fondamentaux. Par le biais d'exercices (bilatéraux, parfois multinationaux), de visites, de stages et d'échanges de retours d'expérience (RETEX), elles pourront consolider les liens nés pendant la phase plutôt dense d'opérations extérieures de ces 15 dernières années. C'est par ce contact permanent avec ses voisins et partenaires que l'armée de Terre française conservera son envergure internationale. Pas question de perdre les bonnes pratiques, car la finalité demeure toujours la même : **se préparer aux opérations de demain.**

Sources : LTN M. Simonnot-Virbel/TIM , Droits : Armée de Terre 2013

## Le 19e RG rétablit une voie ferrée

Mise à jour : 25/03/2013 10:03

Les sapeurs de la section ouvrage voie ferrée du 19<sup>e</sup> régiment de génie (19<sup>e</sup> RG) de Besançon ont récemment remis aux normes 250 mètres de rails, à Satory. Fin mars 2013, deux importants convois doivent être acheminés jusqu'à la 12<sup>e</sup> base de soutien matériel (12<sup>e</sup> BSMAT).



Avec l'usure, l'écart entre les rails a tendance à s'agrandir. Soumis à des normes précises, l'autorisation de circulation, délivrée par un organisme de contrôle civil est nécessaire pour effectuer un itinéraire logistique. Deux importants convois ferroviaires de 25 véhicules

et de containers de matériels doivent être bientôt acheminés jusqu'à la 12<sup>e</sup>BSMAT.

Unique détentrice du savoir-faire voie ferrée, la 51<sup>e</sup> compagnie d'aide au déploiement lourd du 19<sup>e</sup> régiment de génie (19<sup>e</sup>RG) a pour mission d'assurer l'entretien de toutes les installations terminales embranchées (ITE). Ces voies, qui traversent certains camps, sont reliées au réseau national et permettent l'acheminement rapide, sûr, efficace et rapide de plusieurs tonnes de fret vers d'autres terminaux dans toute la France.

Le 19<sup>e</sup>RG est le dernier régiment de l'armée de Terre à posséder ce savoir-faire spécifique et nécessaire à ce type de réparation.

Droits : Armée de Terre 2013

## **b)– Marine Nationale**

# Opération Serval : L'Atlantique 2, PC volant

Mise à jour : 26/03/2013 14:41



Le 22 mars 2013, un avion de patrouille maritime [Atlantique 2](#) (ATL 2) de la Marine nationale décolle de sa base et effectue une mission au Nord de Kidal, dans le Nord du Mali.

Arrivé sur zone au lever du jour, l'ATL 2 établit immédiatement le contact radio avec le Groupement Tactique Inter Armes (GTIA), pour éclairer la progression des unités françaises au cœur d'une vallée particulièrement escarpée.

Trois heures plus tard, alors que sa phase de reconnaissance prend fin, deux avions Rafale de l'armée de l'Air rejoignent le dispositif, se tenant prêts à fournir si besoin, un appui feu en soutien des troupes au sol, guidés par l'ATL2.

En plus de ses capacités de surveillance, de recueil de renseignement et d'engagement (tirs de GBU 12), l'Atlantique 2 est un véritable PC volant. Il dispose de moyens de transmission performants qui permettent le contrôle et le commandement avancé des opérations, au cœur de l'action. L'ATL 2, grâce à ses multiples capteurs, a ainsi procuré un surcroît de sécurité lors de la progression des troupes au sol dans le sanctuaire des insurgés.

Après plus d'une dizaine d'heures de vol, l'équipage rejoint sa base, la mission accomplie. Il a, aujourd'hui encore, apporté une contribution déterminante dans l'opération Serval.

Les avions de patrouille maritime Atlantique 2 de la Marine nationale sont des moyens militaires adaptables, dont la polyvalence et l'efficacité sont éprouvées au quotidien sur le théâtre malien. Faisant preuve d'une remarquable réactivité, les ATL 2 de la Marine nationale qui ont été engagés dès les premières heures de l'opération Serval, ont déjà réalisé plus de 1250 heures au combat.

Sources : © Marine nationale

## Le groupe Jeanne d'Arc débarque au Liban



crédits : EMA

Le bâtiment de projection et de commandement Tonnerre, ainsi que la frégate Georges Leygues, ont participé le 26 mars à l'exercice Cèdre Bleu au Liban. Ces manœuvres ont impliqué un débarquement de forces françaises et libanaises dans la baie de Jounieh, au nord de Beyrouth. Le groupe tactique embarqué, composé de 200 légionnaires et d'une cinquantaine de véhicules de la 6<sup>ème</sup> brigade légère blindée, a été projeté par le Mistral, qui a mis en œuvre son engin de débarquement amphibie rapide (EDAR) et ses deux chalands de transport de matériel (CTM), ainsi que les hélicoptères présents à bord (deux Gazelle et un Puma de l'armée de Terre, une Alouette III de l'aéronautique navale). Les Forces Armées Libanaises ont, pour leur part, engagé une section mécanisée équipée d'engins chenillés M113, deux sections d'infanterie aéromobile avec trois hélicoptères UH-1Huey et deux Gazelle, les engins de débarquement d'infanterie et de chars (EDIC) Sour et Damour et une cinquantaine de commandos marine avec leurs embarcations. Un avion CESSNA et trois patrouilleurs complétaient le dispositif de surveillance. L'opération s'est déroulée en trois phases : reconnaissance et sécurisation de la zone de débarquement, projection simultanée des troupes et véhicules de chacun des groupes amphibies - simultanément par hélicoptère et par voie nautique - et neutralisation de deux positions défensives adverses.

« Dès l'arrivée des bâtiments de combat dans l'aire des opérations amphibies, le raid de commandos a été déclenché, appuyé par les hélicoptères d'attaque des deux pays. Une fois la zone sécurisée, les engins de débarquement français et libanais ont rallié la plage pour projeter ensemble les troupes et les véhicules en une seule vague. La séquence s'est achevée par un assaut héliporté sur les deux objectifs adverses. Durant toute la manœuvre, le Georges Leygues s'est tenu prêt à assurer un appui feu canon de la mer vers la terre, guidé par un officier de l'armée de terre depuis l'Alouette 3. Les cent-trente-trois officiers-élèves, embarqués pour leur période d'application à la mer, ont participé aux différentes phases de cet exercice amphibie bilatéral ; ils ont été insérés au sein des structures de planification et de conduite du Tonnerre, en passerelle, en batellerie ou dans le radier. Concentrant la manœuvre amphibie dans une phase ramassée, la démonstration aura duré une heure, sous l'œil de Monsieur Patrice Paoli, ambassadeur de France au Liban, des plus hautes autorités militaires libanaises et d'une centaine d'invités, installés dans une tribune en contrehaut. A l'issue, les légionnaires ont présenté aux autorités le système de combat FELIN (fantassin à équipements et liaisons intégrés) et le VAB Ultima, dernière génération améliorée du véhicule de l'avant blindé. La réussite de cet exercice témoigne du niveau de coopération militaire franco-libanais et de l'aptitude des deux pays à mener ensemble des opérations amphibies combinées », explique l'Etat-major des Armées.

*Débarquement d'un VAB depuis un EDAR - archives (© EMA)*

C'est la seconde fois que le groupe amphibie français, déployé chaque année dans le cadre de la mission Jeanne d'Arc, participe à Cèdre Bleu, dont la première édition s'est déroulée l'an dernier avec le BPC Dixmude et la frégate Georges Leygues. Pour mémoire, la France entretient des relations très étroites avec le Liban, ancien protectorat tricolore situé dans une zone très sensible, avec pour voisins des pays



comme la Syrie et Israël. Elle est notamment engagée au sein de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), qui implique l'armée de Terre mais aussi la Marine nationale à certaines périodes. Si celle-ci ne fait plus partie du volet maritime de l'opération depuis 2009, au moins un bâtiment français est régulièrement déployé dans cette région. C'est le cas actuellement de la frégate antiaérienne Jean Bart, dont les puissants radars permettent de surveiller l'activité dans la zone. Quant au Tonnerre et au Georges Leygues, qui constituent cette année le groupe Jeanne d'Arc, ils ont à l'issue de Cèdre Bleu repris la mer en direction de la mer Rouge via le canal de Suez.

## La Meuse ravitaille le groupe amphibie à la mer

RP Défense, 26 mars 2013 - [Par BPC Tonnerre](#)



Photographies : SM Sébastien Chenal

Pendant leur transit en Méditerranée, le BPC Tonnerre et la FASM Georges Leygues ont été rejoints par le pétrolier ravitailleur Meuse pour un ravitaillement à la mer, le 21 mars dernier.

A 5h30 du matin, les deux bâtiments du groupe amphibie ont débuté leur approche. A la passerelle navigation du BPC Tonnerre, un officier-élève effectuait sa première manœuvre de ce type. Trente minutes plus tard la ligne de distance était tirée.

Plus de 1000 m3 de gazole et 100 m3 de carburant pour avions ont été embarqués par le Tonnerre, et 300 m3 de gazole par le Georges Leygues. A 9h30, la manœuvre était terminée et les bateaux se séparaient à nouveau.

Le lendemain, 22 mars 2013, le groupe amphibie de la mission Jeanne d'Arc 2013 est arrivé à Beyrouth pour une escale de quatre jours, lors de laquelle s'est déroulé l'exercice bilatéral Cèdre Bleu.

*Mission Jeanne d'Arc 2013 : c'est un déploiement à plusieurs dimensions. Aux missions opérationnelles ordonnées aux unités vient s'ajouter la formation des officiers-élèves. Ils effectuent à bord des bâtiments du groupe amphibie, le BPC Tonnerre et la FASM Georges Leygues, leur stage d'application à la mer.*

## Déploiement de la FREMM Aquitaine

Mise à jour : 26/03/2013 10:19



Familière de l'océan Atlantique et de la Méditerranée, la FREMM [Aquitaine](#) poursuit son déploiement et la vérification de ses capacités militaires dans les eaux chaudes de la mer des Caraïbes.

Après avoir quitté Rio de Janeiro, l'*Aquitaine* a pu tester le comportement du navire et des

équipements dans un contexte opérationnel de contrôle des pêches dans la zone économique exclusive (ZEE) guyanaise.

Quelques jours plus tard, *l'Aquitaine* a testé ses capacités de surveillance maritime dans un contexte de mission de lutte contre le narco trafic. Le 13 mars, la FREMM a effectué des manœuvres d'entraînement communes avec la frégate de surveillance [Germinal](#).

Du 16 au 20 mars 2013, la FREMM *Aquitaine* a fait escale à Carthagène des Indes en Colombie.

Le 20 mars, *l'Aquitaine* a appareillé en direction de La Havane, dernière escale en zone chaude, avant d'entamer sa remontée vers le Canada et l'Islande. Dans quelques semaines, elle participera à l'entraînement américain de grande ampleur IDECERTEX, et validera son intégration au sein d'une grande force navale internationale.

Sources : © Marine nationale

## Amphibie : armée de Terre et Marine s'entraînent en commun

Mise à jour : 26/03/2013 17:58

Du 18 au 22 mars 2013, un entraînement technique aux opérations amphibies s'est déroulé sur les côtes varoises. Il réunissait deux composantes interarmées, le transport de chalands de débarquement (TCD) Siroco de la Marine nationale et une compagnie de combat du 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine (21<sup>e</sup> RIMa).



Au cours des manœuvres, une centaine d'hommes et leurs douze véhicules ont été débarqués à l'aide de deux chalands de transport de matériel (CTM) de la flottille amphibie, renforcé par des éléments précurseurs de la section militaire de plage (SMP).

Cette action de préparation au combat présentait un triple intérêt. Tout d'abord, elle a permis d'entraîner et d'aguerrir l'ensemble des moyens humains et matériels engagés dans les opérations amphibies. Elle a également été mise à profit pour

vérifier les capacités tactiques du nouveau véhicule haute mobilité (VHM) et valider son interopérabilité avec le [Siroco](#). Ce dernier a validé récemment son interopérabilité avec le bâtiment de projection et de commandement (BPC) [Dixmude](#).

En parallèle à cet entraînement aux opérations amphibies, un détachement de deux hélicoptères Gazelle du 3<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères de combat (RHC) de l'aviation légère de l'armée de Terre s'est entraîné durant toute cette semaine à l'appontage sur les deux plates-formes du Siroco.

Après l'accostage du **Siroco** à Toulon, le capitaine de vaisseau Jean-Marc Le Quilliec tirait le bilan de cette semaine d'entraînement : «Pour un bâtiment amphibie, l'embarquement de troupes, de véhicules terrestres et d'hélicoptères de nos camarades de l'armée de Terre est essentiel. Ces

entraînements courts permettent de roder les procédures, de partager les savoir-faire et de minimiser les contraintes réciproques. Dès qu'un nouveau véhicule entre en service, qu'il soit nautique, terrestre ou aérien, une évaluation croisée de cet engin permet d'optimiser son emploi. Avec le VHM un nouveau pas est franchi : il est plus rapide, plus manœuvrant et sa flottabilité va permettre l'ouverture de nouveaux sites de plageage.»

Sources : Marine nationale , Droits : Marine nationale 2013

## Le patrouilleur Albatros achemine de l'aide humanitaire vers Madagascar

Mise à jour : 22/03/2013 09:19



Le 4 mars 2013, après un transit de quatre jours, l'*Albatros* a accosté à Tuléar, ville du sud-ouest de Madagascar. Le patrouilleur, basé à La Réunion, a acheminé de l'aide humanitaire à la ville durement touchée par le cyclone Haruna. Inondée suite à la rupture de ses digues de protection, des dizaines de victimes et des milliers de sans-abri étaient à déplorer.

Les Forces armées de la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI) avaient été sollicitées par l'antenne locale de la Croix Rouge pour cette mission de transport. La mission avait débuté

par le chargement quelques jours auparavant à Port des Galets de 38 tonnes de fret humanitaire, composé d'abris, d'outils et de système de traitement des eaux.

Le président malgache, accompagné de plusieurs ministres, a assisté au débarquement des palettes avant de monter à bord de l'*Albatros* et de s'entretenir avec le commandant sur la situation humanitaire sur place et sur l'utilisation de l'aide fournie.

Après le déchargement en lien avec les membres de la Croix-Rouge, l'équipage, dès le lendemain a repris la mer pour ravitailler l'île d'Europa et effectuer une mission de surveillance des pêches dans les TAAF. Sources : © Marine nationale

## Trois marins ont été condamnés pour une fuite de données confidentielles

Zone Militaire, 26 mars 2013 – 16:28

La chambre militaire du tribunal correctionnel de Marseille a condamné, la semaine passée, trois marins de la base navale de Toulon dans le cadre d'une affaire de fuite de données confidentielles.

L'histoire commence en mai 2011. A cette époque, les boxes d'une résidence située à la Seyne-sur-Mer sont cambriolés. Seulement, l'un d'entre eux appartient alors à un quartier-maître qui assure les fonctions de timonier au sein de l'équipage rouge du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) Améthyste. Affaire à première vue banale si ce n'est que dans les effets volés figurent deux clés USB, dont au moins une n'aurait jamais dû sortir de la base navale de Toulon.

En effet, cette dernière contenait des informations classifiées dont le jeune timonier avait besoin pour préparer une nouvelle mission. Normalement, jamais il n'aurait dû être en sa possession, étant donné que, de part son caractère "confidentiel défense", elle devait être laissée dans un coffre-fort de la base navale.

Quant à la nature des informations contenues dans ce support, elles concernaient les heures de plongées et les immersions limites du SNA pendant la traversée du Canal de Suez et du détroit d'Ormuz, ses positions en mer Rouge, etc... Si elles ne peuvent être théoriquement consultées que via un logiciel de navigation propre à la Marine nationale, il n'en reste pas moins que les annotations et les commentaires peuvent être exploités.

Qui plus est, cette clé USB de 2 GO avait été confiée au timonier par le chef du service Navigation du sous-marin alors qu'elle appartenait en fait au chef de la Détection, lequel croyait l'avoir perdue sans pour autant en avoir rendu compte.

Bref, [d'après le quotidien La Marseillaise](#), qui a relaté cette affaire, l'enquête a mis en évidence un "gros laxisme au sein du service Navigation." Quoi qu'il en soit, les sanctions sont tombées. Les deux officiers de marine – des enseignes de vaisseau d'après le journal – mis en cause se sont vus infliger une amende de 500 euros pour "violation de consigne" tandis que le quartier-maître a écopé d'une peine d'un mois de prison avec sursis pour "soustraction de secret de défense."

Pourtant, rapporte La Marseillaise, si le ministère de la Défense avait souligné le "comportement désinvolte" des marins en cause eu égard "à la gravité des imprudences et négligences commises", il avait cependant estimé "nécessaire de nuancer la faute" du quartier-maître étant donné que, malgré qu'il soit amené à utiliser des informations classifiées dans le cadre de ses fonctions, "sa hiérarchie ne lui attribue aucun support de stockage adapté" et que "son statut de militaire du rang (...) ne lui permet pas de travailler en respect des règles du secret défense."

## Un "Bréguet Alizé" volera bientôt de nouveau

Ligne de Défense, 24.03.2013



Depuis dès mois, une équipe de passionnés, pour la plupart d'anciens militaires de l'Aéronautique navale, s'est lancée dans la restauration d'un [Bréguet Alizé](#). L'avion a effectué ses premiers essais moteur et de roulage en fin d'année dernière.

Il y a quelques jours, l'équipe qui s'affaire autour des 5,7 tonnes de cet avion, a reçu l'autorisation pour réaliser des vols d'essai. Objectif : décrocher, in fine, le très précieux CNRAC (Certificat de navigabilité restreint pour avion de collection).

L'association Alizé Marine a été créée pour mener à bien ce projet qui devrait donc voir un Alizé reprendre l'air. A ce jour, il n'y a plus d'avion de ce type en service au monde.

Construit à 89 exemplaires, le Bréguet Alizé, aéronef de lutte anti-sous-marin, a été retiré du service, en 2000, après 39 ans de bons et loyaux services auprès de la Royale.

## c) – Armée de l’Air

# Tchad : dernier traitement d’images du détachement Mirage F1 CR

Mise à jour : 22/03/2013 20:55

Le 14 mars 2013, les pilotes de *Mirage F1* stationnés à N’Djamena ont effectué leur dernier vol de reconnaissance tactique au-dessus du Mali. Ce jour-là, les photographes, spécialisés dans la reconnaissance aérienne, ainsi que les interpréteurs photos (IP) ont également développé et analysé pour la dernière fois leurs prises de vues.



Lors de leur dernière mission, la patrouille de deux *Mirage F1*, était équipée de caméras embarquées, reliées aux systèmes de navigation. Le premier avion était doté de l’*Omera 33* et le deuxième du *podPresto*. La caméra *Omera 33*, située sous le nez de l’avion, peut réaliser jusqu’à 350 prises de vues. Le *pod Presto* est une nacelle de 500 kg installée sous le fuselage de l’avion travaillant automatiquement en haute altitude et à des distances latérales de plus de 30 kilomètres.

Avant leur départ, les pilotes ont préparé leur mission en tenant compte du type d’information demandé. Une fois en vol, les appareils de capture d’images se sont déclenchés automatiquement dès l’entrée de l’aéronef dans la zone prédéfinie. Les pilotes ont également pris des photos dites « d’opportunité » lorsqu’ils ont jugé la prise de vue pertinente.

Dés leur retour à N’Djamena, les photographes ont récupéré les magasins de film de l’*Omera33* et du *Presto* afin de développer les négatifs. Une première analyse a été menée lors de ce développement par le spécialiste avionique. Il s’occupe de tous les systèmes embarqués de l’avion et constitue le lien entre l’avion et la photo. Cette analyse rapide permet de vérifier qu’il n’y a pas de panne à traiter comme un chevauchement de négatif par exemple. Les interpréteurs photos ont ensuite analysé les images et entamé l’interprétation, en lien avec le pilote. Les IP, qui travaillent avec l’officier renseignement de l’escadron, ont trié les objectifs, marqué les négatifs, et les ont transmis aux photographes pour un tirage papier, appelé « *mapping photo* ». Ce *mapping* est l’assemblage des photos découpées afin d’en faire une carte de reconnaissance pouvant être utilisée pour les missions suivantes. Ce *mapping* peut-être également numérique, permettant ainsi d’agrandir l’image et de l’analyser avec plus de précision.



Les informations récoltées ont été ensuite transmises au *DAIC (Deployed Air Intelligence Centre)*. Cette cellule exploite tous les renseignements provenant des capteurs aériens de l’opération Serval, et élabore les dossiers d’objectifs pour les prochaines missions des pilotes.

La haute résolution des images et la rapidité avec laquelle elles peuvent être traitées permettent une grande réactivité aux échelons supérieurs de renseignement pour mener d'autres actions. En effet, en 45 minutes, les photographes et les interpréteurs photos ont développé, analysé et transmis le film.

Dans le cadre de l'opération *Serval*, les *Mirage F1CR* ont été les premiers avions de combat à se poser à Bamako. Les pilotes y ont effectué des missions d'appui feu au canon et de reconnaissance. Le 14 mars 2013, la cérémonie des couleurs de la base aérienne « Kosséï » a salué 30 années de présence et d'engagement des *Mirage F1* en Afrique (*lien vers la brève*). Ils laissent dorénavant leur place aux *Rafale* au sein de l'opération *Epervier*.

Sources : EMA , Droits : Ministère de la Défense

## Entraînement interarmées de défense aérienne au large d'Hyères

Sécurité Défense, 23/03/2013, Par D.C dchalumeau@nicematin.fr

Zohan 13, c'est le nom de l'exercice de défense aérienne interarmées qui se déroulera à partir de ce lundi 25 mars et jusqu'au 28 mars au large des îles d'Hyères. Impliquant les trois armées avec le soutien de la direction générale de l'armement (DGA) , cet exercice simulera la neutralisation et la sécurisation autour de l'île.

Parmi les moyens engagés, la frégate de défense antiaérienne [Forbin](#) qui [vient de reprendre la mer](#) (Lire ci-dessous) après sa [mise en condition opérationnelle](#) va coordonner l'exercice. L'armée de l'air mettra en oeuvre son système sol air de moyenne portée MAMBA . Côté "terriens", c'est le "54e Régiment d'artillerie de Hyères, le régional de l'étape, qui déploie des moyens.

Cet exercice permet aux trois armées de s'entraîner mutuellement en de vérifier l'interopérabilité des moyens interarmées dans le cadre de la Défense aérienne.

## Renfort Vigipirate dans les Alpes Maritimes

Mise à jour : 27/03/2013 21:21

Du 20 février au 7 mars 2013, un détachement Vigipirate a renforcé les forces de police pour le carnaval de Nice et la fête des citrons de Menton où des milliers de touristes étaient concentrés.



Une quinzaine de militaires de l'armée de terre mais sous contrôle tactique du colonel Jean-Pierre Bédu, un aviateur, délégué militaire départementale des Alpes-Maritimes ont ainsi renforcé les effectifs de police mis en place dans le cadre du carnaval de Nice et de la fête des citrons de Menton.

Sur réquisition de Monsieur le Préfet des Alpes Maritimes, les militaires de la mission Vigipirate ont renforcé la police départementale en surveillant les abords des activités pendant toute la durée des festivités. Ils ont patrouillé en armes et en totale autonomie, tout en maintenant une liaison radio permanente avec les forces de police.

Les militaires mis en place à Menton ont été hébergés dans les locaux du service d'incendie et de secours de la ville. Le colonel Bedu a d'ailleurs remercié les hôtes en leur remettant un livre de témoignages de l'action des militaires français en Afghanistan.

Droits : © Armée de l'air

## L'EPA défie les lois de la gravité

Mise à jour : 27/03/2013 21:20 - Auteur : ADJ Jean-Laurent Nijean

Mardi 26 mars 2013, l'élève Paul Tragin, de la classe préparatoire à l'enseignement supérieur de l'école des pupilles de l'air (EPA) 749 de Grenoble, a expérimenté un vol en impesanteur. Lauréat du projet Parabole organisé par le centre national d'études spatiales (CNES), il a embarqué à bord de l'Airbus A300 « Zéro G » de la société Novespace.



Des hommes vêtus de combinaisons bleues, oranges ou vertes flottent dans l'habitacle d'un avion de ligne. Pendant une poignée de secondes, la gravité n'est plus d'actualité à bord. D'aucuns ont la tête en bas, d'autres font des culbutes en suspension. Tout est sans dessus-dessous ! Il s'agit de la campagne de vols paraboliques réalisée du 24 au 28 mars 2013, à Bordeaux-Mérignac.

Lors de ce vol, une série de 31 paraboles a placé les scientifiques et les autres participants en micropesanteur. L'élève de l'EPA a mis en œuvre des expériences préparées par toute la classe. « *Je suis heureux d'avoir été tiré au sort pour ce vol extraordinaire. En impesanteur, j'ai éprouvé des sensations difficiles à décrire. Les expériences ont été à 90% couronnées de succès* », s'émerveille Paul Tragin à sa sortie de l'avion.

Chaque année, trois établissements sont sélectionnés pour participer à la campagne de vols paraboliques du CNES. Il s'agissait pour les élèves de concevoir et de réaliser des dispositifs expérimentaux, étudiés en condition de micropesanteur à bord du « spatonef » de Novespace. L'école des pupilles de l'air est le lycée de l'armée de l'air. Acteur du plan égalité des chances, cet établissement public sous tutelle du ministère de la Défense accueille plus de 700 élèves. Ses missions sont l'aide aux familles pour les collégiens et lycéens et l'aide au recrutement des futurs officiers de l'armée française pour les classes préparatoires.

Droits : © Armée de l'air

### **d) - Gendarmerie Nationale**

## Deux étoiles pour la patronne de la gendarmerie maritime

Ligne de Défense, 27.03.2013

Nommée ce mercredi en conseil des ministres, Isabelle Guion de Méritens, 50 ans, est devenue la première femme générale de gendarmerie de l'histoire de France.



Elle assure actuellement le commandement de la gendarmerie maritime, une institution qui, en sept siècles d'existence, n'avait jamais connu de femme aussi haut gradée.

Isabelle Guion de Méritens s'était "déjà illustrée comme première Saint-Cyrienne gendarme" et comme première femme promue au grade de colonel en France, en 2006.

Elle était déjà la première femme à commander en 2007 un groupement de gendarmerie, en l'espèce celui des Yvelines.

### **Biographie du colonel Isabelle Guion de Méritens**

Née en 1962 à Pau, Isabelle Guion de Méritens est entrée à Saint-Cyr pour y suivre une formation militaire en 1984. Elle intègre en 1987 l'école des officiers de la gendarmerie nationale. Diplômée d'état-major, d'enseignement supérieur du 2<sup>nd</sup> degré et des études supérieures de défense, elle devient auditeur de la 2<sup>ème</sup> promotion du CHEMI en 2012.

Médaillée de la défense nationale échelon bronze agrafe gendarmerie nationale en 1993, elle est chevalier dans l'Ordre National du Mérite en 2000 et chevalier dans l'Ordre de la Légion d'Honneur en 2005. Elle est mariée et mère de deux enfants.

## **Prévôt, le plus vieux métier du monde... pour les gendarmes !**

### **Un entretien avec le colonel Olivier Kim, premier commandant de la gendarmerie prévôtale.**



*L'insigne de la Gendarmerie prévôtale, qui devrait être adopté prochainement.*

Le colonel Olivier Kim, 48 ans, est le premier commandant de la gendarmerie prévôtale - un poste nouvellement créé par un décret du 19 mars. Saint-Cyrien, Olivier Kim a effectué une partie de sa carrière au GIGN, participant notamment à l'assaut de Marignagne. Il a également commandé le groupement de la gendarmerie en Haute-Savoie et vient de passer plus d'un an en poste en Afghanistan.

### **Mon colonel, qu'est ce que la prévôté ?**

C'est le plus vieux métier du monde.... pour les gendarmes ! Dès le Moyen-Age, il s'agissait de lutter contre les crimes et délits commis par les "gens de guerre" lorsque les armées se déplaçaient ou à la périphérie du champ de bataille. C'est en quelque sorte la police aux armées, lorsque celles-ci sont engagés en dehors du territoire national. Sauf en temps de guerre, comme le prévoit par l'article 411-1 du code de justice militaire - qui fonde son existence - elle n'opère qu'à l'étranger.

### **Et pourquoi ce nouveau commandement ?**

Jusqu'à présent, la prévôté était placée sous la responsabilité du commandement de la gendarmerie de l'outre-mer. En octobre dernier, le Directeur général m'a confié la responsabilité de créer un nouveau commandement spécifique et de le diriger. Cela correspond à un un souhait

des magistrats du Parquet de Paris et des armées, qui ont ainsi un interlocuteur bien identifié. C'est une structure légère de 15 hommes, installée à la caserne des Minimes à Paris. Sur ces 15 gendarmes, quatre appartiennent à la nouvelle brigade de recherches prévôtales, qui désormais a une compétence nationale.

### **Combien sont les prévôts ?**

Moins d'une centaine : 12 officiers et 75 sous-officiers, dont trois femmes.

### **Et où sont-ils ?**

Partout où les armées sont engagées ou déployées ! Nous avons deux types d'unités. Les détachements permanents et les détachements de circonstances en opérations extérieures. Soit au total, douze unités élémentaires de 5 à 10 gendarmes. Les premiers sont à Djibouti, aux Emirats arabes unis, en Allemagne, au Gabon et au Sénégal. Les seconds en Afghanistan, au Liban, au Tchad, au Kosovo, en Cote d'Ivoire, en Centrafrique et au Mali.

### **A quoi servent-ils ?**

Le cœur du métier est la police judiciaire. Tous les prévôts sont des OPJ (officiers de police judiciaire) aux forces armées habilités par le Parquet général de Paris. A côté de cette mission, ils en remplissent de nombreuses autres qui vont de l'aide à la mobilité, à la sécurité générale, à la recherche d'informations en passant par le contentieux ou des missions très spécifiques, comme la surveillance du versement des pensions aux anciens combattants en Afrique... Mais la seule compétence qui n'est pas partagée, c'est la police judiciaire.

### **Et ils ont beaucoup de travail ?**

On compte entre 2500 et 3000 affaires par an, la plupart des simples contentieux comme un accident impliquant un véhicule militaire ou le vol d'un vélo d'un enfant de militaire stationné à l'étranger. Mais il y a entre 5 et 10 affaires par an qui sont d'une sensibilité particulière compte tenu des conséquences multiples et majeures qu'elles pourraient avoir.

### **Comment devient-on prévôt ?**

En étant gendarme puis en se portant volontaire pour une unité permanente ou une opex. En dépit des conditions parfois difficiles - équivalentes à celles des militaires déployés en opex - on ne manque pas de volontaires, ce qui témoigne de la fibre militaire des gendarmes. Ainsi, nous avons récemment huit postes à pourvoir pour une relève de prévôts permanentes et nous avons plus de 200 candidats. Une fois sélectionné, les gendarmes reçoivent une formation spécifique. Ceux affectés dans les détachements permanents partent pour plusieurs années avec leurs familles. En revanche, pour les détachements de circonstances, cela correspond à une opex de quatre à six mois selon les théâtres.

Rédigé par Jean-Dominique Merchet le Jeudi 28 Mars 2013 à 11:35

## **Gendarmerie et laïcité : lettre au Ministre de l'Intérieur**

Vendredi 15 mars 2013 par Fédération nationale popularité : 100%

**Monsieur le ministre,**

Aux termes de l'article L. 4121-2 du code de défense, auquel sont soumis les militaires de la Gendarmerie nationale placés désormais sous votre autorité, « *Les opinions ou croyances, notamment philosophiques, religieuses ou politiques, sont libres. \_ Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire. Cette règle s'applique à tous les moyens d'expression. Elle ne fait pas obstacle au libre exercice des cultes dans les enceintes militaires et à bord des bâtiments de la flotte. »*

En dépit de ces dispositions, qui concilient la liberté de conscience des gendarmes avec la séparation des Églises et de l'Etat, de nombreux escadrons de gendarmerie participent en corps à la célébration religieuse de la Sainte-Genève.



Depuis plusieurs années, des Fédérations départementales de la Libre Pensée en font la remarque aux autorités militaires concernées. D'une part, elles considèrent que la célébration de la Sainte-Genève porte atteinte à la nécessaire neutralité des services publics, rappelée par le Conseil d'Etat dans un avis rendu le 3 mai 2000 à propos de l'affaire Marteau et dans son rapport public de 2004 consacré à la laïcité. D'autre part, compte tenu de la force de l'esprit de corps, elles estiment que la liberté de conscience des militaires de la Gendarmerie nationale, qui ne sont pas catholiques ou ne pratiquent aucun culte, est

également atteinte.

C'est pourquoi, le 14 novembre 2012, la Fédération du Nord de la Libre Pensée a saisi le préfet de ce département d'une demande d'interdiction de l'organisation par les unités de la Gendarmerie nationale de cérémonies religieuses en l'honneur de Genève. Par lettre du 13 décembre 2012, le représentant de l'Etat concerné lui a répondu que ces « [...] *manifestations se déroulent de façon détachée du service normal et réglementaire de la Gendarmerie, sans conséquence sur l'exercice de ses missions [et] ont pour principal objet de célébrer les valeurs et les principes d'engagement, de responsabilité et de service public [...]* » Il a également précisé que « *chaque militaire [y] participe à titre individuel et volontairement.* » Il nous paraît difficile de soutenir que ces manifestations religieuses du corps tout entier ne constituent pas une atteinte au code de défense surtout si elles ont précisément pour objet de célébrer le service public dont la neutralité ne saurait souffrir d'entorse.

De même, en décembre 2012, la Fédération de l'Ain de la Libre Pensée

s'est adressée au préfet de ce département pour lui rappeler le droit applicable et s'étonner de sa participation en qualité, aux côtés des gendarmes en tenue pendant les heures de service, à la cérémonie religieuse célébrée à l'occasion de la Sainte-Genève.

Sans insister sur le ton discourtois de sa réponse du 7 février 2013, celle-ci appelle de notre part trois observations. En premier lieu, le préfet de l'Ain ne répond pas sur le point de droit que la Libre Pensée soulève, une manière implicite de reconnaître le bien fondé de notre point de vue, tiré d'une lecture élémentaire de l'article L. 4121-2 du code de défense. En deuxième lieu, il qualifie de « *républicaine* » cette célébration, bien qu'elle procède d'un bref du pape Jean XXIII du 18 mai 1962. Quel que puisse être l'avis que l'on porte sur son pontificat, il est pour le moins audacieux de faire de cet évêque de Rome une source d'inspiration pour la République. Enfin, bien qu'il sache notre opposition radicale à l'existence même de ce type d'instance, dépourvue d'ailleurs en l'espèce de toute base légale, il pousse la perfidie jusqu'à proposer à la fédération de l'Ain de la Libre Pensée de participer à la conférence départementale de la laïcité mise en place par votre prédécesseur dans le prolongement du débat nauséabond sur l'identité nationale.

Enfin, dans une lettre du 26 novembre 2012, le bureau central des cultes du ministère de l'Intérieur a indiqué aux libres penseurs du département du Tarn, sur le même sujet, que *« les militaires, fonctionnaires de l'Etat, peuvent assister à des cérémonies religieuses, en uniforme ou non, de leur propre chef en dehors du service, ou pendant celui-ci quand les circonstances l'imposent (tâches de*



*représentation, obsèques religieuses de soldats morts au combat etc ...) ou encore quand ces cérémonies s'inscrivent dans la tradition locale. » Ce ne serait qu'en dehors de ces circonstances que « la participation d'un militaire à une cérémonie religieuse ne saurait être obligatoire. » Le droit français n'étant pas coutumier, il ne nous semble pas que les traditions locales, en l'espèce d'ailleurs très répandues, sont de nature à justifier les célébrations religieuses de la Sainte-Geneviève par les militaires de la Gendarmerie nationale assemblés en corps, dont l'aspect traditionnel reste d'ailleurs limité puisque ces manifestations, très discrètes pendant des années, ont commencé en 1962 seulement.*

En dépit de cette réponse qui ne nous satisfait pas et accessoirement au-delà de la polémique que semble vouloir entretenir le préfet de l'Ain à l'égard des libres penseurs de son département, la Fédération nationale de la Libre Pensée souhaite que vous donniez des instructions aux autorités concernées tendant à leur rappeler les obligations de neutralité de la gendarmerie nationale, sans préjudice naturellement du droit de chacun des militaires appartenant à ce corps de pratiquer le culte de son choix en dehors des heures de service et, au besoin, dans le cadre des aumôneries militaires.

Je vous prie de croire, Monsieur le ministre, à l'assurance de ma haute considération.

**Marc Blondel, Président de la Libre Pensée**

**Pour information**, voici un rappel des principaux saints patrons dans l'armée française:

SAINT LOUIS (25 août), patron du diocèse aux armées françaises, titulaire de la cathédrale, l'église des soldats des Invalides.

SAINT JEAN DE CAPISTRAN (23 octobre), patron des aumôniers militaires

SAINT MAURICE (22 septembre), patron de l'Infanterie

SAINT BERNARD DE MENTHON (15 juin), patron des troupes de montagne

SAINT ANTOINE (17 janvier), patron des Légionnaires

SAINT MICHEL archange (29 septembre), patron des parachutistes

SAINT GEORGES (23 avril), patron des cavaliers

SAINTE CLOTILDE (4 juin), patronne de l'ALAT

SAINTE BARBE (4 décembre), patronne des artilleurs et du génie (photo ECPAD ci-dessus)

SAINT GABRIEL (29 septembre), patron des Transmetteurs

SAINT ELOI (1er décembre), patron des mécaniciens (Armée de l'Air) et patron du matériel (Armée de Terre)

SAINT AMBROISE (7 décembre), patron du corps administratif et technique des Armées

SAINTE VERONIQUE (4 Février), patronne de l'E.C.P.A

SAINT-RAPHAEL archange (29 Septembre), patron du Renseignement militaire

SAINT MARTIN DE TOURS (11 novembre, patron du Commissariat

SAINTE GENEVIÈVE (26 novembre), patronne de la Gendarmerie

NOTRE-DAME DU ROSAIRE (7 octobre), protectrice de la Marine nationale

NOTRE-DAME DE LORETTE, (10 décembre), patronne des aviateurs

SAINT-JOSEPH DE CUPERTINO (18 septembre), patron des aviateurs

SAINT-LUC, Évangéliste (18 octobre), patron du Service de Santé

SAINT-ROCH, (16 août), patron des unités cynophiles

SAINT VINCENT DE PAUL (27 septembre), patron des aumôniers de Marine etc

# Blondel a dit » stupide » ... comme c'est « stupide »

25 mars 2013 | La Grogne dans la Gendarmerie, | Publié par: Jacky Mestries



Devise de la République française sur le tympan d'une église. Illustration Michel Munier (Image libre de droits - source wikipedia)

**Monsieur Marc Blondel, syndicaliste célèbre en son temps, ne se gratte pas pour [dire aux gendarmes qu'ils seraient stupides](#).**

**Il en vient à cette conclusion pour avoir lu les commentaires faits à la suite de la [lettre ouverte](#) qu'il a adressée au Ministre de L'intérieur pour le sommer, au nom de la laïcité, de mettre fin à la célébration de la**

## **Sainte Geneviève.**

A vrai dire, on se demande quelle mouche a piqué Monsieur Blondel, qu'il en sorte ainsi d'une retraite bien méritée de représentant des travailleurs.

Je n'en doute pas une seule seconde, c'est l'intérêt supérieur qu'il ressent pour notre institution qui l'a poussé à venir au plus près aux côtés des gendarmes obligés de célébrer la fête de cohésion que la gendarmerie.

Il le sait, les gendarmes sont manu militari, fusil dans le dos, obligés de s'agenouiller devant la statue de cette parisienne qui a sauvé sa ville de l'invasion des barbares. Comment cela a-t-il pu m'échapper pendant les plus de trente ans que j'ai fait dans cette institution. J'allais ou pas à la célébration de Geneviève, selon mon humeur ou mes disponibilités et jamais je n'ai ressenti le moindre soupçon de quoi que ce soit. Je dois être un idiot probablement.

Je ne ferai pas l'insulte à cet homme de bien de lui rappeler que c'est le courage de cette petite bonne femme que les gendarmes célèbrent et qu'ils voient en elle un exemple, rien de plus.

Non, je ne lui ferai pas cet affront, il semblerait stupide à ceux qui connaissent les fondements de cette célébration.

La célébration de la Sainte Geneviève est un rite interne à une institution destiné à se tourner vers ses morts, vers ses malades, vers ses veuves et vers ses orphelins, mais aussi pour se rassembler, pour se parler, pour ne pas se sentir seul à défendre sa république.

Combien de rites internes aux grandes institutions demeurent dans notre république, en font le ciment. S'ils sont païens, il n'y a rien à dire, mais si par hasard, ils s'attachent à la religion catholique, ils sont une blessure dans le contrat social.

J'y vois plutôt un épisode supplémentaire du nettoyage culturel que nous subissons quasi quotidiennement, au même titre que la fête de Noël est interdite dans telle école, que le maire de telle ou telle ville interdit qu'on appelle les vacances de fin d'année, les vacances de Noël, où que l'on jette des gâteaux parce qu'ils portent une inscription faisant référence à une tradition chrétienne.

## Sommes-nous en face d'un laïc pur et dur ?

Cela se saurait s'il traitait toutes les religions de la même façon. Ainsi qu'il nous explique son silence devant les pèlerinages organisés au frais du contribuable à la Mecque ? Oui mais là faut pas toucher, c'est dangereux, on risquerait de se voir traiter d'islamophobe par toute la bien pensance qui nuit bien plus à l'unité nationale que le rassemblement de gendarmes un jour de novembre.

Cela se saurait, Blondel, si vous aviez relevé la participation de l'aumônier musulman de la gendarmerie au rassemblement de l'UOIF où l'on prêche encore la conquête de Rome.

Cela se saurait si vous vous offusquiez de la nature des repas servis dans les mess de la gendarmerie ou de l'armée, où l'on voit les religions s'introduire. Même les rations de guerre de nos soldats qui combattent l'islamisme en Mali sont Halals et cela déplaît à bon nombre de combattants. Où êtes-vous Monsieur Blondel ? Ces gens là ne valent-ils pas la peine que l'on se préoccupe de leur croyance ? Votre indignation est-elle sélective ? Ne pourrais-je pas deviner une discrimination dans votre attitude ?

Continuez ainsi et vous verrez que ce n'est pas 75 % de français qui vont mettre une religion en question, mais 85 % très bientôt. Si vous foutiez la paix aux gens tranquilles, vous verriez que tout le monde s'en porterait bien mieux.

Ainsi ce n'est pas la laïcité la cause de la sortie de Monsieur Blondel, mais autre chose. Je vais faire comme lui et lui faire un mauvais procès, jouer à son exemple au jeu de celui qui est de plus mauvaise foi.

C'est bien la gendarmerie en tant qu'institution qu'il attaque en s'en prenant à la célébration d'une jeune femme courageuse et déterminée. Au fond, ce qui différencie encore la gendarmerie de la police est la très forte tradition que porte encore la gendarmerie. Il faut ruiner cette tradition, abattre tous les vecteurs de reconnaissance de l'appartenance à une communauté.

C'est ce qu'a entrepris Monsieur Blondel, syndicaliste, comme ses amis des syndicats de la police.

Ne cherchez pas plus loin. Après s'être attaqué aux fondements législatifs de la gendarmerie, voilà un nouveau front ouvert, celui du nettoyage de la culture des gendarmes.

Vous avez-dit « stupide », comme c'est stupide.

## Nord – Pas de Calais, deux gendarmes sauvent la vie d'un désespéré



**Le 11 mars 2013 en soirée, à MERVILLE (59 - Nord), deux militaires de la gendarmerie de la brigade territoriale autonome locale interviennent au domicile d'une personne dépressive qui veut mettre fin à ses jours.**

Peu de temps auparavant le Centre d'opérations et de renseignement de la gendarmerie (CORG) avait reçu un appel d'un désespéré qui annonçait son intention de mettre fin à ses jours et précisait qu'il ne voulait pas voir de gendarmes.

Lorsque ces derniers arrivent sur les lieux, ils aperçoivent de la lumière dans le garage de l'habitation et décident de casser une vitre pour pénétrer dans le domicile le plus rapidement possible.

Ils découvrent un homme conscient pendu à deux mètres du sol. Pendant que l'un des deux militaires soutient l'homme, le deuxième coupe le câble électrique servant de lien. Décroché de son étreinte, l'homme est mis au sol et les deux gendarmes lui libèrent immédiatement les voies respiratoires. Les sapeurs-pompiers alertés transportent le désespéré à l'hôpital d'ARMENTIÈRES (59) où les médecins confirment que ses jours ne sont plus en danger.

La rapidité d'intervention des deux militaires et le sang-froid dont ils ont fait preuve font honneur à la gendarmerie.

Sources : RGNord/Sirpa.

## **e) – Service de Santé**

# Base navale de Brest : distribution préventive de pastilles d'iode aux riverains

Lefigaro.fr Mis à jour le 26/03/2013 à 09:49 | publié le 26/03/2013 à 09:00

Des [comprimés d'iodes](#) vont être distribués dans les semaines à venir aux personnes habitant à proximité de la base navale de Brest, révèle [France 3](#).

Cette distribution est préventive et intervient dans le cadre du plan particulier d'intervention de la base navale de Brest. Il définit l'organisation et l'intervention des secours pour assurer la sauvegarde des populations et la protection de l'environnement en cas d'accident à caractère radiologique dont les conséquences s'étendraient à l'extérieur des installations militaires.

Ce plan est mis en place compte-tenu de la nature des activités nucléaires conduites sur le site de Brest et des situations accidentelles qui pourraient en résulter.

La sous-préfecture de [Brest](#) indique qu'il s'agit d'une obligation légale qui sera mise en œuvre par la mairie.

Les habitants de Toulon, vivant près du port, sont déjà soumis aux mêmes mesures.

# DRSSA de Lyon : réunion d'instruction régionale des réserves

Mise à jour : 26/03/2013 17:03 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA

La Direction régionale du service de santé des armées de Lyon (DRSSA Lyon) et le Centre d'instruction des réserves du service de santé des armées de Lyon (CIRSSA Lyon) ont organisé une journée régionale d'instruction des réserves dans les locaux de l'École de santé des armées le 21 mars 2013. Cette manifestation a rassemblé une centaine de réservistes.



Après l'ouverture de séance par le médecin général inspecteur Sarthou-Moutengou, directeur régional du service de santé des armées de Lyon, le général de Brigade Peraldi, adjoint engagements auprès du Gouverneur militaire de Lyon a rappelé les grandes orientations du livre blanc 2008 et ses évolutions possibles dans le livre blanc 2013. Le MCS Cueff, chef du bureau réserve de la DCSSA a décrit des actualités de la réserve et ses modes de gestion. Le LCL® Guillot, directeur d'exercice du raid des réserves du SSA 2013 a exposé le déroulé de cette activité.

Le MC® Mino-Vercellis, responsable du CIRSSA de Lyon a présenté les orateurs du programme CIRSSA de la journée : le médecin principal Simson, assistant dans le service de psychiatrie de l'HIA Desgenettes qui a développé les différents aspects des troubles psychiques de guerre ; le MC Guigue, chef du Bureau organisation emploi de la DRSSA Lyon qui a fait part de son expérience de l'opération TAMOUR 2 en tant que COMSANTE et le lieutenant Leduc, psychologue à l'HIA Bégin, pour cette même opération comme psychologue des armées.

Le MC César, chef de la section réserves à la DRSSA Lyon, a présenté les nouveautés dans la gestion des réservistes suite au transfert des dossiers des réservistes sur le bureau central d'administration des personnels militaires du SSA de Toulon puis le MCS® Derrien, conseiller réserves du directeur régional de Lyon a exposé le nouveau programme d'instruction des réservistes mis en place à partir de 2013.

Droits : © Service de santé des armées.

## **9 – France : Armements & Industries**

# Les industriels dénoncent le "livre noir" de la Défense

Challenges.fr, Créé le 22-03-2013 à 15h37 - Mis à jour à 15h37(Avec AFP)

**Les entreprises françaises du secteur de l'armement tirent la sonnette d'alarme, alors qu'un budget de rigueur sans précédent se profile à l'horizon pour l'armée.**



Un Rafale français atterrit à N'Djamena au Tchad après une mission au Mali, le 13 janvier 2013. (Adj Nicolas-Nelson Richa/AP/SIPA).

Sur le même sujet

» [Comment Bercy veut saigner l'armée à blanc](#)

Les industriels de l'armement sonnent l'alarme face aux coupes attendues dans le budget de la

Défense, d'autant qu'il leur est de plus en plus difficile de les compenser par l'exportation.

La publication du Livre blanc de la Défense qui fixera les priorités stratégiques de la France est attendue d'ici la fin mars, dans un contexte de réduction budgétaire sans précédent.

Déjà surnommé "le livre noir", il donnera les orientations de la loi de programmation militaire pour la période 2014-2019 qui doit être présentée au parlement à l'automne.

## **De 1,56% à 1,1% du PIB**

Le scénario le plus draconien ramènerait l'effort de défense de 1,56% du PIB actuellement à 1,1% en 2025.

"Je n'arrête pas de tirer la sonnette d'alarme et de dire que l'on court à la catastrophe", a déclaré le président du Conseil des industries de défense françaises, Christian Mons.

Selon lui, "le pourcentage du PIB doit être au minimum de 1,5% pour préserver l'essentiel" d'une industrie qui emploie directement et indirectement 165.000 personnes.

"Deux milliards de réduction des investissements dans le secteur, c'est 20.000 emplois qui disparaissent", prévient-il. Le budget défense 2013 s'élève à 31,5 milliards d'euros.

## **Nombreux théâtres d'opérations**

Ce qui pourrait n'être que le plaidoyer d'un lobby industriel est soutenu par les experts. "Si on arrête un certain nombre de programmes (d'acquisition de nouveaux armements), il y aura des pertes d'emplois importantes", estime Jean-Vincent Brisset de l'Institut des relations internationales et stratégiques.

"On est dans une logique où on pense au budget et après on voit ce qu'on fait de la défense", regrette Loïc Tribot La Spière, du Centre d'études et de perspectives stratégiques.

Et ceci, souligne-t-il, "alors que jamais en aussi peu de temps nos forces n'étaient intervenues sur autant de théâtres de guerre - Afghanistan, Libye, Côte d'Ivoire, Mali - consommant du matériel".

## **Un tiers du chiffre d'affaires à l'exportation**

La tendance à la réduction des dépenses militaires ne date pas d'hier et les industriels français ont orienté leurs efforts à l'exportation, qui représente aujourd'hui un tiers de leur chiffre d'affaire annuel de 15 milliards d'euros.

Mais sur les marchés à l'exportation, la concurrence est de plus en plus rude, avec les Etats-Unis, la Russie, de nouveaux venus comme la Turquie et la Corée du Sud, ainsi que la Chine.

D'après le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), la Chine a dépassé la Grande-Bretagne pour devenir le cinquième exportateur d'armes sur la période 2008-2012.

## **Concurrence des pays émergents**

Les industriels américains, qui avaient pu longtemps se concentrer sur le marché domestique, voient aussi la commande nationale diminuer.

Du coup, Washington apporte "un soutien accru à ses industriels sur les marchés export alors même que l'accès au marché américain est de plus en plus difficile", a constaté cette semaine Antoine Bouvier, PDG du fabricant de missiles européen MBDA.

"Nous avons des matériels plus chers que les matériels américains et russes, et on a perdu des parts de marché au profit des contrefaçons chinoises de bas de gamme", relève Jean-Vincent Brisset. Il cite notamment des copies de missiles français Crotale (rebaptisés HQ7) ou d'hélicoptères Dauphin, produits par la Chine après l'expiration de la licence sous le nom de Z-9.

De toute façon, tranche Christian Mons, "si on n'a plus de programmes, ça veut dire que dans dix ans, on n'aura plus rien à exporter".

Les coupes budgétaires à venir, "ce n'est pas la mort", estime cependant M. Tribot La Spière. C'est une incitation à migrer vers le secteur de la sécurité intérieure et à effectuer des rapprochements industriels en Europe".

## Budget : après les sénateurs et les industriels, les députés montent au créneau



RP Défense, 27.03.2013 - [par Guillaume Belan \(FOB\)](#)

Le moins que l'on puisse dire c'est qu'en cette période tendue de projection budgétaire, Bercy fait l'unanimité contre lui. Les uns après les autres, tous contestent vigoureusement contre les scénarios catastrophiques élaborés le Ministère de l'Economie. Après les sénateurs, ce sont les députés, y compris ceux PS, qui tirent la sonnette d'alarme. « Face aux menaces extérieures, la France doit maintenir son effort de Défense » s'est alarmé le député socialiste de Seine et Marne Eduardo Rihan Cypel, membre de la commission défense.

« Notre responsabilité de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies est grande : pour concourir à la sécurité du monde, notre pays a besoin de forces et de capacités militaires crédibles, formées et équipées. Notre présence en outre-mer, la nécessité de protéger notre territoire national et le maintien de la dissuasion nucléaire constituent un héritage puissant qui dépasse les clivages politiques. Enfin, les investissements de l'Etat dans les industries de défense françaises font vivre 4000 entreprises et 135 000 salariés.(...) Gardons-nous de porter le coup de grâce à un outil souverain construit génération après génération, qui fait la fierté des Français et participe au rayonnement de notre pays » prévient ce membre de la commission du Livre Blanc, dans un communiqué il y a quelques jours.

Autre fait exceptionnel, les industriels se sont entendu pour envoyer un message d'alerte au Président de la République début du mois de mars. Les PDG de Dassault, EADS, Safran, MBDA, DCNS, Nexter et Thales s'alarment : « La préservation de l'investissement productif est indispensable à la croissance française et à la survie de notre industrie. (...) Les industries de défense sont des leviers de croissance et d'emplois hautement qualifiés et peu délocalisables (...), elles sont des locomotives technologiques pour l'ensemble de l'industrie française. (...) Pourtant elles ne sauraient résister à certains des scénarii budgétaires actuellement à l'étude. (...) La gestion de l'urgence ne doit pas nous conduire à compromettre l'avenir d'une base industrielle qui est l'apanage d'un nombre restreint de puissances ».

## JYLD à SOFINS début avril

Le mindef sera à Souge début avril pour inaugurer le salon SOFINS (special operations forces innovations network seminary).

Cet évènement initié par le **COS** s'annonce comme un succès avant l'heure, pour avoir suscité la présence de 104 exposants de toutes tailles... sans que la défense n'ait, dit-on, à sortir le moindre euro.

Malgré un fort engagement au Mali (et ailleurs...), les forces spéciales ont prévu des démonstrations dynamiques (1), ainsi que des rencontres destinées à encore mieux stimuler l'innovation, et de faire connaître la réactivité des fournisseurs du COS, souvent des PME, auxquelles JYLD a consacré un pacte.

Même si à ce stade rien n'a évidemment transpiré, il est vraisemblable que le ministre profitera de son déplacement pour faire des annonces. Peut-être [capacitaires](#), peut-être industrielles (pacte PME). Peut-être les deux.

En Aquitaine existe un modèle assez innovant de politique industrielle régionale, cultivée par le président socialiste de l'exécutif, **Alain Rousset**.

Ce sera la troisième rencontre du ministre avec les unités du COS depuis le début de l'année : il les longuement rencontrés à Lorient, en janvier, puis à Ouagadougou, lors d'une visite à Serval.

(1) Camp para créé après la guerre, Souge dispose de vastes espaces qui l'ont désigné naturellement pour héberger l'évènement. De fait, le **13e RDP** n'occupe qu'une infime partie de l'espace, et il reste de la place.

Publié par mamouth leader à [3/26/2013 11:20:00 PM](#)

## Rafale : la Défense envisage d'arrêter les commandes à 225 exemplaires

La Tribune, Michel Cabriol | 22/03/2013, 13:01

Copyright Reuters



L'Etat envisage de réduire la cible finale de Rafale, laquelle pourrait passer de 286 à 225 appareils, selon plusieurs sources concordantes. Des économies qui seraient générées à très long terme. Et l'armée de l'air changerait de modèle.

320, 294 puis 286 et maintenant 225 Rafale.

C'est la commande totale qui est désormais envisagée au ministère de la défense, selon plusieurs sources concordantes. Un chiffre qui n'est aujourd'hui pas encore arbitré par l'Elysée. Un conseil de défense s'est tenu ce vendredi matin mais il n'est pas décisif, expliquait-on à La Tribune avant sa tenue. Un autre conseil, qui doit se tenir mi-avril, sera quant à lui déterminant. Si cette nouvelle cible était entérinée, cela ferait 61 avions de combat en moins pour l'armée de l'air et dans les futures commandes de [Dassault Aviation](#) et de ses sous-traitants, [Thales](#) et [Safran](#) en tête ainsi que 500 entreprises (soit plus de 7.000 emplois générés par le Rafale). Ce serait par ailleurs pour l'armée de l'air un vrai changement de modèle. Le dernier Livre blanc prévoyait pour remplir l'ensemble des missions de l'armée de l'air 300 avions de combat modernes (Rafale et Mirage 2000D modernisés), incluant ceux de l'aéronautique navale.

Un autre chiffre circule, celui de 250, mais il est beaucoup moins crédible, estiment plusieurs sources interrogées par La Tribune. Dans cette période d'incertitudes générées par la rédaction du Livre blanc, certains avaient même envisagé il y a une quinzaine de jours d'arrêter ou de geler la chaîne Rafale. Ce qui aurait été une véritable catastrophe industrielle pour la filière aéronautique militaire. L'idée a été abandonnée. « Cela aurait été la plus belle co..... du Livre blanc », estime-t-on dans les milieux industriels.

## Des milliards d'euros d'économies à très long terme

Le coût total du programme, actualisé aux prix de 2011, est de 43,56 milliards d'euros pour l'Etat, y compris le coût de développement déjà payé (soit 5,3 milliards d'euros, selon un rapport du ministère de la Défense publié en mai 1996) et l'industrialisation (1,1 milliard). Soit 152 millions TTC prix unitaire (ou 127 millions HT), selon un rapport du Sénat. Le ministère de la Défense estimait en 2010, en réponse à un rapport de la Cour de comptes sur la conduite des programmes d'armement, le prix unitaire de production du Rafale à 101,1 millions d'euros. L'Etat avec 61 Rafale en moins à acquérir, économiserait plusieurs milliards (environ 6 milliards d'euros) mais perdrait dans le même temps environ 1 milliard d'euros de rentrée de TVA (19,6 %). Sauf que ces économies se feront à long terme, au-delà de la fin du quinquennat de François Hollande. A cette période, qui peut savoir quel sera l'état économique et financier de la France et surtout des menaces pesant sur le pays. En revanche, l'Etat réfléchit à réduire la cadence de production des Rafale France. Comment ? En remplaçant un Rafale France par un Rafale exporté. Encore faut-il conclure un premier contrat à l'export. Ce qui est dans le domaine du possible en Inde où un nouveau jalon a été récemment franchi par le Rafale, selon nos informations.

L'idée de remplacer un pour un n'est pas nouvelle - le gouvernement Fillon l'envisageait également - mais elle permettrait cette fois-ci de faire des économies... à moyen terme. Et pour ceux qui pensaient qu'un contrat export du Rafale pouvait desserrer à court terme la contrainte budgétaire pesant sur le ministère de la Défense, c'est raté. Pas avant 2017. Les déclarations à l'automne 2012 du délégué général pour l'armement (DGA), Laurent Collet-Billon avait jeté un froid. "Si elle se produit, l'exportation du Rafale permettra d'alléger la charge à partir de 2017", avait-il expliqué. Il faut en moyenne trois ans pour fabriquer un Rafale. Le ministère peut-il réduire le nombre de livraisons de l'avion de combat de Dassault Aviation fixé à 11 appareils en 2013, dont 9 pour l'armée de l'air ? A priori, non sauf à s'exposer à des pénalités très lourdes. "Le contrat stipule la livraison annuelle de onze Rafale, avait rappelé Laurent Collet-Billon. C'est la cadence minimale fixée au regard de la continuité industrielle et de la capacité des fournisseurs de Dassault à produire les équipements nécessaires". Les cadences du Rafale ont déjà été beaucoup ralenties. Ainsi, le 137e Rafale qui devait être livré fin 2000 à cadence initiale, ne le sera in fine que fin 2014.

## 180 Rafale déjà commandés

A ce jour, 180 avions de série ont déjà été commandés par l'État français sur un besoin exprimé par les forces armées françaises de 286 Rafale (228 pour l'armée de l'air et 58 pour la marine). Fin décembre 2012, 115 avions de combat ont été livrés à l'armée de l'air par Dassault Aviation. Soit à ce jour, autour de 118 appareils. Les 180 avions de série commandés se décomposent en : 132 Rafale pour l'armée de l'air (69 monoplace et 63 biplace) et 48 pour la marine (monoplace). La Marine a mis en services ses premiers Rafale en 2004, et l'armée de l'air a déclaré opérationnel son premier escadron à Saint-Dizier en 2006. Le Rafale doit remplacer à terme 7 types d'avions (Mirage IV, Jaguar, Mirage F1, Mirage 2000, Crusader, Etendard IVP, Super-Etendard).

# Dassault Aviation envisagerait d'assembler des Rafale en Malaisie

La Malaisie songe à remplacer ses avions MiG-29 par 18 appareils plus modernes. En 2011, Kuala Lumpur a adressé, à cette fin, une demande d'informations (RFI, Request for Informations) aux principaux constructeurs aéronautiques, dont Dassault Aviation qui compte soumettre le Rafale.

Actuellement, les forces aériennes malaisiennes procèdent à l'évaluation technique des avions de combat susceptibles de les intéresser. Leur choix sera annoncé à l'issue d'un appel d'offres qui doit en principe être lancé après les élections législatives qui seront organisées dans le pays lors du second semestre 2013.

Mais sans attendre, le patron de Dassault Aviation, Eric Trappier, avance ses pions pour tenter de décrocher ce contrat. A l'occasion du salon aéronautique de Langkawi, auquel participent deux Rafale, il a en effet indiqué le constructeur français "envisage une chaîne d'assemblage en Malaisie, c'est une option", si jamais son avion venait à être choisi par Kuala Lumpur.

A cette fin, Dassault Aviation a noué plusieurs partenariats avec des sous-traitants locaux, comme CTRM, un spécialiste des matériaux composites, ou encore Zetro Aeropace et Sapura, qui travaille déjà depuis longtemps avec Thales, dont l'avionneuse est actionnaire et qui fournit plusieurs éléments du Rafale. En outre, des accords avec des organismes gouvernementaux malaisiens ont été signés, dont un avec celui qui gère les compensations entrant dans le cadre des commandes de matériels militaires étrangers.

Le montage envisagé par Dassault Aviation est similaire à celui proposé à l'Inde, pays avec lequel le constructeur a engagé des négociations exclusives pour la vente de 126 Rafale. Pour rappel, 18 appareils seront assemblés en France, les autres devant l'être par des industriels indiens. Aussi, leur issue sera regardée de près par les autorités malaisiennes.

Outre le Rafale, l'appel d'offres qui sera lancé par Kuala Lumpur devrait voir la participation de l'Eurofighter Typhoon, du F-18 Super Hornet de Boeing et du Gripen de Saab. Son montant est évalué à 3 milliards d'euros.

## Frégates. « L'État doit honorer sa signature »

Le Télégramme, 25 mars 2013 -

**Vincent Martinot- Lagarde prend les commandes de DCNS Lorient alors que la Défense va devoir se serrer la ceinture. L'ancien directeur du programme Fremm espère ne pas subir les conséquences de ce tour de vis budgétaire. « Mais l'horizon est devenu gris ».**



**Le tour de vis budgétaire alimente les craintes sur l'avenir de la Défense française. L'un des scénarios avance même l'idée d'une coupe dans la série des frégates multi-missions (Fremm). Redoutez-vous une telle hypothèse ?**

Ce n'est pas à [DCNS](#) de décider de la posture géostratégique et politique de la France. Beaucoup de scénarios sont en cours de réflexion avec le Livre blanc. Ceci dit, on est convaincu que les enjeux de la maritimisation

du monde sont majeurs. La Marine a un rôle décisif à jouer dans le contexte international. Notre espoir est que cette conscience soit partagée. Maintenant, il y a une réalité budgétaire de l'État que l'on ne peut pas ignorer. Seulement, [DCNS](#), en tant qu'industriel, a un contrat ferme de onze

frégates multimissions. Si l'État revoit sa position, il y aura une négociation qui sera forcément compliquée car nous sommes dans une logique contractuelle. L'État doit honorer sa signature. On a la chance d'avoir un outil industriel performant (ingénierie, fabrication et production). C'est une chance pour la France que l'on doit préserver. Le programme Fremm a permis de moderniser cet outil - c'est une pépite de l'industrie française - et à l'État d'acquiescer les frégates à un prix compétitif. L'horizon est peut-être un peu gris mais nous défendons nos intérêts.

### **Le plan de charge des Fremm est-il respecté ?**

Oui, le plan charge, avec les douze frégates, court jusqu'à 2022, avec une livraison tous les dix mois. Il n'y a, pour l'heure, aucun retard. On a quatre navires en cours de construction : Normandie (livrable en 2014), Provence, Languedoc et Auvergne. Tout est désormais fabriqué sur le site lorientais. Cette logique de série et de durée nous a permis d'optimiser et de moderniser l'outil de production. Le programme Fremm est l'épine dorsale de [DCNS](#). Notre capacité d'innovation est la clé pour fournir des produits de qualité à la marine française. C'est aussi une des clés de notre développement à l'international. C'est l'ambition du programme Advansea : on a créé l'idée que l'avenir peut s'organiser autour d'un projet fédérateur de recherche et développement. Ses objectifs ? Identifier les capacités de demain pour nos marines comme l'intégration des drones (sous-marins, aériens...), la maîtrise des systèmes d'information, des coûts de l'énergie. On veut associer les laboratoires, des PME... Nous avons une démarche similaire avec les sous-marins, avec comme cible la réalisation du sous-marin nucléaire de troisième génération. Sur les Fremm aussi, le process n'est pas figé avec l'apport de nouvelles innovations. On doit faire face à de nouveaux acteurs comme la Chine ou la Corée qui arrivent sur le marché avec de nouveaux missiles. La menace « missiles » évolue constamment. Alors, on s'adapte en permanence.

### **[DCNS](#) a fait un autre pari industriel avec la construction, sur fonds propres, de l'OPV Gowind (surveillance maritime, lutte contre la piraterie). L'Adroit a été livré à la Marine en octobre 2011. Quel est l'avenir de ce patrouilleur hauturier à l'export ?**

L'Adroit est en service, son port d'attache est Toulon. Ce bâtiment a été testé en conditions réelles autour des côtes africaines et notamment au large de la Somalie lors de missions de lutte contre la piraterie. L'OPV témoigne de la volonté de [DCNS](#) d'élargir sa gamme de produits de navires de surface (OPV, corvette, Fremm...). Il y a une forte compétition sur ce marché. Nous avons eu des contacts mais pas de contrat ferme. C'est pour cette raison que l'on a combiné nos forces avec les chantiers Piriou (Concarneau) en créant une joint-venture qui devrait être opérationnelle à la fin du premier semestre 2013. On ne cherche pas un effet de volume, par contre, on veut créer des liens avec d'autres marines pour ensuite monter en gamme. C'est, en effet, plus facile de fidéliser un client que d'en conquérir d'autres. Cette stratégie ouvre des marchés. Exemple avec la Malaisie où on a déjà eu des contrats avec des sous-marins. Le design et la conception de systèmes de combat de [DCNS](#) ont été, cette fois, retenus par la Malaisie pour les Corvettes. Les discussions se poursuivent sur le périmètre exact des prestations. Mais on est dans une phase active de finalisation.

### **Peut-on, après Piriou, imaginer un rapprochement similaire avec STX Lanester ?**

Aujourd'hui, il n'y a pas de projet établi de façon déterminée. On soutient cette entreprise à travers l'activité des Fremm. On a accueilli des personnels de STX dans le cadre de conventions de mise à disposition. Leurs salariés réalisent une partie de blocs des Fremm. Mais les schémas sont ouverts, il n'y a pas de décision arrêtée.

### **Que représente votre développement à l'international ?**

C'est le premier axe de développement de [DCNS](#). L'an passé, le chiffre d'affaires de [DCNS](#) était de 3,9 milliards d'euros, dont 38 % à l'export. Trois ans plus tôt, c'était moins de 2,5 milliards d'euros et 28 % à l'export. On a déjà doublé notre chiffre d'affaires à l'export grâce notamment au contrat avec le Brésil (navire, infrastructure, formation) qui s'est concrétisé à [Lorient](#).

# La défense est un sujet économique

La Nouvelle République, 23/03/2013 05:27

L'armement français exporte (6,5 milliards en 2011), ce qui permet aux industriels de verser des dividendes à leurs actionnaires (dont l'État, parfois) et, surtout, de maintenir des emplois en France.

Pour Antoine Bouvier, patron de MBDA, « l'industrie de l'armement doit être considérée comme un acteur économique important ». C'est l'enjeu des arbitrages attendus sur le budget de la défense et la loi de programmation militaire. « Cette industrie développe et stimule la haute technologique et entraîne dans ce sens les entreprises », explique Antoine Bouvier. Il ajoute : « Elle crée des emplois non délocalisables, agit sur la croissance et entretient le savoir-faire industriel français. » Il précise : « C'est le 1er secteur d'investissement de l'État. »

En 2012, le chiffre d'affaires de MBDA a été de 2,3 milliards contre 2,6 milliards en 2011. Pourquoi cette baisse ? « En raison de programmes et commandes suspendus en France du fait de l'élaboration du livre blanc de la défense » explique Antoine Bouvier. « Je suis inquiet car même le meilleur scénario de budget envisagé nous posera de sérieuses difficultés, mais je suis volontariste ! » Antoine Bouvier aimerait avoir, en France, la même visibilité industrielle qu'en Grande-Bretagne.

Pourquoi cette inquiétude ? « Les programmes d'équipement qui ne seront pas lancés aujourd'hui risquent de ne plus pouvoir l'être demain car, faute de commandes, nous perdrons les compétences... » C'est-à-dire les emplois. Pour d'autres industriels de l'armement aux finances moins solides, l'absence, le retard ou la baisse des commandes entraînerait leur disparition. Aujourd'hui, Nexter est dans la tourmente : le programme Scorpion qui le concerne est menacé et le gouvernement pourrait choisir l'achat sur étagères de blindés pour remplacer ceux qui sont en fin de vie au Mali.

## Thales remporte un nouveau contrat de support de missiles Crotale en Arabie saoudite

La Tribune, Michel Cabirol | 26/03/2013, 06:21



Missile crotale (Thales) Copyright Reuters<sup>1</sup>

L'Arabie saoudite a confié un nouveau contrat de support des missiles de défense aérienne Crotale à Thales, selon nos informations. Une commande modeste certes, de l'ordre de 140 millions d'euros, mais qui serait de bonne augure pour l'obtention de la part de Ryad d'un mégacontrat de défense aérienne (Mark 3),

évalué à 2,5 milliards d'euros.

C'est un petit contrat, de l'ordre de 140 millions d'euros (quoique pour [Thales...](#)) mais symboliquement, il vaut beaucoup plus pour le groupe d'électronique et la France. Selon plusieurs sources concordantes, l'Arabie saoudite a confié au groupe d'électronique un nouveau contrat de support des missiles Crotale, baptisé Oasis 8,, qui sont utilisés par le Royaume pour sa défense aérienne (Air Defence). Pourquoi était-il important ? D'abord, comme le notent certains observateurs avertis, Ryad, après une période glaciale avec Paris lors du quinquennat de Nicolas

Sarkozy, est en train de déverrouiller progressivement le robinet des contrats pour les industriels français. "Ils avaient besoin de signer ce contrat de support", explique-t-on à La Tribune. Au-delà, il y a également LEX, le contrat de modernisation des fréquences achetées à DCNS dans le cadre du programme Sawari I évalué à 1 milliard d'euros. Un contrat très attendu par le groupe naval mais jamais signé.

### Mark 3, enjeu de désirs

Surtout, dans la guerre entre Thales et [EADS](#)/MBDA, qui se disputent un mégacontrat en Arabie saoudite de défense aérienne (Mark 3) évalué à 2,5 milliards d'euros environ, le groupe d'électronique pense avoir pris un avantage sur ses concurrents. "Cela veut dire que le Royaume garde le système Crotale-Shahine, c'est un signe très positif", analyse-t-on en interne chez Thales. Car, EADS et le missilier, convaincus qu'ils ont la meilleure offre de défense aérienne pour Ryad, ne semblent avoir jamais désarmé. Ils tentent de convaincre discrètement les autorités saoudiennes de s'équiper des missiles VL Mica et Aster en dépit de l'arbitrage de Paris rendu cet été en faveur de Thales.

Chez MBDA, on assure que le groupe se conforme à la décision des autorités françaises prise au plus haut niveau et qu'il n'y a aucune discussion, ni négociation actuelle avec les autorités saoudiennes. Même si, laisse-t-on entendre chez l'électronicien, le PDG de MBDA, Antoine Bouvier aurait demandé lors du salon de défense à Abu Dhabi (IDEX) au nouveau patron de Thales, Jean-Bernard Lévy, de lui faire une place dans cette opération. Ce qu'Antoine Bouvier dément avec véhémence. Chez EADS, on estime que Thales prépare le terrain à une prochaine défaite en faisant porter le chapeau à MBDA. D'autant que gagner Oasis 8 ne préjuge pas automatiquement de l'obtention de Mark 3, analyse-t-on en interne. "Pourquoi l'Arabie saoudite n'a-t-elle pas signé tout de suite Mark 3, note-t-on. Sinon qu'elle n'est pas près de le confier à Thales". De son côté, on estime au sein du groupe d'électronique que les négociations avancent bien avec Ryad. Une aimable partie de ping-pong qui est loin d'être terminée, surtout en cette période de disette budgétaire française, qui avive les appétits à l'export.

## EADS modernise sa gouvernance

AéroSpace News, - 28-03-2013 – par [Pierre Sparaco](#)

C'est un grand pas en avant pour EADS : la «modernisation» de sa gouvernance a été approuvée lors d'une assemblée générale marquée par une forme nouvelle de quiétude. Les résolutions proposées aux actionnaires ont toutes été approuvées et, bientôt, le groupe affichera un tout autre visage, celui d'une entreprise «normale». France et Allemagne en détiendront 12% chacune, mais sans présence étatique directe, l'Espagne ramènera sa participation de 5 à 4% et, surtout, les gouvernements n'auront plus de droit de veto. Daimler, ce qui n'est pas nouveau, va céder sa participation de 7,5%, tout comme Lagardère, groupe égaré dans un monde qui n'est plus le sien, et qui encaissera une plus-value considérable. Et, à vrai dire, pas vraiment méritée.

EADS est désormais en bonne santé, principalement grâce aux succès répétés d'Airbus, et dispose de liquidités de plus de 12 milliards d'euros. Un tiers de cette coquette somme sera consacré au rachat de ses propres actions, ce qui le mettra davantage hors de portée de très éventuels prédateurs. Encore lui faudra-t-il relever sous peu des défis de taille : réussir l'industrialisation de l'A400M, la certification de l'A350XWB, le renouvellement de la gamme Eurocopter, etc., et traverser sans trop de mal les turbulences nées de la réduction des budgets

français de Défense.

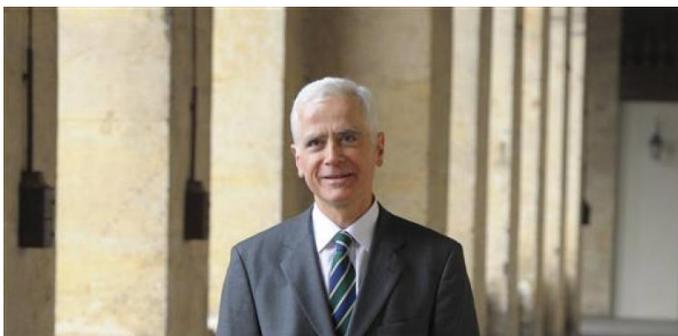
Le nouveau conseil d'administration fait apparaître les noms de valeurs sûres du canal historique, à commencer par celui de Manfred Bisschoff, homme fort de grandes compétences de Daimler, omni présent dans toutes les phases successives des restructurations franco-allemandes qui ont précédé la mise en place du groupe EADS, il y aura bientôt 13 ans. Denis Ranque réapparaît, qui plus est comme président du conseil : il avait largement fait ses preuves dans l'électronique de Défense et avait popularisé la notion de «multi-domesticité», un néologisme qui convient parfaitement bien à EADS. C'est-à-dire à une entreprise de grande envergure (56,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 140.000 personnes) qui est résolument et intégralement européenne. Une situation que les politiques ont encore beaucoup de mal à admettre, de part et d'autre du Rhin.

Angela Merkel et François Hollande, pour leur part, apparaissent déphasés, voire maladroits. En l'absence de droits de veto, ils conservent, avec leur garde rapprochée, de solides capacités de nuisance. Ainsi, Berlin refuse obstinément de payer un solde dû sur les avances remboursables destinées au financement de l'A350XWB. Cela sous prétexte qu'une monnaie d'échange ne se concrétise pas, comme s'il s'agissait d'en devenir encore et toujours à la loi stupide du «juste retour». C'est évidemment tout à fait dépassé, cet incident devant, on peut l'espérer, faire réfléchir une fois pour toutes à EADS/Airbus à l'abandon pur et simple du système des avances, méthode d'une autre époque qui agace plus que jamais les Américains et entretient une polémique sans fin au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

A leur manière, les Français ne font pas mieux. On l'a encore vu, il y a quelques jours, quand François Hollande s'est pris pour un super vendeur d'Airbus, le temps d'assister à l'Élysée à la signature du contrat «historique» de 234 A320 commandés par Lion Air, start-up indonésienne venue de nulle part et solidement inscrite sur listes noires, en Europe et aux États-Unis. En d'autres termes, Berlin et Paris continueront à s'inviter ici et là pour récupérer des miettes de notoriété. Heureusement, personne n'est dupe.

## Défense : la CGT "pas opposée" au projet de rapprochement entre Nexter et SNPE

La Tribune, Michel Cabirol | 26/03/2013, 11:33



Le PDG de Nexter, Philippe Burtin Copyright Reuters

La Fédération nationale des travailleurs de l'Etat n'est "pas opposée" au projet du gouvernement de renforcer le groupe d'armement terrestre Nexter avec SNPE et surtout sa filiale poudres et explosifs, Eurengo.

Cela mérite d'être souligné. La Fédération nationale des travailleurs de l'Etat (FNTE-CGT) n'est pas opposée à un projet de fusion, et plus précisément au projet du gouvernement de renforcer le groupe d'armement terrestre Nexter avec SNPE et surtout sa filiale poudres et explosifs, Eurengo. La FNTE "n'est pas étonnée de ce

rapprochement envisagé. Sur le fond, elle n'y est pas forcément opposée à la condition que cette opération soit fondée sur un véritable projet industriel durable", explique-t-elle dans un communiqué publié ce mardi. Car, estime-t-elle, "il est évident que les activités de Nexter et d'Eurengo sont complémentaires, au service de la Défense nationale et de la fourniture souveraine en besoins munitionnaires de nos forces armées". La CGT réaffirme sa proposition "d'édification d'un Pôle Public National de Défense (PPND) : ce n'est qu'en consolidant le pôle défense franco-français et son secteur munitionnaire étatique que notre industrie de l'armement survivra, et qu'à terme l'indépendance de notre Défense sera garantie".

Selon les informations de la FNTTE, "une première étape consiste à valoriser la société achetée (SNPE/Eurengo). Pour cela, un cabinet d'expertise est mandaté, lequel aura à rendre compte d'ici 1 à 2 mois de la valeur de rachat de l'entité de SNPE, mais aussi des impacts sociaux et structurels qui découleraient d'une telle opération... Cette étape se déroule directement entre Giat et l'État, SNPE et Eurengo n'ayant pas voix au chapitre". Regrettant que "peu de choses filtrent officiellement de cette opération d'absorption" la FNTTE s'interroge sur une "question essentielle de savoir si Eurengo deviendrait filiale de Nexter Munitions, ou partie intégrante de Nexter". Et de déplorer que "beaucoup de points restent à éclaircir, à préciser pour donner une appréciation complète et lever les craintes que cette absorption se résume à une nouvelle phase de restructuration drastique de l'outil industriel. N'oublions pas que ce projet intervient en pleine période de publication imminente du Livre blanc sur la Défense et au moment où s'élabore la future Loi de programmation militaire !"

### Nexter candidat pour racheter Eurengo depuis 2007

Si le projet aboutissait, le groupe d'armements terrestres mettrait la main notamment sur Eurengo (filiale de SNPE à 99,99 %), spécialisée dans la fabrication des poudres et explosifs pour munitions, obus et petits missiles, et qui réalise environ 200 millions de chiffre d'affaires (900 salariés dans quatre pays). Le projet pourrait aboutir durant le premier semestre 2013. Le PDG de Nexter, Philippe Burtin, était resté plus prudent lors de la présentation de ses résultats fin février : "Je comprends qu'une étape a été franchie avec le projet d'une usine nouvelle à Sorgues ce qui va permettre de procéder à cette consolidation". De quoi parlait-il ? Fin 2012, comme l'avait révélé La Tribune, une assemblée générale d'Eurengo a approuvé une augmentation de capital de 93 millions d'euros, qui va notamment servir à construire une nouvelle usine ultramoderne à Sorgues (Vaucluse), dont le nom de code est le projet Phénix. La participation de SNPE à cette opération s'effectuera en numéraire à hauteur de 70 millions d'euros et par apport en nature d'actifs immobiliers situés à Sorgues (13,1 millions d'euros) et à Bergerac (10,33 millions d'euros). Ce projet était la condition sine qua non du rachat d'Eurengo par Nexter, candidat à la reprise d'Eurengo depuis 2007.

## Le 12-mètres du beauceron Sillinger part à l'abordage

Par STÉPHANE FRACHET - Publié le 23 mars 2013, à 12h55 | L'Usine Nouvelle n° 3323



**MADE IN FRANCE** Une proue effilée et **trois moteurs de 300 chevaux** permettent au nouveau bateau du français Sillinger, le 1 200 RIB UM, d'atteindre **40 nœuds dans une mer creusée par des vagues de trois mètres**. Pour les marins, la performance n'est pas anodine. Seuls des catamarans de course ou des vedettes lancées à pleine vitesse sont capables

du même exploit. Dessinée par l'architecte naval nantais François Lucas, la carène en polyester du RIB UM (pour bateau semi-rigide à usage militaire) transperce les vagues et "ne décolle pas à leur sommet", assure Ivan de Quatrebarbes, le PDG de l'entreprise. Destiné aux forces navales pour la surveillance des zones côtières, ce canot pneumatique de quelque 5,5 tonnes a été présenté lors du dernier salon Euronaval au Bourget, en octobre. L'activité militaire représente 70% des ventes de Sillinger (4 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2012).

Grâce à sa rapidité de mise en œuvre, le dernier-né de cette PME, installée à Mer (Loir-et-Cher), a déjà séduit deux marines africaines. L'objectif étant de réagir rapidement contre la piraterie maritime. La Libye vient ainsi d'acheter 50 canots de la marque au requin. Soit un contrat d'une dizaine de millions d'euros et du travail en perspective pour l'usine ligérienne, qui emploie aujourd'hui 34 salariés. Créée par Tibor Sillinger en 1962, la PME a traversé la tempête au tournant des années 2000, avant d'être reprise à la barre du tribunal de commerce de Blois par le groupe Marck. Ce fournisseur d'uniformes et d'accessoires qui, outre les armées, équipe Air France et certaines administrations, affiche un chiffre d'affaires de 120 millions d'euros. Et emploie près de 500 salariés sur sept sites en France.

## Une norme pour rendre accessible les chars Leclerc aux handicapés?

Zone Militaire, 27 mars 2013 – 18:42

Deux élus locaux, Alain Lambert (divers droite) et Jean-Claude Boulard (PS) ont remis [un rapport de 99 pages](#) plaidant pour la suppression de normes les plus absurdes les unes que les autres. "Nous avons en France plus de lois que tout le reste du monde. Les lois les plus désirables ce sont les plus rares" a écrit Montaigne, dont la citation illustre le document.

Au total, les rapporteurs ont compté pas moins de 400.000 normes, un "stock" qui "s'est constitué au fil du temps par addition, sédimentation, superposition, comme les couches d'une géologie juridique." Et l'adoption de nouvelles normes n'est pas neutre sur le plan financier puisque leur coût s'élève à pas moins de 2 milliards d'euros pour les 4 dernières années.

Le rapport compte ainsi une foule d'exemples qui ne manquent pas de sel pour la plupart. Comme ce décret et cet arrêté du 30 septembre 2011, qui prescrivent "la place respective des saucisses, œufs, nuggets, petits pois et autres produits dans tous les restaurants scolaires de France."

A l'occasion de la parution de ce document, L'Express [a eu l'idée d'aller demander](#) à des parlementaires s'ils connaissaient des normes "incongrues". Et parmi ceux qui ont été interrogés, le député UMP de la Marne Benoist Apparu en a donné une qui concerne les armées.

"Un militaire m'avait expliqué un jour qu'ils étaient obligés de construire des quais pour que les handicapés puissent accéder au char Leclerc", a-t-il confié. Si l'on considère que pour piloter un tel véhicule, il faut être en pleine possession de ses moyens (le [SIGYCOP](#) est toujours en vigueur), l'on voit mal en effet l'intérêt d'une telle norme, et donc inutilement coûteuse...

A vrai dire, l'on ne peut qu'avoir du mal à croire qu'une telle mesure ait pu être appliquée... Et pourquoi pas, tant qu'on y est, faciliter l'accès des aveugles au cockpit d'un Rafale? Aussi, le témoignage d'un militaire servant dans un régiment doté de chars Leclerc serait d'ailleurs le

bienvenu... Tout comme d'ailleurs d'autres exemples de normes du même calibre, si toutefois il y en a...

## **10 – Le Monde : Modernisations & Equipements**

### **Défense: bientôt un sous-marin doté d'un champ de vision de 600 km (médiast)**

**MOSCOU, 26 mars - RIA Novosti**

L'état-major de la Marine russe a décidé de concevoir un sous-marin capable de détecter en régime passif les navires, les sous-marins ainsi que les objets volant à basse altitude dans un rayon de 600 kilomètres. Un tel dispositif est nécessaire pour contrôler l'espace maritime et aérien de l'Atlantique et du Pacifique, a écrit mardi le quotidien Izvestia citant une source au sein de la Marine.

L'analogie sous-marin du système de détection et de commandement aéroporté (SDCA) porte officiellement le nom de "sous-marin pour la surveillance hydro-acoustique et la couverture de l'environnement sous-marin". Contrairement au système aéroporté, il fonctionne en régime passif, c'est-à-dire qu'il observe les signaux sous-marins sans émettre de signaux actifs et reste ainsi invisible pour l'ennemi.

D'après la source du journal, plusieurs instituts de recherche de la marine travaillent actuellement sur les nouveaux plans du sous-marin. Cette phase devrait être achevée d'ici fin 2013 et encore quelques années seront nécessaires pour développer puis faire approuver les projets et la construction du sous-marin. Pour l'instant, la marine prévoit de mettre en service un seul bâtiment de ce type.

"Le clou du projet est son sonar de haute sensibilité capable de détecter des engins à très longue distance. Ses observations ne doivent être influencées ni par les changements de température de l'eau ni par la direction des courants, ni les sons biologiques et sismiques ni même le bruit du sous-marin. Sachant que la précision du signal reçu doit permettre d'identifier la cible à coup sûr", a expliqué le représentant de la Marine.

Il a ajouté qu'on discutait actuellement la nécessité d'équiper d'un tel sonar un sous-marin déjà existant, ou construire un nouveau sous-marin spécialement pour celui-ci, car un sous-marin de combat aurait besoin de modifications considérables de sa structure. Le sous-marin de reconnaissance doit également être muni d'antennes latérales conformes ainsi que d'une antenne rétractable située dans sa queue et pouvant être sortie en mouvement.

L'expert militaire indépendant Maxim Tokarev a expliqué que la conception d'un sous-marin de reconnaissance impliquait que les tâches de la Marine soient revues ces prochaines années.

"Un sous-marin de surveillance hydro-acoustique est utile pour suivre les groupes aéronavals et les sous-marins stratégiques américains aux quatre coins du monde. Mais dans la doctrine navale actuelle, approuvée jusqu'en 2020, la principale mission globale de la Marine russe - hormis la protection de ses eaux territoriales et ses forces nucléaires stratégiques - est d'établir une présence permanente en Méditerranée et temporaire dans l'océan Indien, a déclaré l'expert avant

de préciser que si ce sous-marin n'avait pas de signification pratique, les recherches réalisées seraient utilisées pour la conception de sous-marins de cinquième génération.

## Thales va livrer un radar GM400 à l'Estonie

Airs & Cosmos, Le 25/03/2013 à 08:12 | Par Guillaume Steuer



L'Estonie a passé commande de deux radars GM400 en 2009.

Après la Finlande, l'Estonie : la société conjointe ThalesRaytheonSystems doit livrer demain au cours d'une cérémonie officielle le premier des deux radars de surveillance Ground Master 403 (GM403) commandés par Tallinn en juin 2009. Une étape symbolique qui suit de près la livraison d'un premier radar

similaire à la Finlande, en janvier dernier.

En 2009, à l'issue d'une compétition qui l'avait notamment opposé à une offre de Lockheed Martin, le Ground Master avait en effet été déclaré vainqueur d'un appel d'offres mené conjointement par la Finlande et l'Estonie, qui avaient au total passé commande de 14 systèmes.

Le GM403 est un radar à antenne active doté de modules d'émission-réception au nitrure de gallium (GaN) et fonctionnant en bande S. Selon la littérature commerciale du constructeur, il affiche une portée de détection d'environ 400 km sur une cible affichant une signature équivalente radar de 2 m<sup>2</sup>.

La gamme GM400 comporte également un GM406, plus puissant que le GM403. C'est ce radar qui est d'ailleurs proposé à la Turquie dans le cadre de l'appel d'offres T-Loramids, en complément du système sol-air SAMP/T. Dans cette configuration, le GM406 doit en effet être capable de fournir une désignation d'objectif au profit du SAMP/T pour l'interception de missiles balistiques de courte portée, type Scud.

A ce jour, neuf pays ont déjà passé commande de radars GM400 : la France, la Slovénie, la Malaisie, la Finlande, l'Estonie, le Canada, l'Allemagne, le Maroc et le Chili.

## 11 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc . . .)

### L'unité de la Sécurité civile de Nogent-le-Rotrou a remis un chèque à la Cabat

Ligne de Défense, 29.03.2013



Les efforts en faveur des blessés de l'armée de terre n'ont pas cessé avec le retrait français d'Afghanistan. Plusieurs sont en cours (avec des concerts à Tours, par exemple). Autre preuve que le sort des blessés continue de mobiliser, cette remise de chèque le mardi 26 mars. Le chef de corps de l'UIISC1, le colonel Pierre Marie-Jeanne, s'est alors rendu aux Invalides afin de remettre un chèque de 2 100 €

à la CABAT (cellule d'aide aux blessés de l'armée de Terre). Au travers l'association Terre Fraternité, la CABAT dispose de fonds pour accompagner les blessés et leurs familles. L'UIISC1 a récolté 2 100 € grâce aux actions bénévoles de son service médical et aux dons des sapeurs sauveteurs de l'unité.

## Napoléon et l'Europe au musée de l'armée jusqu'au 14 juillet

Ligne de Défense, 27.03.2013



A partir de ce mercredi et jusqu'au dimanche 14 juillet, le musée de l'Armée présente l'exposition Napoléon et l'Europe. Une exposition inaugurée hier soir en présence du ministre de la Défense.

À quelques pas du tombeau de Napoléon sous le Dôme des Invalides et des riches collections du musée de l'Armée dédiées à l'Empire, l'exposition Napoléon et l'Europe est la plus importante mise en œuvre dans un

espace renouvelé, en France, sur Napoléon depuis celle de 1969 au Grand-Palais. L'exposition témoigne de l'ambition européenne du futur empereur entre 1793 et 1815, en croisant les regards de ses contemporains sur la guerre, la politique, l'administration, la monnaie, la propagande, les arts... Plus de 250 œuvres, objets et documents issus d'une cinquantaine de musées et institutions prestigieuses permettent de retracer cette épopée exceptionnelle.

**Pour en savoir plus**, [aller sur le site du musée de l'armée](#). Voir en particulier [l'agenda](#) des animations.

### Jours d'ouverture et horaires de l'exposition

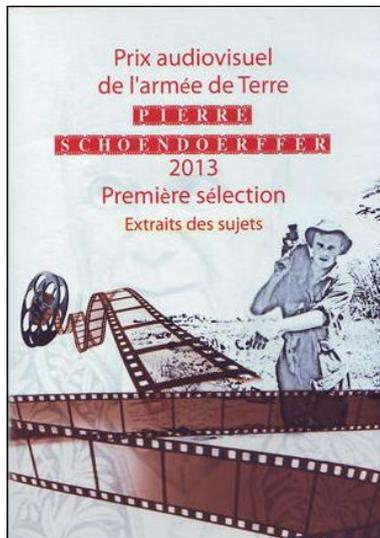
- Jusqu'au 31 mars : du lundi au dimanche, de 10h à 17h
  - A partir du 1er avril : du lundi au dimanche, de 10h à 18h
- Clôture des caisses 30 mn avant la fermeture du musée.

### Exceptions

- Le musée est fermé le 1er mai.
- Le mardi, du 1er avril au 30 septembre 2013, Le Dôme et le Département moderne sont ouverts jusqu'à 21h (sauf les 23 avril, 30 avril et 7 mai 2013, en raison du spectacle La nuit aux Invalides).

## Prix cinématographique et audiovisuel de l'armée de Terre, Pierre Schoendoerffer

25/03/2013 - [Armée de Terre](#)



**En mémoire à la 317eSection, à la Section Anderson, à Diên Biên Phù, films cultes qui célébraient les combattants engagés au nom d'une certaine idée de la Nation, le Prix cinématographique et audiovisuel de l'armée de Terre, Pierre Schoendoerffer, a été créé en juin 2012, quelques mois après le dernier clap du mythique réalisateur-écrivain...**

C'est à l'initiative du chef d'état-major de l'armée de Terre, le général d'armée Ract Madoux, que ce Prix, destiné à récompenser une œuvre audiovisuelle mettant en valeur l'engagement contemporain ou la vie des soldats de l'armée de Terre, a été conçu.

Les membres du jury ont tenu le 18 mars 2013 leur première séance autour de 5 documentaires en compétition :

- Les blessés de guerre, d'Hélène Risacher, France 2 ;
- Commandos de l'extrême, d'Anne Moyat, Gulli production ;
- Portrait de Madame Serrat, de Laurence Nyer, Eléphant et cie ;
- Papa s'en va-t'en guerre, de Géraud Burin des Rosiers, Ligne de front ;
- Au chevet des soldats blessés en Afghanistan, d'Anne-Claire Coudray, TF1

Après délibération, 2 œuvres ont particulièrement retenu l'attention du jury, deux regards émouvants sur les enfants de militaires et sur les séquelles des blessures de guerre :

- Les blessés de guerre, d'Hélène Risacher, France 2 ;
- Papa s'en va-t'en guerre, de Géraud Burin des Rosiers, Ligne de front.

La prochaine réunion se déroulera le 6 mai prochain pour désigner l'œuvre qui recevra le prix.

## La 2e édition des Jeux mondiaux militaires d'hiver commence aujourd'hui à Annecy

Ligne de Défense, 25.03.2013



Jusqu'au 29 mars 2013, la France accueille les 2e Jeux mondiaux militaires d'hiver, le plus grand événement sportif militaire jamais organisé dans le pays. Près de 1 000 athlètes de 40 nationalités prendront part à cette compétition organisée sous l'égide du Conseil international du sport militaire (CISM).

La cérémonie officielle d'ouverture aura lieu ce soir à 18h.

Créés par le Conseil international du sport militaire sur le modèle des JO, les Jeux mondiaux militaires ont lieu tous les quatre ans depuis 1995 dans une version estivale. Ceux d'hiver se sont disputés pour la première fois en 2010 à Aoste, en Italie, qui avait décroché 17 médailles devant la France (12) et la Chine (10).

Les épreuves de cette deuxième édition (ski alpin, ski nordique, short track, escalade, ski alpinisme et orientation à ski) ont été réparties entre Annecy et quatre autres sites qui avaient été

retenus pour bâtir la candidature de la ville aux JO de 2018 : La Clusaz, Le Grand Bornand, Le Semnoz et Chamonix.

Pour accéder au site officiel (programme, classement etc), cliquer [ici](#).

## Jeux mondiaux militaires d'hiver, 2 médaillés d'or issus de la gendarmerie



Mardi 26 mars, l'épreuve individuelle de ski alpinisme des 2e Jeux mondiaux militaires s'est déroulée à CHAMONIX (Haute-Savoie - 74). Deux militaires de la gendarmerie sont devenus champions du monde militaire de leur discipline (homme et femme), apportant ainsi ses deux premières médailles d'or à la France.

Chez les hommes, le gendarme adjoint volontaire Alexis SEVENNEC, affecté à l'équipe sportive militaire de haut niveau (GBGM SATORY - 78) a remporté l'or en ski

alpinisme individuel, apportant à la France sa première médaille.

Chez les femmes, le brigadier Lætitia ROUX, affectée au peloton de gendarmerie de haute montagne de BRIANÇON (05 - Hautes-Alpes) a également remporté la médaille d'or de ski alpinisme individuel, la 2e médaille pour la délégation française.

Sources : SIRPA gendarmerie

## [JMMH] 4e médaille pour la délégation française

Mise à jour : 27/03/2013 10:31

[JMMH] Premières médailles pour la délégation française pour cette deuxième édition des jeux mondiaux militaires d'hiver



Le 26 mars 2013, le caporal-chef Elodie Bourgeois Pin du 13<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins (13<sup>e</sup>BCA) de Chambéry remporte la médaille de bronze en ski d'orientation individuel femme.

Il s'agit de la quatrième médaille pour les représentants de la délégation française aux JMMH.

Retrouvez toutes les infos JMMH 2013 (actualité, épreuves, résultats) en photos et

en vidéos sur [le web documentaire de l'armée de Terre](#) dans la rubrique « Documents interactifs ».

Vous y apprendrez entre autres que c'est avec une visibilité presque nulle que les 21 femmes et les 49 hommes se sont élancés aujourd'hui 26 mars sur l'épreuve d'orientation à ski individuel. Le caporal-chef Elodie Bourgeois Pin se classe troisième de l'épreuve à 3 minutes 36 du vainqueur. Fanny Roche, soldat de réserve de l'armée de terre termine également à une honorable 5e place. Coté masculin, notons une belle 5e place de l'adjudant Yann Locatelli du régiment médical à 4 minutes 51 du russe Khrennikov.

Droits : Armée de Terre 2013

## [JMMH]: le médecin principal Malavoy-Fabre médaillée

Mise à jour : 26/03/2013 17:30 - Auteur : BCISSA - Direction : DCSSA



26 mars 2013 – Le médecin principal Valentine Malavoy-Fabre du Centre médical des armées (CMA) de Grenoble, antenne Chamonix, a remporté la médaille de bronze de ski alpinisme individuel femme. C'est la troisième médaille de la délégation française.

*Brève biographie :*

Membre de l'équipe de France militaire de ski-alpinisme qualifiée pour [les Jeux Mondiaux Militaires d'hiver 2013](#).

Membre du Groupe Excellence ski-alpinisme du Club Alpin Français depuis saison 2004-2005 ; participation aux championnats d'Europe en 2005, 2007 et au Championnat du mode de ski alpinisme en 2008 (médaille de bronze en relais) et en 2010 avec l'équipe de France de ski-alpinisme, vice-championne de France de ski-alpinisme en 2005, 2007, 2010, 2011, 3ème en 2008 et 2013.

4<sup>e</sup> lors de la Patrouille des Glaciers 2012 (course de ski-alpinisme organisée par l'armée suisse entre Zermatt et Verbier) avec le Maj Denis Durand (13<sup>e</sup> BCA) et le CCH Tanguy Roche (13<sup>e</sup> BCA) Championne du monde en relais en 2013, 7<sup>e</sup> à la course individuelle et 5<sup>e</sup> sur l'épreuve du sprint.

Pratique du raid aventure, participation aux Championnats du monde en 2005 et 2007.

Droits : © Service de santé des armées.

## **12 – Livres & Publications**

### [Salon du Livre] Le casque et la plume

Mise à jour : 22/03/2013 11:20 - Auteur : Mme. C. Boisgelot

A partir du vendredi 22 jusqu'au 25 mars 2013, l'armée de Terre sera présente, sur le stand J 53 pavillon 1, au Salon du Livre, Parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris. L'occasion pour le grand public de rencontrer les militaires écrivains, du caporal-chef au général, au cours des séances de dédicace programmées, prometteuses d'échanges et de débats !



Dans les 55 ouvrages publiés par 33 militaires, la guerre se conjugue sur tous les modes de l'indicatif : **au passé antérieur, du Second Empire à la guerre d'Indochine** : *Campagne du Second Empire, Chronologie commentée de la première guerre mondiale, Secrets de la grande guerre, Indochine, d'Anvers à Dunkerque, Souvenirs de guerre, Journal d'un officier de tirailleurs* ; **au présent, avec les interventions actuelles sur les théâtres d'opérations extérieures** : *197 jours à Kaboul,*

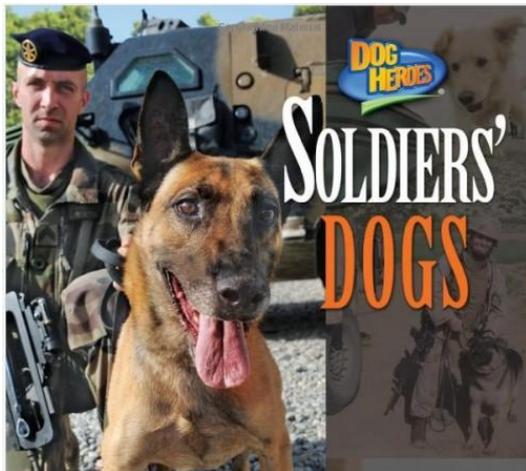
*Journal d'un soldat français en Afghanistan, Journal de Kaboul, Afghanistan en feu, Ma blessure de guerre invisible* ; **au futur avec les réflexions sur le rôle du militaire** : *Toi ce futur officier, Replacer l'armée dans la Nation, Aimer l'armée, une passion à partager, La guerre pour l'opinion publique...*

Ces militaires écrivains témoignent ainsi de leur vécu, de leurs interrogations, partageant leurs expériences pour mieux faire connaître leurs missions au service de la France. De nombreux ouvrages à découvrir !

Droits : Armée de terre 2013

## Fitas, chien du 132e bataillon cynophile, fait la couverture du livre Soldiers' Dogs

Ligne de Défense, 26.03.2013



Un petit livre consacré aux chiens dans les armées vient d'être publié aux Etats-Unis. En couverture, selon un de mes correspondants (merci Eric), le chien *Fitas* du [132e BCAT](#) de Suippes (une unité dont les chiens et les maîtres-chiens ont traîné les pattes dans tous les coins de Kapia et Surobi). Ce livre raconte son histoire, ainsi que celle d'autres chiens issus des armées britanniques et américaines.

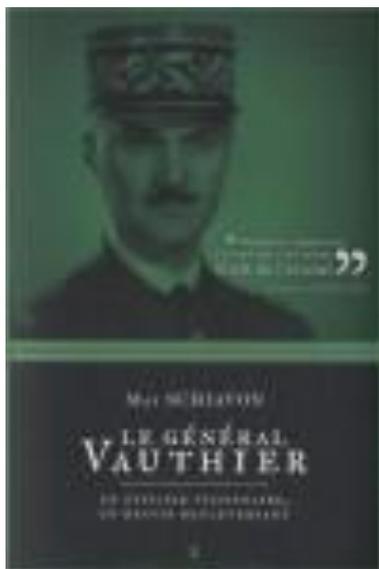
Le blog OPEX360 avait raconté son aventure l'an dernier peu après sa mort: Fitas, un malinois, avait permis de déjouer une embuscade en Kapisa alors qu'il

ouvrait le parcours d'un groupe de combat en débusquant une quinzaine d'insurgés cachés dans une habitation. Las, le pauvre avait été capturé au cours de cette opération. Retenu pendant 4 mois par les rebelles, Fitas avait finalement été retrouvé le 20 août 2011 après leur avoir faussé compagnie. Mais apparemment, il avait reçu de mauvais traitements au cours de sa captivité et il présentait une blessure à un patte. Décoré pour sa bravoure de la médaille d'or de la Défense nationale avec étoile d'argent et honoré par une citation attribuée par le général Ract-Madoux, le chef d'état-major de l'armée de Terre, Fitas s'est éteint le 17 avril 2012.

***Soldiers Dogs*** de Meish Goldish, 32 pages, publié chez Bearport Publishing (date de sortie le 1er mars 2013). Pour le commander, [aller sur Amazon](#).

# Après le cas "Georges", Max Schiavon se penche sur le cas "Vauthier"

Ligne de Défense, 26.03.2013



Max Schiavon avait remporté le prix *L'épée et la plume 2010* avec une brillante biographie du général Alphonse Georges. Dans la galerie des généraux méconnus, il vient d'ajouter le portrait du général Paul Vauthier (1885-1979). Un portrait étonnant et inédit d'un polytechnicien, parlant sept langues, artilleur en 1914, qui a rénové la DCA après la première Guerre mondiale, avant de travailler avec le maréchal Pétain (de 1936 à 1939) puis de commander au feu en 1940 et d'être capturé par les Allemands.

Vauthier était un visionnaire; certes, il n'a pas eu raison sur tout, mais il a, entre les deux guerres, compris l'importance de l'aviation, prédit l'invention du ravitaillement en vol, des drones... Ses écrits (dont 5 livres) ont été lus et compris par les stratèges allemands, mais mal perçus dans cette France démobilisée dont le budget de la Défense se rétrécissait inexorablement. Un bel ouvrage, sur un beau sujet, en dépit d'une légère coloration

hagiographique.

***Le général Vauthier. Un officier visionnaire, un destin bouleversant***, de Max Schiavon est paru aux éditions Pierre de Taillac, 304 pages, 25€.

# Deux livres récents sur l'Afghanistan: l'œil de l'épouse et celui du militaire du rang

Ligne de Défense, 25.03.2013



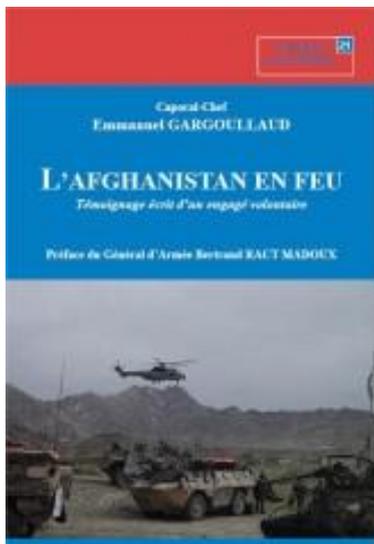
***L'enfer du retour. Témoignages et vérités sur le syndrome post-guerre*** a été écrit par la femme d'un officier qui a effectué plusieurs séjours en Afghanistan. Nina Chapelle (c'est un pseudo) raconte son expérience de femme qui découvre les traumatismes de son époux et prend conscience que la famille du soldat peut aussi être "l'autre blessée de guerre".

Le récit de Nina est court (trop parfois, j'aurais aimé davantage entendre la parole de son mari), préfacé par Michèle Delaunay, ministre en charge de la Dépendance, précédé d'une introduction par Marlène Peyrutie, fondatrice de l'association Terre et Paix.

Il est suivi par une conclusion rédigée par Christine Garbay, présidente de cette même associatio. Suivent des "paroles d'experts": celles du général Irastorza, du professeur Patrick

Clervoy, d'Axel Augé du CREC de Saint-Cyr et de l'avocat Jasna Stark. Trop de textes au final, qui écrasent le témoignage sobre et intime de Nina. Dommage...

***L'enfer du retour. Témoignages et vérités sur le syndrome post-guerre***, éditions Jean-Claude Gawsewitch, 239 pages, 19,90€.



***L'Afghanistan en feu. Témoignage écrit d'un engagé volontaire*** est paru en février chez Economica. C'est le journal du caporal-chef Emmanuel Gargoulaud du RICM qui a passé six mois en Afghanistan au sein du BG Richelieu.

40 ans, deux enfants, ancien du 1er RHP, Emmanuel Gargoulaud a servi en tant que pilote VAB au sein du peloton de commandement et de logistique. C'est donc une perspective assez inédite sur le travail d'un militaire français en Afghanistan. Un officier, des sous-officiers, des médecins ont déjà écrits sur leurs expériences; ici, c'est un caporal-chef qui raconte et décrit. Comme l'écrit dans sa préface le général Ract-Madoux, "c'est un petit fragment de cette aventure militaire et humaine" que livre l'auteur.

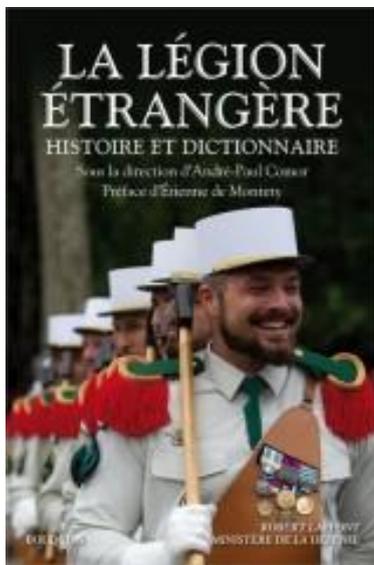
Son récit mérite d'être lu. On y découvre ce qui fait aussi le quotidien méconnu des troupes combattantes: les liaisons entre les FOB, l'inventaire du bar, les tours de garde, les briefings, les cérémonies d'hommage aux camarades tués...

***L'Afghanistan en feu. Témoignage écrit d'un engagé volontaire***, Economica, 127 pages, 19€

**A noter**, fin avril/début mai, la sortie d'un livre de photos de Thomas Goisque sur l'Afghanistan.

## L'incontournable "Dictionnaire de la Légion étrangère"

Ligne de Défense, 24.03.2013



J'avais signalé, il y a quelques semaines, la parution prochaine d'un ouvrage intitulé ***La Légion étrangère. Histoire et dictionnaire***.

Cet ouvrage est sorti, chez Robert Laffont, depuis le 21 mars; je lui consacre, de nouveau, quelques lignes, d'une part pour confirmer qu'il est désormais disponible en librairie, d'autre part pour dire que c'est un ouvrage de référence à ne pas négliger.

Voici un dictionnaire dont il faut disposer ou bien qu'il faut savoir où consulter si l'on veut exprimer une opinion au sujet de la Légion. L'historien André-Paul Comor et son équipe de rédacteurs ont produit un remarquable ouvrage, préfacé de façon (à mon avis) encore plus remarquable par Etienne de Montety.

1 152 pages, 32 euros et un plaisir incalculable!

## Gagner une guerre aujourd'hui ?

Mardi 26 mars 2013 2 26 /03

Le colonel **Stéphane Chalmin**, actuel chef de corps du Centre militaire de formation professionnelle de Fontenay-le-Comte (Vendée), a dirigé la rédaction d'un ouvrage collectif sorti chez Economica, sous le titre ***Gagner une guerre aujourd'hui***.



"Je souhaitais répondre à certaines questions que je me posais depuis quelques temps, sur la difficulté de gagner une guerre", explique le colonel Chalmin qui a enseigné la tactique au CSEM avant de rejoindre la Vendée. "J'ai donc adressé un courrier de quatre pages et suggéré des pistes de réflexion à des experts militaires et civils. L'idée, c'était d'analyser un paradoxe: les armées gagnent des batailles mais les résultats diffèrent des objectifs fixés par les différentes parties. C'est une façon de questionner le rôle de l'Etat qui dispose d'un outil mais dont la volonté finale reste fluctuante. Pour qui, pourquoi nous battons-nous? Au final, les guerres donnent l'impression de ne pas pouvoir être gagnées".

Cet ouvrage est divisé en cinq grandes parties: "L'impuissance de la puissance militaire", "La nature des opérations a profondément changé", "Un environnement bouleversé", "Une légitimité remise en question", "Les acteurs doivent s'adapter pour obtenir la victoire".

Une vingtaine d'auteurs y ont contribué dont le général Thonier (ancien patron de la 9e BIMA et chef d'Artémis en Ituri) qui se penche sur les opérations françaises en Afrique (un sujet on ne peut plus actuel).

Parmi les autres contributeurs, citons: Raymond Boudon "L'introuvable patrie", Dominique Venner "L'avenir de la guerre et des armées", Louis Gauthier "Le front moral de la guerre", Jacques Sapir "Les démocraties savent-elles encore gagner les guerres?", Joseph Henrotin "Gagner par l'artefact? Le rôle de la technique dans la victoire", Jean-Sylvestre Montgrenier "Les défis d'un monde polycentrique et déséquilibré"), Michel Goya "La France peut-elle encore gagner une guerre?", Antonin Tisseron "La place des guerres urbaines"...

**Gagner une guerre aujourd'hui**, Economica, 192 pages, 23 €.

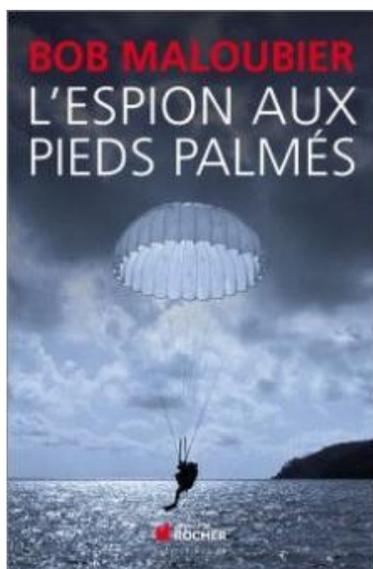
**L'ensemble des fonds sera reversé aux blessés des armées**

## Ce que racontent les espions dans leurs Mémoires

« BAZOOKAS EN CATALOGNE » 23/03/2013 à 19h43 - Etienne Morand, journaliste

**Infiltration de centrale nucléaire, assassinat de terroriste, mission en plein génocide...**

**« Les services ont peur qu'un agent révèle des secrets. » A raison.**



**« L'Espion aux pieds palmés »**, de Bob Maloubier, éd. du Rocher, mars 2013

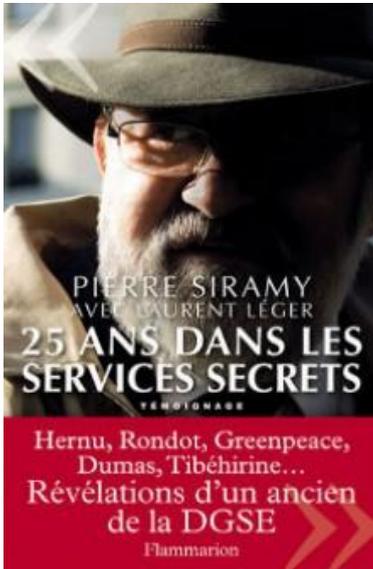
C'est presque une tradition dans le milieu du renseignement. Régulièrement, d'ex-agents des services secrets français ou américains publient leur autobiographie. Tantôt pour soulager leur conscience, tantôt pour régler des comptes.

Le 28 mars, [Bob Maloubier](#) publiera « L'Espion aux pieds palmés » (éd. du Rocher). Ancien nageur de combat dans les services secrets français (à l'époque, le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, Sdece), il revient sur son parcours, depuis la Résistance jusqu'à [l'attentat du Rainbow Warrior](#). Ecrit à la manière

d'un roman d'aventures, le livre est jalonné de têtes de chapitres dignes d'OSS 117 : « Bazookas en Catalogne », « Meurtres à gogo ! », « Le scorpion noir a frappé », etc.

Le ministère de la Défense poursuivra-t-il l'ancienne « barbouze » devant les tribunaux ? Trop tôt pour le dire, mais cela s'est déjà vu.

### Accusé de violer le secret d'Etat



« **25 ans dans les services secrets** », de Pierre Siramy, éd. Flammarion, mars 2010

Pierre Siramy en sait quelque chose. En 2010, cet ex-agent de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) publie « 25 ans dans les services secrets » (éd. Flammarion), écrit avec le journaliste (et [riverain](#)) Laurent Léger.

Trois mois après la parution, des policiers en civil débarquent à son domicile et l'emmènent dans les locaux de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) à Paris, pour une garde à vue.

Siramy est accusé de violation du secret défense. Un délit [passible de sept ans de prison et 100 000 euros d'amende](#). Dans son livre, il ne trahit pourtant aucun secret d'Etat, même s'il livre quelques

anecdotes méconnues.

### Intimider un espion trop bavard

On apprend ainsi comment les services traquaient des journalistes suspectés de travailler pour l'Est pendant la guerre froide. Ou comment la DGSE a tenté, en 2001, de démanteler une filière de clandestins kurdes en infiltrant parmi eux une gourde contenant un émetteur...

Siramy révèle bien [le nom de deux cadres de la DGSE](#), mais il a pu prouver que les noms en question traînaient déjà sur Google depuis longtemps... En fait, le ministère de la Défense a probablement voulu intimider cet ancien espion un peu trop bavard, qui avait une fâcheuse tendance à se répandre dans les médias.

Trois ans après les faits, il vit toujours sous contrôle judiciaire, avec interdiction de parler à la presse du dossier. La date du jugement n'est pas fixée.

### « La DST me pistait grâce à mon portable »



« **Un agent sort de l'ombre** », de Pierre Martinet, éd. Privé, avril 2005

Avant d'écrire ses Mémoires, Siramy aurait dû se souvenir des mésaventures de Pierre Martinet. Cet ancien du Service action publie « Un agent sort de l'ombre » (éd. Privé) en avril 2005. Le livre provoque la fureur de son ancienne hiérarchie. Il raconte :

« Un matin, cinq types en civil me sont tombés dessus en pleine rue. J'ai appris par la suite que la DST [Direction de la surveillance du

territoire, ndlr] suivait mes agissements depuis plusieurs mois, en me pistant grâce à mon téléphone portable. »

Qu'est-ce qui a pu froisser le gouvernement ? Ancien parachutiste, Martinet décrit dans ses Mémoires son parcours de formation, depuis le combat à mains nues jusqu'à la filature. Il détaille surtout plusieurs opérations, comme cette infiltration nocturne d'une centrale nucléaire française, dans le cadre d'un exercice.

Il « suffit » de franchir le grillage de protection à l'aide d'une échelle articulée, puis de forcer la serrure... L'auteur se garde bien de révéler le nom du site, mais donne suffisamment de détails pour qu'on puisse l'identifier. Au vu de sa description de la centrale (« construite dans les années 60 », « au bord de la Loire », « 62 hectares », etc.), il s'agit vraisemblablement de [celle de Saint-Laurent-des-Eaux](#) (Loir-et-Cher).

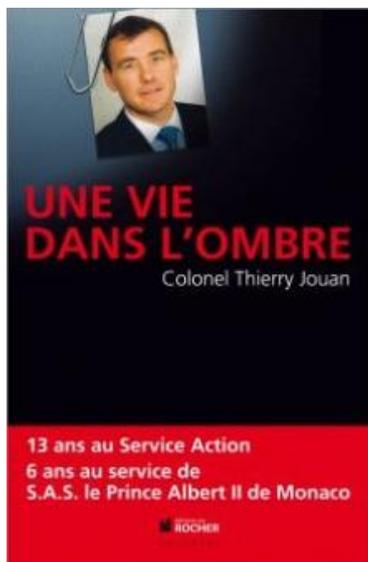
### « Ses anciens chefs ont pété les plombs »

Martinet évoque aussi les fameuses opérations « homo », ces assassinats ciblés officiellement bannis par les services français. A l'en croire, il a été envoyé à Londres pour débusquer le terroriste saoudien [Abou Walid](#), que la DGSE avait décidé d'éliminer. Un ancien agent qui préfère rester anonyme commente :

« En lisant son livre, ses anciens chefs ont pété les plombs. Ce qui a le plus déplu, c'est ce chapitre qui raconte comment la DGSE l'a infiltré en Angleterre, un pays ami, sans prévenir les Anglais ! Il a dû y avoir quelques coups de fil un peu chauds entre Londres et Paris. »

Au final, Pierre Martinet écope de 10 000 euros d'amende pour violation du secret défense.

### Le Rwanda ? Non, la « Zuwanie »



« *Une vie dans l'ombre* », de Thierry Jouan, éd. du Rocher, janvier 2013

Ces précédents incitent les apprentis auteurs à la prudence. Thierry Jouan, ancien colonel du Service action, a publié ses Mémoires (« Une vie dans l'ombre », éd. du Rocher) en janvier 2013.

Il y raconte une mission en plein génocide rwandais, véritable descente aux enfers qui l'oblige à cheminer au milieu des cadavres. Mais par crainte de froisser sa hiérarchie, il invente une ribambelle de surnoms exotiques : sous sa plume, le Rwanda devient « Zuwanie », les Hutu et les Tutsi se transforment en « Piwa » et « Ara ».

Au grand amusement du journaliste Philippe Lobjois, spécialiste du milieu :

« Cela illustre bien la paranoïa de la DGSE. Ils sont tétanisés dès qu'un agent sort un bouquin. C'est totalement impensable aux Etats-Unis. »